

1 Cour pénale internationale

2 Chambre de première instance I

3 Situation en République de Côte d'Ivoire

4 Affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé* — n° ICC-02/11-01/15

5 Juge Cuno Tarfusser, Président — Juge Olga Herrera-Carbuccia — Juge Geoffrey

6 Henderson

7 Procès

8 Mardi 2 février 2016

9 (*L'audience publique est ouverte à 9 h 35*)

10 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

11 L'audience de la Cour pénale internationale est ouverte.

12 Veuillez vous asseoir.

13 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER : Bonjour à tous.

14 La parole à la Défense de M. Charles Blé Goudé.

15 M^e KNOOPS (interprétation) : Merci, Monsieur le Président.

16 Bonjour... Bonjour, Messieurs et Mesdames les juges.

17 Comme je vous l'ai promis, je ne vais certes pas répéter le discours d'ouverture de

18 l'équipe de la Défense de M. Gbagbo. Je vais moi-même prendre la parole, je vais

19 me pencher sur les charges. Ensuite, M. Claver N'Dry du barreau d'Abidjan

20 prendra la parole pour aborder les événements qui ont précédé les violences

21 postélectorales, et M^e Zokou du barreau de Bruxelles, et un autre collègue du

22 barreau d'Abidjan prendront la parole très brièvement pour répondre à certaines

23 des déclarations du discours d'ouverture du Procureur.

24 Et enfin, M. Blé Goudé souhaite également prendre la parole dans un discours

25 d'ouverture sur les charges.

26 Monsieur le Président, je demande... et j'en appelle à l'indulgence de la Cour,

27 nous risquons de dépasser les trois heures que nous avions anticipées, qui sont les

28 trois heures que la Chambre nous a données pour les discours d'ouverture de

1 Blé Goudé.

2 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Vous avez droit à tout le
3 temps qui vous est nécessaire.

4 M^e KNOOPS (interprétation) : Nous avons, également, préparé une préparation
5 PowerPoint pour la Chambre.

6 Et ici, sur ce premier écran, vous avez l'introduction, la table des matières de mon
7 discours qui est divisée en trois volets. J'ai, d'abord, une première introduction,
8 puis je vais me pencher sur le plan commun, en B, je vais défaire la théorie du
9 Procureur, et en C, je vais élaborer le fait qu'il n'y a pas de lien entre les crimes
10 allégués et la participation alléguée de M. Blé Goudé à ce plan commun.

11 Monsieur le Président, je voudrais commencer par la marche de 2011. On est au
12 cœur de la crise. Et à l'époque, les mots suivants ont été prononcés : (*intervention*
13 *en français*) « Sinon, ceux qui veulent transformer la Côte d'Ivoire en Rwanda, je
14 leur dis : je ne veux pas de guerre civile dans ce pays. Je ne veux pas de guerre
15 civile dans ce pays. Parce qu'on ne trouvera pas un pays où il n'y a que des
16 pro-Ouattara en faisant disparaître les pro-Gbagbo. Tout comme on trouvera
17 jamais un pays avec des pro-Gbagbo en faisant disparaître les pro-Ouattara. Cela
18 n'existe pas. Parce que moi, je suis convaincu, Madame — et c'est très important
19 —, que la crise ivoirienne aura sa solution par les acteurs politiques en Côte
20 d'Ivoire. Je suis convaincu que... qu'un jour le Président Gbagbo, M. Ouattara,
21 M. Bédié finiront par asseoir (*phon.*), et je les invite à cela, j'appelle à un dialogue
22 inter-ivoirien. »

23 (*Interprétation*) Monsieur le Président, ce n'est pas moi qui ai prononcé ces
24 paroles-là — ce n'est pas moi. Ce sont là... pas non plus les paroles d'un
25 représentant des Nations Unies ou d'un ami... ou de M. Ouattara, non. Ce sont les
26 paroles de Charles Blé Goudé lui-même, qui est l'accusé ici, dans notre prétoire. Et
27 non pas parce qu'il était général, mais parce qu'il était un être humain, il
28 s'adressait à sa population et il lançait un appel pour arrêter toute violence, et on

1 était au cœur de la crise.

2 Et, en effet, M. Blé Goudé a dit beaucoup plus, ce jour-là. C'était donc, comme je le
3 disais, en mars 2011, au cœur de la crise.

4 (*Intervention en français*) « Je voudrais vous dire que nous marquons là la différence
5 entre les méthodes de ceux qui sont en face, et nous, et nos méthodes. Voyez-vous,
6 pour défendre une Nation, quand vous voulez prendre une arme, il faut que vous
7 ayez droit à cette arme. Il faut que vous ayez droit d'avoir cette arme. Cela veut
8 dire : ou vous êtes police, ou vous êtes gendarme, ou vous êtes militaire. Mais on
9 ne peut pas, dans un pays qu'on veut diriger, distribuer des armes "à les" civils,
10 qu'ils mettent sur les... sur la (*inaudible*) et les tirer partout dans le pays. Ils
11 (*inaudible*) partout le pays. Ce n'est pas comme ça qu'on a dirigé la Côte d'Ivoire.
12 C'est pourquoi les Jeunes Patriotes ou les jeunes tout court, tous ceux qui brûlent
13 d'envie de libérer notre pays, de participer à leur manière à la libération de notre
14 pays et qui jugent que ce sont des manœuvres militaires qui vont le faire, il y a une
15 voie, c'est la voie légale, c'est de rentrer dans l'armée régulière de Côte d'Ivoire. »

16 (*Interprétation*) Monsieur le Président, encore une fois, il s'agit là des paroles de
17 Charles Blé Goudé lui-même, ce même jour, en mars 2011. Je vous invite à voir cet
18 extrait vidéo, et vous verrez M. Charles Blé Goudé qui prend la parole devant la
19 Nation.

20 (*Diffusion d'une vidéo*)

21 « Je voudrais vous dire que nous marquons là la différence entre les méthodes de
22 ceux qui sont en face, et nous, nos méthodes. Voyez-vous, pour défendre une
23 Nation, quand vous voulez prendre une arme, il faut que vous ayez droit à cette
24 arme, il faut que vous ayez le droit d'avoir cette arme. Cela veut dire : ou vous êtes
25 policier, ou vous êtes gendarme, ou vous êtes militaire. On ne peut pas, dans un
26 pays qu'on veut diriger, distribuer des armes à des civils qu'ils mettent sous leurs
27 habits, et puis ils tirent partout dans le pays, ils égorgent partout dans le pays. Ce
28 n'est pas comme ça qu'on va diriger la Côte d'Ivoire. C'est pourquoi, pour nous,

1 les Jeunes Patriotes, ou des jeunes tout court, tous ceux qui brûlent d'envie de
2 libérer le pays, de participer à leur manière à la libération de leur pays et qui
3 jugent que c'est les manœuvres militaires qui vont le faire, il y a une voie, c'est la
4 voie légale, c'est de rentrer dans l'armée régulière de Côte d'Ivoire. C'est
5 pourquoi, simplement, je les appelle demain à se rendre à l'état-major et au chef
6 d'état-major, avec son équipe (*inaudible*) de les enregistrer et de les envoyer dans
7 l'armée de Côte d'Ivoire. C'est ce qui est normal dans un État de droit. Sinon, ceux
8 qui veulent transformer la Côte d'Ivoire en Rwanda, je leur dis : je ne veux pas de
9 guerre civile dans ce pays. Je ne veux pas de guerre civile dans ce pays. Parce
10 qu'on ne trouvera pas un pays où il n'y a que des pro-Ouattara en faisant
11 disparaître les pro-Gbagbo. Tout comme on trouvera jamais un pays avec des
12 pro-Gbagbo en faisant disparaître les pro-Ouattara. Cela n'existe pas. Parce que
13 moi, je suis convaincu, Madame, et c'est très important, que la crise ivoirienne
14 aura sa solution par les acteurs politiques en Côte d'Ivoire. Je suis convaincu
15 qu'un jour le Président Gbagbo, M. Ouattara, M. Bédié finiront par s'asseoir, et je
16 les invite à cela. J'appelle à, je le dis, ce que j'appelle un dialogue inter-ivoirien. »

17 M^e KNOOPS (interprétation) : Monsieur le Président, vous vous rappellerez que le
18 Procureur, dans son discours d'ouverture, vendredi — et je le cite —, a déclaré :
19 « M. Blé Goudé n'a jamais demandé à ces jeunes d'éviter d'avoir recours à la
20 violence. » C'est ce que nous retrouverons à la retranscription à la page 63, aux
21 lignes 6 et 7, dans la version anglaise.

22 À nos yeux, c'est une déformation de la vérité. En effet, cet exemple que vous
23 venez de voir est un des nombreux exemples que nous vous présenterons pendant
24 ce procès pour vous prouver que l'hypothèse du Procureur est erronée, et les mots
25 que M. Charles Blé Goudé vient de prononcer ici contredisent l'Accusation même
26 du Blé Goudé (*phon.*).

27 En effet, la personne qui l'interroge lui demande... l'interroge sur le dernier mot
28 d'ordre qui consistait à enjoindre tous les jeunes Ivoiriens à rallier l'armée. Et

1 quand cette question lui est posée, M. Blé Goudé répond que quiconque
2 souhaiterait saisir une arme se doit de le faire dans le respect de la loi. Et ça, c'est
3 une méthode toute différente de celle mise en place par l'opposition, à savoir les
4 forces pro-Ouattara. Donc, toute personne qui souhaitait se battre pour son pays
5 devait le faire en respectant la loi, et donc en ralliant l'armée. Et c'est, en fait, le
6 message en substance de M. Blé Goudé. Il ajoute que le gouvernement ne devrait
7 pas distribuer des armes aux civils. Et il répète plusieurs fois, dans ce même
8 entretien, qu'il ne voulait pas de guerre civile dans son pays.

9 Monsieur le Président, ce sont là les mots de M. Blé Goudé lui-même, en
10 mars 2011. Et ce sont des mots qui n'ont pas été repris par le Procureur dans son
11 discours d'ouverture. On peut se poser la question de savoir pourquoi. Pourquoi
12 est-ce que le Procureur n'en a pas parlé ? Eh bien, la réponse est bien simple,
13 Monsieur le Président, et c'est quelque chose que nous vous démontrerons
14 pendant tout le procès.

15 La réponse, c'est que ces paroles-là, même (*phon.*) de nombreuses autres paroles
16 qui seront prononcées, en fait, ces paroles-là ne nourrissent pas la théorie du plan
17 commun allégué. Contrairement à ce que le Procureur prétend, M. Blé Goudé n'a
18 jamais enjoint qu'il y ait recours à la violence.

19 Et parlant justement de cette hypothèse selon lesquelles... ou selon laquelle M. Blé
20 Goudé n'a jamais demandé de ne pas avoir recours à la violence, eh bien, c'est
21 Guillaume Soro lui-même — et nous avons vu les images hier — qui, à la veille de
22 la marche sur la RTI, a donné l'ordre d'utiliser la violence. Et c'est tout contraire à
23 ce que le Bureau du Procureur essaie de vous faire croire.

24 Et alors que le colonel Wattao, qui était le chef d'état-major adjoint (*phon.*)
25 s'adresse aux soldats, il déclare que... à la marche sur... il déclare : « On va les
26 mater. Donc, on va vraiment les écraser, les mater. »

27 Alors, est-ce qu'on peut vraiment dire qu'il n'a jamais donné l'ordre de ne pas
28 avoir recours à la violence ?

1 En fait, avec mon équipe et avec celle de M. Gbagbo, nous allons vous présenter
2 les éléments de preuve qui confirmeront que, contrairement à ce qu'a déclaré le
3 Procureur, la marche sur la RTI était tout sauf pacifiste. Nous allons pas répéter
4 tous les arguments de la Défense, mais hier, dans les images que nous avons vues,
5 il y a peut-être quelque chose qui ne vous a pas échappé, à savoir : M. Soro prend
6 la parole et s'adresse aux rebelles la veille de cette marche. Il prenait la parole, il
7 était Premier ministre du gouvernement de M. Ouattara, mais, à l'époque, il était
8 également ministre de la Défense. Alors, nous avons un Premier ministre, ministre
9 de la Défense, qui prend la parole aux rebelles... devant les rebelles, et non pas
10 des forces de police qui sont là pour maintenir la paix, et la loi, et l'ordre. C'est
11 quand même quelque chose pour le moins extraordinaire. Et à l'époque, M. Soro
12 était ministre de la Défense. Il leur donne l'ordre d'être prêts, de se mobiliser, de
13 se préparer pour récupérer ce bâtiment et le reprendre des mains des FDS...
14 finalement, très différent des autres allégations que nous avons entendues.

15 Monsieur le Président, c'est le Bureau du Procureur qui, en juin 2012, a interrogé
16 un témoin de l'intérieur en long et en large. Je ne vais pas le citer ici aujourd'hui,
17 mais ce témoin n'apparaît pas sur la liste du Procureur. Il convient de se
18 demander pourquoi. C'était ce témoin qui a déclaré au Procureur, on est en juin
19 2015 — et je cite : *(intervention en français)* « Pour moi, la guerre a commencé à
20 l'Ouest quand les avions, chars de la Licorne et de l'Onuci nous ont bombardés et
21 que les rebelles ont commencé à attaquer. »

22 *(Interprétation)* Monsieur le Président, on constate que ce témoin de l'intérieur n'a
23 pas été repris par le Bureau du Procureur sur sa liste. Et pourquoi ? La raison est
24 évidente : ce témoin de l'intérieur, dans l'analyse qu'il fait du conflit, en fait, ne
25 correspond pas à la théorie alléguée du plan commun.

26 Alors, comment peut-on dire que la marche en décembre 2010 n'était pas une
27 marche pacifique... ou était plutôt une marche pacifiste sans vraiment constater
28 les faits ?

1 Nous, nous allons alléguer que le Procureur se... se trompe. Et dès lors qu'un des
2 arguments avancés par le Procureur déforme la vérité, il y a lieu d'avoir des
3 doutes sur le reste. Et, dès lors, dans ce cas, nous arguons qu'il devrait y avoir
4 suspension du prononcé (*phon.*).

5 En effet, si les arguments avancés par le Procureur ne peuvent être crus,
6 déforment la vérité — et nous venons de vous le prouver —, à ce moment-là, toute
7 l'histoire du Procureur qui nous explique que M. Blé Goudé était un homme de
8 violence, qui avait une intention violente, criminelle, et qui participait à ce plan
9 commun, puisque les fondements mêmes de la théorie du Procureur ne sont pas
10 fiables, tout comme la théorie qui porte sur la personnalité de M. Blé Goudé, alors,
11 à ce moment-là, cela jette ombrage sur toute l'hypothèse. Nous avons ici une vérité
12 qui est sciemment déformée, et on... il y a lieu, donc, d'avoir des doutes et des
13 états d'âme sur toute l'hypothèse du Procureur.

14 Ensuite, puisque les faits ne sont pas établis correctement par le Procureur...
15 Lorsque celui-ci a pris la parole dans la conférence de presse à la veille de ce
16 procès, il a annoncé qu'en 2015 il a renforcé le rythme des enquêtes sur les forces
17 pro-Ouattara.

18 Alors, Monsieur le Président, il n'est pas improbable que ces enquêtes-là dévoilent
19 finalement des éléments à décharge des deux accusés ici présents.

20 Comment peut-on faire un procès contre deux personnes sans pour autant avoir
21 les résultats de ces autres enquêtes qui pourraient porter à conséquence sur notre
22 affaire, ici ? En effet, il n'est pas improbable que ces enquêtes-là apportent des
23 éléments à décharge pour nos deux accusés, ici. Et qu'en ferait la Chambre ?

24 La Chambre pourrait ici ne pas rendre un... un avis, un jugement juste et
25 équitable, n'ayant pas eu l'intégralité des recherches menées par le Procureur dans
26 les forces pro-Ouattara.

27 Et puisque l'on parle de ces faits erronés, de cette théorie erronée, c'est le cas du
28 Procureur, en tout cas, lorsqu'il fera ses enquêtes sur les forces pro-Ouattara, je

1 crois que nous en verrons tous les éléments de preuve.

2 Je vais passer à la première partie de ma présentation, la partie A, dans laquelle je
3 vais développer trois arguments.

4 Nous alléguons qu'il n'y a pas de plan commun. Tous les éléments nous amènent
5 d'ailleurs à penser tout à fait le contraire, qu'il n'y a pas non plus de lien entre
6 Charles Blé Goudé et les crimes allégués (*phon.*), tout comme il y a des
7 contre-indications, donc, de plan commun.

8 D'emblée, je voudrais insister sur le fait que le concept même de plan commun est
9 un concept dangereux, puisque le tout dépend du côté dans lequel vous êtes ; tout
10 dépend de comment vous percevez ces éléments de... de preuve.

11 Je voudrais vous donner un extrait d'un livre qui a été rédigé par Reuven Fenton,
12 qui fut lui-même emprisonné à tort. Et j'ai ce livre avec moi. Il y dédie... Enfin, ce
13 livre vient d'être publié, en fait. Et vous verrez qu'il y a une préface très
14 impressionnante. La préface a été écrite de la main « du » feu Rubin Carter. Ce
15 sont ses derniers mots, les derniers qu'il a écrits juste avant de mourir en 2004 et
16 qu'il a écrits aux condamnés par erreur, parce qu'il a été lui-même la victime
17 d'une telle erreur de justice. Et puis il fut blanchi en 1985 après deux décennies de
18 prison. Et voici la citation que je voulais vous citer : « Je ne suis pas d'accord avec
19 ceux qui disent que les ornières de la vision sont celles qui aboutissent à ces
20 erreurs de jugement. Moi, je pense que la cause réelle des erreurs de
21 condamnation est l'aveuglement délibéré. Et c'est ce que la plupart des accusés
22 n'imaginent même pas possible. » Fin de citation.

23 Monsieur le Président, mon hypothèse, et c'est ainsi que je vais la développer,
24 démontrera que le discours du Procureur s'apparente à l'aveuglement. Et je viens
25 de vous donner deux exemples dans mon introduction. Et je crois que cela illustre
26 l'aveuglement du Procureur qui a fermé les yeux sur la réalité de l'Histoire, sur les
27 aspects socio-politiques et la personnalité de M. Blé Goudé, et même sur ses
28 éléments de preuve par rapport au... au schéma que l'on retrouve d'ailleurs dans

1 le droit pénal.

2 Eh bien, je pense que, dans le droit pénal, les principes qui s'imposent ici, c'est une
3 suspension du prononcé et c'est ce que nous allons vous prouver tout au cours de
4 ce procès.

5 Du fait de cet aveuglement, et c'est un danger, la Chambre — avec tout le respect
6 que je lui dois — ne devrait pas faire confiance aux témoins qui pourraient, sans
7 vraiment connaître les actions et les intentions de Blé Goudé, pourraient venir ici à
8 La Haye incriminer M. Blé Goudé. Vous n'êtes pas sans savoir que M. Blé Goudé a
9 été arrêté en janvier 2013. Il a été maintenu dans des conditions inhumaines et
10 dégradantes jusqu'en 2014 dans les locaux de la DST — Direction de la
11 surveillance du territoire — à Abidjan, et ce, jusqu'à son arrivée ici au siège de la
12 Cour.

13 Lors de sa première comparution, M. Blé Goudé a informé la Chambre sur ces
14 mauvais traitements, confirmés d'ailleurs par l'un des témoins du Procureur, le
15 témoin 0454, qui confirme qu'il a été torturé à la DST. Or, c'est là qu'il a été
16 emprisonné pendant presque 14 mois.

17 Alors, en quoi est-ce important ? Et je vais vous montrer une des photos qui a été
18 faites de Blé Goudé par quelqu'un d'autre alors qu'il était à la DST. Vous verrez
19 comment il était traité. Vous verrez comment on l'a battu.

20 Alors, en quoi est-ce important ? Ce n'est pas pour susciter plein d'émotion ici,
21 dans cette Chambre et ce prétoire. C'est parce que les événements... les éléments
22 de preuve qui sont présentés par les autorités ivoiriennes et les témoins du
23 Procureur doivent être traités avec la plus grande prudence. C'est le message que
24 je veux donner à la Chambre.

25 Quand on voit comment M. Blé Goudé était traité en 2013 avant de comparaître ici
26 pour la première fois à la Chambre et comment il a été traité par ses propres
27 autorités, à savoir les forces de police, à ce moment-là, on peut commencer à se
28 méfier de tous les éléments de preuve qui sont présentés par les autorités

ivoiriennes.

Je vais vous expliquer, maintenant, le droit fil de notre hypothèse de défense et pourquoi il n'aurait jamais pu participer à ce plan commun allégué.

Nous vous montrerons, tout au long de ce procès, que M. Blé Goudé était perçu par ses adversaires et les siens comme quelqu'un de trop pacifiste.

Je voudrais vous ramener à la veille de 2009, les élections, à la veille des élections en Côte d'Ivoire.

À l'époque, Monsieur le Président, il y a une personne fort intéressante qui arrive à Abidjan. C'est M. Jesse Jackson. Et vous savez sans doute que M. Jesse Jackson était le bras droit de Martin Luther King, le symbole de la désobéissance civile, des droits de l'homme, de la paix et de la réconciliation, un militant connu des droits civils, et luttant avec Martin Luther King contre l'apartheid aux États-Unis.

Alors, pourquoi M. Jackson est... est-il venu en Côte d'Ivoire ? Pourquoi ? Parce qu'il était invité par M. Charles Blé Goudé, et non pas par l'État de la Côte d'Ivoire, mais sur initiative de M. Charles Blé Goudé. Charles Blé Goudé a invité le révérend Jesse Jackson en Côte d'Ivoire pour y prier avec tous les groupes de la société ivoirienne — tous les groupes —, le Nord, le Sud, toutes les ethnies, pour pouvoir bénéficier de cette expérience de Jesse Jackson, pour arriver à la réconciliation, à la veille des élections en 2009.

Et l'intention de M. Blé Goudé était de réunir les Ivoiriens, de réunir leurs différences politiques et ethniques pour passer au-dessus, parce que c'était ce qui divisait le pays à l'époque et qui divisait le pays en deux.

Nous avons là, à l'évidence, Monsieur le Président, un acte qui dément toute participation à un plan commun ou l'existence même de ce plan commun.

Je vous invite à voir ces images.

(Diffusion d'une vidéo)

« *(Bruits)* Pour tous ceux qui sont pour la non-violence, tous ceux qui doivent comprendre que le temps est un autre nom de Dieu. Et comme le disait Abraham

1 Lincoln : “On ne perd rien de précieux en attendant son temps.” Les Noirs
2 américains ont... ont mené un combat de près de 54 ans de lutte, et la victoire de
3 Barack Obama étant la victoire du temps sur les raccourcis, je pense que tous ceux
4 qui ont été les pionniers de cette lutte doivent être une source pour nous. Alors,
5 nous avons invité Jesse Jackson, nous le précisons, pas pour parler à un clan, mais
6 pour parler à tous les Ivoiriens, parce que nous pensons que nous avons besoin de
7 cela avant les élections. Apaiser les esprits, que les uns les autres puissent accepter
8 que la politique, la démocratie est un jeu, un jeu où (*phon.*) on peut perdre comme
9 on peut gagner. Quand on perd, on se réorganise pour pouvoir aller à l’assaut de
10 l’objectif qu’on s’est fixé. Avec Jesse Jackson, on espère que la jeunesse ivoirienne
11 saura tirer une grande leçon de sa présence ici. »

12 M^e KNOOPS (interprétation) : Monsieur le Président, vous venez de voir dans ces
13 images vidéo que c’est M. Blé Goudé qui avait invité M. Jackson pour prendre la
14 parole, non pas à un groupe, mais tous les Ivoiriens, pour pouvoir tirer les
15 enseignements de l’expérience de M. Jackson en matière de droits humains et de
16 paix.

17 Et les éléments de preuve que nous présenterons vous « montrera » que cette
18 initiative prise par M. Blé Goudé n’était pas unique. Il y en a eu beaucoup d’autres
19 et nombreuses sont celles qu’on vous présentera.

20 Et d’ailleurs, mon collègue, M^e N’Dry, pourra aussi vous montrer plusieurs
21 événements et plusieurs exemples dans ces journées qui ont précédé la crise.

22 Nous allons vous montrer que Charles Blé Goudé était même perçu par ses
23 propres collègues, tout comme ses adversaires d’ailleurs, comme trop pacifiste et
24 ne pouvait, dès... dès lors, pas avoir de contrôle, que ce soit *de jure* ou de facto, sur
25 quelque action violente, sur quelque organisation ou groupe que ce soit.

26 Et nous allons vous montrer des éléments de... de preuve grâce à des témoins que
27 Charles Blé Goudé était perçu — et ici, je cite le témoin D-0009 —, il était perçu
28 trop comme — je cite donc —, « trop comme Martin Luther King » : (*intervention en*

1 *français*) « Pour nous, la Conareci, Blé Goudé était trop Martin Luther King, il n'est
2 pas allé vraiment au charbon. » (*Interprétation*) Fin de citation.

3 Et ce témoin D-0009 dira à la Chambre que le leader de l'organisation rivale, qui
4 était à l'opposé de l'idéologie de Charles Blé Goudé, a même refusé de le
5 reconnaître comme leader parce qu'il n'était pas d'accord avec l'idéologie de
6 l'organisation et il n'était pas d'accord avec Charles Blé Goudé perçu comme trop
7 pacifiste.

8 Et donc, nous allons même pouvoir vous montrer qu'un des témoins de
9 l'Accusation, un témoin de l'intérieur, le témoin P-0156, reconnaît que Blé Goudé
10 n'a jamais été impliqué dans quelque violence que ce soit. Et il a déclaré au
11 Procureur : (*Intervention en français*) « Charles Blé Goudé n'a... n'a... n'a jamais dit
12 "Allez tuer, allez massacrer, allez faire ceci". Non, Charles Blé Goudé, oui, a fait
13 bouger les gens. Mais en faisant quoi ? Les (*inaudible*). »

14 (*Interprétation*) Et mis à part ce témoin P-0156, d'autres témoins du Procureur vont
15 aussi témoigner de cette nature de Blé Goudé.

16 C'est le témoin 0118 de l'Accusation, un témoin de l'intérieur, qui déclare à
17 l'Accusation que l'alliance de Blé Goudé était très différente de toute autre
18 organisation telle que la Conareci, parce que c'est... celle-ci n'utilisait que le
19 dialogue et plaidait en faveur d'un débat non armé. Et c'est par excellence
20 l'objectif de l'Alliance de M. Blé Goudé.

21 Et, Monsieur le Président, quand on regarde l'histoire authentique d'un homme,
22 alors on connaît sa nature vraie. Et je pourrais vous montrer que M. Charles Blé
23 Goudé était tout sauf un homme violent. C'était un homme de justice avant la
24 crise, pendant la crise, après la crise. Vous verrez. Et les éléments de preuve
25 l'attesteront que nous avons là un homme qui voulait réunir les gens, qui voulait
26 le dialogue, à un homme qui, toute sa vie, a respecté l'État de droit, qui a respecté
27 les groupes ethniques et religieux sans avoir quelque sentiment de discrimination
28 que ce soit.

1 Nous allons pouvoir vous présenter des éléments de preuve qui attesteront que
2 Charles Blé Goudé n'aurait jamais pu participer à un plan commun, contrairement
3 à ce que le Procureur affirme, et qui aurait été établi en 2002.

4 Ce qui est assez révélateur, c'est de voir qu'en juin 2015, et je viens d'en parler,
5 d'ailleurs... a interviewé un témoin de l'intérieur potentiellement important, un
6 témoin de l'intérieur que nous allons appeler à la barre, parce que le Procureur a
7 choisi de ne pas l'appeler, et nous savons pourquoi.

8 Et c'est ce que le témoin a déclaré à l'Accusation au début de l'année : non
9 seulement les Jeunes Patriotes n'avaient pas une structure organisée avec un chef,
10 mais encore plus important, c'est que Blé Goudé n'appartenait à aucun parti
11 politique.

12 Et quand vous allez entendre et intégrer le témoignage de ce témoin que nous
13 allons appeler ici pour témoigner, vous comprendrez pourquoi le Procureur a
14 évité de le reprendre sur sa propre liste.

15 Et ensuite, les éléments de preuve que nous allons présenter vous montreront
16 qu'avant la crise et pendant la crise, M. Blé Goudé maintenait des relations à la
17 fois proches et amicales avec des membres de la communauté musulmane et avec
18 des gens du Nord. Il leur offrait parfois une aide médicale ou des dons pour
19 financer leur pèlerinage à La Mecque. Vous entendrez d'ailleurs le témoin
20 D-0001 qui vous le confirmera.

21 Et nous espérons que les éléments de preuve que nous vous présenterons vous
22 donneront un aperçu tout sauf pénal de l'attitude de M. Blé Goudé et de son
23 intention discriminatoire.

24 Donc, nous allons pouvoir vous montrer que — un témoin, d'ailleurs, qui en
25 parlera — M. Blé Goudé était tout sauf contre les musulmans ; il allait dans la
26 communauté, il allait dans les mosquées, il participait à des cérémonies, il faisait
27 des donations aux mosquées. Après tout, ce n'était pas l'Islam qui attaquait la
28 Côte d'Ivoire, c'étaient les forces de Ouattara et l'armée française qui a armé ses

1 forces. Et c'est ce que ce témoin D-0007 déclarait déjà en août 2014.

2 Alors, notre homme, Blé Goudé, qui a créé l'Alliance au lendemain du coup d'État
3 de 2002 par les forces rebelles, comment cet homme peut-elle... peut-il être targué
4 d'être violent alors que l'Alliance, l'Alliance de M. Blé Goudé avait dans ses rangs
5 des musulmans et des gens du Nord ?

6 Je vais maintenant vous montrer un clip vidéo qui ne fera que confirmer ce que je
7 viens juste de dire. Il est divisé en deux parties. C'est une compilation de plusieurs
8 vidéos concernant des événements qui se sont produits en 2009 et 2010. Et vous
9 verrez tout début... au tout début M. Blé Goudé lors d'une réunion avec plusieurs
10 associations musulmanes de la Côte d'Ivoire en 2010. La réunion a été... avait été
11 organisée par la Cojep à son siège à Yopougon, et lors de son discours, M. Blé
12 Goudé a répété que les musulmans ne devraient pas se sentir à l'écart.

13 Après ce clip, vous verrez un autre clip vidéo et vous verrez certaines des actions
14 sociales de la Cojep auxquelles j'ai fait référence, comme, par exemple, la
15 rencontre de personnalités musulmanes ivoiriennes influentes afin de rétablir
16 l'harmonie entre les différentes communautés en 2009 et également les dons en
17 matériel qui ont été offerts à plusieurs groupes musulmans afin de les aider à
18 construire ou reconstruire grâce aux matériaux offerts des lieux de prière et des
19 écoles coraniques.

20 Ces actions se sont déroulées en plusieurs lieux sous la supervision de M. Blé
21 Goudé, donc, à Duékoué, Gagnoa et à San Pedro.

22 *(Diffusion d'une vidéo)*

23 « *(Chants)* "Le café politique, la tribune d'échanges était ce week-end à sa
24 deuxième étape. Au siège du Cojep sis à Yopougon, le directeur national de
25 campagne adjoint du candidat Laurent Gbagbo chargé de la mobilisation de la
26 jeunesse, Charles Blé Goudé, a reçu les différentes associations musulmanes,
27 notamment l'association des jeunes imams de Côte d'Ivoire, la communauté
28 musulmane universitaire et l'association des élèves et étudiants et musulmans de

1 Côte d'Ivoire.

2 À bâtons rompus, sans détour, le directeur national de campagne adjoint chargé
3 de la mobilisation de la jeunesse a répondu aux préoccupations de ses invités.
4 Charles Blé Goudé leur a demandé de rester mobilisés et d'être au rendez-vous de
5 la destinée de la Mère Patrie."

6 "Nous avons encore la possibilité de sauver ce pays. Quand on parle du futur de
7 la Côte d'Ivoire, ne vous sentez pas à l'écart. Quand on parle du changement de la
8 Côte d'Ivoire, ne vous sentez pas à l'écart. Quand on parle de la défense de
9 l'identité de la Côte d'Ivoire, le musulman ne doit pas se sentir à l'écart, parce que
10 le musulman fait partie de la Côte d'Ivoire, parce qu'il est musulman ivoirien.
11 Quand on dit "allons défendre la Côte d'Ivoire", ne soyez pas à l'écart. C'est avec
12 vous qu'on va défendre la Côte d'Ivoire, avec à la tête quelqu'un qui a une vision
13 pour la Côte d'Ivoire."

14 "Après avoir perçu les enseignements et le sens du combat du Président Laurent
15 Gbagbo pour faire de la Côte d'Ivoire un État développé et prospère pour le
16 bonheur des Ivoiriens, la jeunesse de la communauté musulmane a promis
17 d'accomplir la mission à elle confiée par le directeur national de campagne adjoint
18 chargé de la mobilisation de la jeunesse, Charles Blé Goudé."

19 "Bon, ma préoccupation, c'était par rapport au port du voile, comment on appelle
20 ça, dans l'école, parce qu'en attendant (*phon.*), on voit des professeurs qui refusent,
21 ou bien les filles qui sont voilées en classe, ils leur demandent d'enlever le voile.
22 Bon, j'ai posé ma préoccupation, j'ai été très satisfaite par la réponse que le
23 président Blé Goudé m'a donnée."

24 "Nous sommes venus échanger avec lui, nous avons parlé de tout, et de
25 l'évolution et de l'avenir de la Côte d'Ivoire, parce que, en... dans notre
26 entendement, avant, on pensait que les musulmans étaient bannis, exclus. Mais,
27 aujourd'hui, à travers tout ce qu'il vient de dire, nous avons compris que nous
28 étions dans un coma très profond et, aujourd'hui, nous... nous faisons un éveil de

1 conscience, parce que c'est un éveil de conscience. Il a éveillé en nous un certain
2 nombre de choses. Donc, nous l'encourageons sur cette voie et qu'il continue ces
3 différentes rencontres, et ces genres de... d'occasions, d'événements puissent se
4 répéter."

5 "L'espace de libre-échange s'est poursuivi à Abobo, à l'invitation de la jeunesse
6 musulmane et s'est transformé en thé politique, échanges dans une ambiance
7 conviviale autour des chantiers du Président Laurent Gbagbo et de son
8 programme de gouvernement, d'où des prières ont été dites afin que Allah
9 confirme le pouvoir accordé à son fils, le Président Laurent Gbagbo."

10 "Encourager la cohésion populaire à travers des opérations sociales, c'est un autre
11 cheval de bataille du projet. Les guides religieux musulmans de Duékoué ont
12 salué le geste du Cojep qui a offert plusieurs centaines de bouilloires de prière, en
13 langage d'usage "seridaga", des nattes, ainsi que du ciment et des tôles à la
14 mosquée Méyité (*phon.*) en construction. À Daloa, le lycée coranique en salle du
15 docteur Moustapha Sy accueille près de 400 élèves par an, du CP1 à la Terminale.
16 Les élèves sont formés en trois langues, l'anglais, l'arabe et le français, en plus de
17 toutes les autres matières académiques. »

18 M^e KNOOPS (interprétation) : Monsieur le Président, c'est là le deuxième clip
19 vidéo sur les actions sociales du Cojep sous les auspices de M. Blé Goudé.

20 (*Diffusion d'une vidéo*)

21 « Après le Bac, ils sont orientés en Libye, en Egypte ou en Arabie Saoudite pour le
22 cycle supérieur. Le docteur Moustapha Sy Yacoub est le mufti général de Côte
23 d'Ivoire. Il s'occupe d'environ 600 orphelins.

24 En septembre et à ce centre de formation ravagé par les vents violents qui ont
25 accompagné les dernières pluies diluviennes, les Cojep, en guise de contribution à
26 la reconstruction, ont offert des tôles et du ciment pour permettre à l'éminent
27 guide de poursuivre son œuvre.

28 Bassy (*phon.*) Diabi, l'imam de la mosquée centrale de Daloa a reçu également un

1 appui du Cojep pour parachever des bâtiments destinés au culte. En plus des
2 guides spirituels, le président Charles Blé Goudé profite de son passage dans les
3 villes pour rendre visite aux personnalités influentes de la communauté, afin de
4 recréer l'harmonie et la proximité entre les peuples d'ici et d'ailleurs.

5 La mosquée en question est située au quartier Gbado, quartier défavorisé de la
6 ville de San-Pédro. Lal Mamy (*phon.*) Bomba Yacouba en est l'administrateur en
7 plus d'être le président régional du Cocim Bassasandra (*phon.*). C'est le
8 représentant du Cojep de San-Pédro, Marc Blé Sepé, qui a exécuté la démarche
9 commandée par Charles Blé Goudé, à savoir le don de 10 tonnes de ciment et de
10 fer pour parachever la mosquée. Pour les fidèles, un lot de 100 nattes et
11 de 100 bouilloires en caoutchouc appelées dans le jargon "seridaga" a été convoyé
12 d'Abidjan. Pour permettre à l'imam Bamba (*phon.*) Yacouba de coordonner son
13 action spirituelle dans la région, le Cojep a offert également un véhicule. Il n'en
14 fallait pas plus pour que le guide spirituel lâche des larmes d'émotions."

15 "Début 2005, depuis 2005, le Président Gbagbo n'a jamais oublié les musulmans.
16 Le président... Le général Blé Goudé n'a jamais oublié les... les imams et les
17 musulmans. Son petit frère qui est derrière, Blé Sépé, a toujours pensé aux
18 musulmans comme leur grand frère. Aujourd'hui, lui n'a pas de pouvoir, c'est
19 Dieu qui a pouvoir. Sa (*phon.*) seul pouvoir, c'est le chapelet. Et ce qu'il a appris
20 comme... à l'école coranique au Mali comme en Guinée, et en Côte d'Ivoire avec...
21 avec son village, avec son chapelet, ce qui est son pouvoir, il va le faire."

22 "Blé Goudé n'est pas... n'est pas un musulman, il est chrétien, mais le Cojep,
23 aujourd'hui, a deux objectifs. Il y a les objectifs politiques et les objectifs sociaux,
24 puisque nous recherchons la cohésion sociale, nous sommes en train de fouiller. Là
25 où il y a beaucoup d'hommes, il faut faire en sorte pour que ces hommes-là vivent
26 en paix et en bonne harmonie."

27 (*Cris de la foule*) »

28 M^e KNOOPS (interprétation) : Monsieur le Président, comment quelqu'un

1 pourrait-il dire que M. Blé Goudé était contre les musulmans ou les populations
2 du Nord ?

3 Je voudrais brièvement vous parler de témoins dont l'Accusation n'a pas parlé hier
4 dans son discours d'ouverture et qui reflètent... qui réfutent cette théorie.

5 Les témoins que nous envisageons d'appeler, eh bien, il y a un témoin qui est un
6 témoin de la Défense, le témoin D-0009, une personne qui connaissait Charles Blé
7 Goudé depuis 1997 et qui a été auditionné par la Défense en août 2014, et qui... Et
8 également le D-0010 qui a indiqué que Charles Blé Goudé était un pacifiste dans
9 l'âme. Il n'avait jamais vu une personne ayant une telle nature pacifiste.

10 Ce témoin, Monsieur le Président, qui vient du Nord de la Côte d'Ivoire dira à la
11 Cour, Monsieur le Président, qu'il... qu'il n'y a pas, contrairement à ce que le dit...
12 ce que disait l'Accusation, l'existence d'un plan commun.

13 D-0010 dira à cette Cour, qu'étant un collègue de Blé Goudé venant dans le Nord,
14 qu'il n'aurait jamais accepté si Blé Goudé avait organisé un tel plan, le plan allégué
15 ou s'il avait, donc, mis en place un plan qui envisageait des actes de violence
16 contre les musulmans alors qu'il était musulman lui-même. Ce témoin a dit à la
17 Défense qu'un tel plan n'avait jamais existé concernant donc Blé Goudé. Et il a
18 même dit : *(Intervention en français)* « Je ne pourrais pas accepter quelqu'un qui
19 aurait essayé d'organiser sortie *(phon.)* du plan, du plan du commun ou un plan de
20 violence contre les musulmans. Blé Goudé est le symbole achevé de la paix, de la
21 cohésion. Ce genre de plan n'a jamais existé. »

22 *(Interprétation)* Il a également dit à la Défense : *(intervention en français)* « C'est Blé
23 Goudé qui est venu faire le tour des jeunes, de leur demander d'enlever les
24 branches et les calmer. »

25 *(Interprétation)* Monsieur le Président, parlant de la personnalité de M. Blé Goudé,
26 même après la crise, Blé Goudé a continué à plaider en faveur de la paix. Il a
27 même passé du temps lorsqu'il était à la prison au siège de ces deux cours pour
28 organiser une conférence sur la paix à Abidjan au mois de juin de l'année dernière,

1 une conférence sur la paix pour l'ensemble de la population ivoirienne, à laquelle
2 ont assisté tous les partis politiques. Toutes les... Toutes les personnes ivoiriennes,
3 indépendamment de leur appartenance ethnique ou de leur croyance y ont assisté,
4 une conférence à laquelle ont également assisté des représentants de l'ensemble
5 des communautés ivoiriennes, y compris la communauté internationale, une
6 conférence pour laquelle il a été félicité dans les médias par le représentant des
7 Nations Unies en Côte d'Ivoire.

8 Monsieur le Président, l'ensemble de ces faits que nous allons présenter dans ce
9 procès montreront que M. Blé Goudé n'aurait jamais pu faire partie de l'existence
10 d'un plan commun, ni... n'aurait pu participer à un tel plan.

11 Et les éléments de preuve montreront, Monsieur le Président, qu'il n'y avait pas de
12 plan commun créé en 2001 et s'étendant jusqu'en 2011. Et s'il y en avait eu un,
13 nous démontrerons qu'il avait été conçu par les forces de M. Ouattara pour
14 renverser le gouvernement de M. Gbagbo.

15 L'Accusation a affirmé que ledit registre de la résidence présidentielle auquel il est
16 fait allusion dans sa déclaration d'ouverture montre que M. Blé Goudé et
17 M. Gbagbo étaient — et je cite — « en contact permanent lors de la période
18 concernée ».

19 L'Accusation aurait, apparemment, laissé entendre que ce registre montrerait
20 l'existence d'un entourage immédiat.

21 Mais, Monsieur le Président, quel sont les faits dans la réalité ?

22 La réalité des faits « montreront » que le nom de M. Charles Blé Goudé n'est
23 mentionné que 18 fois sur une durée de 106 jours, soit quatre mois, dans le cadre
24 des charges, c'est-à-dire de novembre 2010 à avril 2011.

25 Je vais, maintenant, demander au greffier d'audience de nous montrer un tableau,
26 non pas pour le public, mais essentiellement pour les parties, les participants et les
27 juges. C'est un tableau qui a... qui est un extrait d'un registre présidentiel et qui
28 pourrait peut-être révéler certaines informations d'ordre confidentiel.

1 *(Discussion entre les juges sur le siège et le greffier d'audience)*

2 M. LE GREFFIER : Monsieur le Président, avec votre permission, je demanderais
3 simplement que les écrans soient un peu tournés, afin d'éviter qu'ils soient
4 montrés vers la galerie du public.

5 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Nous avons un prétoire
6 trop moderne, une technologie trop moderne, et c'est là notre problème.

7 M^e KNOOPS (interprétation) : C'est une solution parfaite. Merci.

8 Monsieur le Président, si vous le permettez, je pense que, maintenant, vous devez
9 pouvoir voir un tableau sur vos écrans, qui comporte certains des noms de
10 personnes qui auraient été inscrites dans le registre de la résidence présidentielle
11 pendant la période concernée par les charges.

12 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Excusez-moi, s'il vous
13 plaît, mais je pense qu'il faudrait faire la même chose de l'autre côté. Je ne sais pas.
14 Enfin, vous voyez. Enfin, je pense.

15 M. MacDONALD (interprétation) : Je ne pense pas que l'on puisse voir, c'est écrit
16 tellement petit.

17 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Bien.

18 M. MacDONALD (interprétation) : Merci.

19 M^e KNOOPS (interprétation) : Vous pouvez voir ?

20 Madame, Messieurs les juges, est-ce que vous avez cela à l'écran devant vous ?

21 Bien. Vous voyez, à gauche, Monsieur le Président, le nom de plusieurs personnes
22 et, à droite, le nombre de références dans le registre. Et vous remarquerez que
23 lorsque vous regardez la colonne de gauche, seules trois personnes parmi celles
24 mentionnées ici apparaissent dans le mémoire préliminaire de l'Accusation
25 comme faisant partie de ce qui est allégué comme étant l'entourage immédiat.

26 Et vous voyez, donc, le nom de M. Blé Goudé et la troisième personne à partir du
27 bas qui est mentionnée, donc, 18 fois.

28 Ces 18 saisies ont également été citées dans le... la... la décision de la confirmation

1 des charges de la Chambre préliminaire, dans la note en bas de page 270.

2 Et nous vous montrerons qu'aucune conclusion probante ne peut être tirée de ces
3 simples chiffres.

4 Mais, Monsieur le Président, comme vous l'avez, à juste titre, dit au début de ce
5 procès : que sont les chiffres, que sont les nombres, lorsqu'il n'y a pas de contexte,
6 lorsqu'il n'y a pas de référence ? Donc, aucune conclusion ne peut être tirée
7 lorsque l'on compare ces 18 entrées avec le nombre de visiteurs fréquents allégués
8 à la résidence présidentielle, lorsque vous regardez le tableau que nous venons de
9 vous montrer.

10 Nous prouverons également, lors du procès, Monsieur le Président, que ce chiffre
11 de 18 visites de M. Blé Goudé ne « peuvent » permettre de tirer des déductions,
12 car ce sont simplement des déductions de l'Accusation permettant d'indiquer que
13 M. Blé Goudé faisait partie d'un dit « entourage intime » ou était un membre
14 important dudit cercle ou entourage immédiat allégué de M. Gbagbo comme le
15 laisse suggérer l'Accusation à la page 73, ligne 12, de la transcription.

16 Monsieur le Président, jeudi, lorsque l'Accusation a entamé son discours
17 d'ouverture, l'Accusation a parlé des visites au palais présidentiel qui se sont
18 déroulées le 1^{er} décembre 2010. D'après la... le récit de l'Accusation, ce jour-là,
19 M. Gbagbo a reçu des membres dudit... de son dit entourage immédiat.
20 Cependant, si l'on regarde de près ce registre, on constate ce qui suit : M. Soro et
21 son officier principal, M. Wattao, étaient présents de 20 h 06 à 20 h 34,
22 l'ambassadeur français et M. Choi étaient présents entre 17 h 04, et 18 h 24,
23 M. Nuncio (*phon.*), l'archevêque diplomate du Vatican, était présent de
24 16 h 02 à 17 h 43.

25 Eh bien, Monsieur le Président, ceci... cet exemple, ce simple exemple réfute la
26 thèse de l'Accusation, à savoir que les saisies dans ce registre sans aucun contexte
27 concernent toute l'existence d'un dit plan commun ou d'un entourage immédiat, à
28 moins que la Cour n'accepte, que l'Accusation n'accepte également, que M. Soro,

1 M. Wattao, l'ambassadeur français, M. Choi et M. Nuncio (*phon.*), qui est
2 l'archevêque diplomate du Vatican, en faisaient également partie, de ce cercle... de
3 cet entourage immédiat.

4 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je vais vous corriger, si
5 vous le permettez. Ce n'est pas M. Nuncio, mais le nonce apostolique.

6 M^e KNOOPS (interprétation) : Excusez-moi, Monsieur le Président, c'est l'avantage
7 que vous avez en tant que Président italien dans cette Cour. Merci beaucoup.

8 Monsieur le Président, juste pour vous montrer que, sans contexte aucun, la Cour
9 ne peut tirer de conclusion de ce registre. Que sont les chiffres, en fait, comme
10 nous l'avons dit ?

11 La Cour a remarqué, Monsieur le Président, que l'Accusation n'a pas présenté à la
12 Chambre une image complète des faits. Au fur et à mesure que se déroulera le
13 procès, il apparaîtra clairement à la Cour que l'Accusation n'a pas produit de
14 registre pour la période 2001 à 2010, période qui précède la crise postélectorale
15 pendant laquelle, comme le dit l'Accusation dans sa thèse, un plan commun aurait
16 été concocté et aurait été conçu.

17 Et pourtant et sans avoir l'ensemble des registres pour toute la période et pas
18 uniquement le registre concernant ces quatre mois sur une période de 10 ans qui
19 intéresse l'Accusation, les documents présentés à cette Cour n'ont pas de valeur
20 probante.

21 Nous présenterons, Monsieur le Président, des éléments de preuve dans cette
22 affaire montrant qu'il n'y a jamais eu de plan commun de conçu.

23 Et je vais, maintenant, passer à la partie B de ma présentation. Des éléments de
24 preuve qui montreront le contraire de ce qui a été allégué par l'Accusation dans sa
25 théorie, les actions de M. Blé Goudé qui vont bien à l'encontre d'un plan commun,
26 et nous illustrerons cela par deux faits.

27 Tout d'abord, nous vous montrerons que M. Blé Goudé, tout au long de la période
28 concernée et également avant les événements, a entrepris des actions pour mettre

1 un terme à la violence.

2 Et deuxièmement, nous vous montrerons que ses discours étaient tout sauf de
3 l'incitation à la haine.

4 Et nous allons, très brièvement, maintenant, passer au premier mois... premier
5 point, pardon, les actions de M. Blé Goudé pour mettre un terme à la violence.
6 Nous montrerons des éléments de preuve qui non seulement saperont la théorie
7 de l'Accusation, mais qui seront totalement contradictoires.

8 Et la première contradiction sera démontrée par des éléments de preuve qui
9 montrent M. Blé Goudé entreprenant des actions pour mettre un terme à la
10 violence.

11 Un de nos témoins, le D-0010, attestera de cela et montrera que le seul rôle joué et
12 par M. Blé Goudé dans la crise a été de... d'inciter les jeunes à aller vers la seule
13 institution démocratique autorisée à défendre un pays en conformité avec la loi et
14 l'ordre, à savoir l'armée.

15 Pourquoi est-ce que M. Blé Goudé a demandé à la jeunesse de se tourner vers
16 l'armée ? Pourquoi l'a-t-il fait ? Pourquoi s'est-il occupé de cela ? Pourquoi est-ce
17 qu'un civil comme M. Blé Goudé a pu faire cette suggestion ?

18 Monsieur le Président, nous montrerons, grâce aux preuves apportées par le
19 témoin qui a dit à la Défense en décembre 2014 : *(intervention en français)* « C'était
20 une stratégie pour éviter que les jeunes prennent des armes eux-mêmes dans les
21 quartiers. Et donc, c'était une mobilisation pour les empêcher d'être tentés de
22 prendre les armes dans les quartiers. »

23 *(Interprétation)* C'est là ce que le témoin D-0010 nous a dit concernant les
24 motivations et les intentions réelles de M. Blé Goudé dans le cadre de son appel
25 aux jeunes les incitant à s'enrôler dans l'armée. Il ne cherchait pas à ouvrir la voie à
26 la violence, il essayait, au contraire, de réduire et de diminuer la violence.

27 Et que valent les images sans le contexte ?

28 Les images peuvent nous tromper lorsqu'elles ne sont pas resituées dans le bon

1 contexte.

2 Et ce que le témoin D-0010 montrera devant cette Cour montrera que la théorie de
3 l'Accusation est loin d'être crédible.

4 Messieurs et Madame les juges, vous verrez dans la présentation des moyens de la
5 Défense, vous entendrez le témoin D-0010 dans ce prétoire, lorsqu'il nous a dit, en
6 août 2014, que M. Blé Goudé n'était pas capable d'accuser les... d'organiser les
7 réunions dont il est accusé et qu'il n'avait pas non plus de sentiment de
8 discrimination à l'encontre des musulmans ou des Ivoiriens du Nord. Ce même
9 témoin montrera et dira également que c'est M. Blé Goudé qui a incité les jeunes à
10 rester calmes lorsqu'ils refusaient de... d'abattre les barricades dans les rues de
11 Yopougon. Et il les a persuadés de rester calmes. Et avant la crise, il a persuadé les
12 organisations des jeunes de conclure un accord de paix pour diminuer la tension
13 en Côte d'Ivoire.

14 Monsieur N'Dry, mon collègue, parlera de ce point plus en détail.

15 Le témoin D-0010 vous dira également que Charles Blé Goudé, pour atteindre cet
16 objectif, s'est rendu dans les mosquées et a même prié en récitant « le » premier
17 sourate du... du Coran. Il s'est rendu dans les églises, est allé voir les populations
18 du Nord et du Sud de la Côte d'Ivoire indépendamment de leur appartenance
19 ethnique.

20 Le témoin D-0010 nous dira également que, lorsque la jeunesse de la RDR de... des
21 RDR de M. Ouattara ont attaqué l'organisation de D-0010, c'est là encore
22 M. Charles Blé Goudé qui a demandé aux jeunes de ne pas répondre à la violence
23 par la violence et de ne pas prendre de risque de provoquer une guerre ethnique
24 ou tribale qui était l'objectif du RDR.

25 Ce que l'Accusation, en dressant un portrait de M. Blé Goudé, a omis de dire, c'est
26 qu'il y a des éléments de preuve qui réfutent la suggestion selon laquelle M. Blé
27 Goudé avait des sentiments discriminatoires à l'encontre des étrangers.

28 Si nous devons appeler des témoins, nous montrerons que, pendant des années,

1 M. Blé Goudé a hébergé une dame du Nord au Burkina Faso.

2 Donc, les éléments de preuve montreront exactement l'inverse de ce qui est dit

3 dans la présentation des moyens du... de l'Accusation.

4 Et je voudrais, maintenant, vous parler des discours de M. Blé Goudé.

5 L'Accusation affirme que l'objectif de M. Blé Goudé était d'inciter à la haine en

6 utilisant une rhétorique violente et des discours de haine.

7 Il y a une différence importante, Monsieur le Président, entre quelqu'un qui utilise

8 ses capacités, ses compétences rhétoriques pour appeler à la libération, la

9 libération par rapport aux menaces qui mettent en danger les institutions

10 démocratiques d'un État, et l'utilisation de sa propre rhétorique pour prendre le

11 pouvoir et contrôler la situation.

12 L'Accusation montrera... L'Accusation veut que vous croyiez que M. Blé Goudé

13 s'est comporté de cette façon. Ceci est très éloigné de la vérité. De nombreux

14 exemples attesteront de cela pendant le procès. L'un d'entre eux vous a été

15 présenté en introduction. C'était le premier clip vidéo. Un deuxième exemple est le

16 discours de Charles Blé Goudé en rapport avec un deuxième événement qui vous

17 montrera également qu'il y a une grande différence, comme le montreront les

18 éléments de preuve, entre l'opposition passive envers les forces des Nations Unies

19 présentes en Côte d'Ivoire qui ont soutenu les forces rebelles dans le renversement

20 des institutions démocratiques dans un pays et qui n'appellent pas à l'utilisation

21 de la force, mais à une opposition passive d'un côté et lancent également... et de

22 l'autre côté, également, l'appel à la guerre. L'Accusation veut que vous croyiez ce

23 dernier point. Et nous vous montrerons que cela est très proche d'un aveuglement

24 volontaire, pour reprendre les termes de Rubin Carter.

25 Le véritable contexte, comme le montreront les éléments de preuve, prouveront

26 que Charles Blé Goudé était parfaitement cohérent dans ses déclarations en disant

27 que la Côte d'Ivoire ne devrait jamais tomber dans le piège de la guerre civile. Et

28 c'est là ce que les éléments de preuve vous montreront réellement.

1 Vous remarquez également, en digérant le discours du bar Le Baron relatif à ce
2 deuxième événement et du contexte de ce deuxième événement, contexte qui est
3 nécessaire pour la théorie de l'Accusation, les éléments de preuve de
4 l'Accusation (*phon.*) montreront que M. Blé Goudé, dans ce discours, appelait à
5 une cessation immédiate de la violence. Et le document montrera — et je cite :
6 « C'est la raison pour laquelle je demande immédiatement à ce que cesse la
7 violence dans le voisinage. Les groupes ethniques contre les groupes ethniques, le
8 RHDP contre la LMP. Tout ceci ne fait pas honneur à la Côte d'Ivoire.
9 Aujourd'hui, lorsque nous parlons de la Côte d'Ivoire, l'image que nous en
10 donnons est celle de la guerre. » Fin de citation.

11 Nous affirmerons également que l'Accusation a mal interprété la véritable
12 intention du discours du bar Le Baron.

13 En parlant des témoins de l'Accusation, votre Cour peut s'attendre à ce qu'un
14 témoin de l'Accusation, un chef de file de la jeunesse, le P-0118, qui a dit à
15 l'Accusation, dans son audition en mai 2014, que lorsque la population est
16 assemblée... était rassemblée et réunie et a appelé à la tuerie de Dioula, fatiguée
17 d'être attaquée, comme le dit l'Accusation dans son... sa déclaration liminaire, la
18 population était fatiguée d'être attaquée et a appelé à des contre-opérations. À ce
19 moment-là, M. Blé Goudé a essayé de calmer la population. Et il n'était pas à l'aise
20 lorsque l'on l'a accusé de ne pas appeler... d'appeler à la violence. Et ça, c'était
21 pendant la crise.

22 Et M. Blé Goudé a dit : (*intervention en français*) « “Donnez-nous les armes. On va
23 aller...” Charles était très gêné — Charles Blé Goudé était très gêné. Je dois
24 reconnaître que ce jour-là, il a tenu ces propos : “Voilà...” »

25 (*Intervention en anglais non interprétée*)

26 (Expurgé)

27 (Expurgé)

28 (*Interprétation*) Ce sont là les mots de Blé Goudé. En fait, à l'époque, M. Blé Goudé,

1 pointant un témoin, a dit à la foule : « Mais qu'est-ce que vous voulez ? Vous
2 voulez que je le tue ? Non, ce n'est pas ce que vous voulez. »

3 Monsieur le Président, ce contexte, ce contexte réel vous dit tout sur les véritables
4 intentions de M. Blé Goudé — un homme, comme nous le montrerons, qui a
5 essayé de mettre un terme à la violence.

6 Et dans cette partie de notre déclaration, nous avons démontré deux faits
7 contradictoires par rapport à la théorie du... de l'Accusation que nous prouverons
8 pendant le procès.

9 Monsieur le Président, j'aborde maintenant la dernière partie de ma déclaration
10 liminaire, et je vais justement m'intéresser aux éléments de preuve que nous avons
11 l'intention de présenter lors du procès et qui prouveront l'absence de lien entre
12 M. Blé Goudé et les crimes allégués. Et nous allons le faire en présentant trois axes
13 de défense : premièrement, qu'il n'y a aucune relation entre M. Blé Goudé et les
14 barricades ; deuxièmement, que M. Blé Goudé n'était pas en mesure de donner des
15 ordres à toutes les organisations de jeunes comme l'a suggéré le Bureau du
16 Procureur, il n'était pas non plus en mesure de les unifier ; troisièmement, nous
17 allons vous montrer qu'il n'y a aucun lien entre l'enrôlement au sein de l'armée et
18 les actions de M. Blé Goudé.

19 Alors, pour ce qui est de notre premier axe, je vous dirais que, lorsque nous allons
20 vous présenter ces éléments de preuve, la Chambre de première instance
21 comprendra que M. Blé Goudé n'était absolument pas la cheville ouvrière eu
22 égard aux... aux crimes allégués, aux barricades alléguées. Nous allons vous
23 présenter une... de façon sérieuse et complète les faits ainsi que l'historique
24 socio-politique de la Côte d'Ivoire avant et pendant la crise. Et vous allez
25 comprendre que ce que l'on appelle ces barricades constitue un phénomène qui
26 existait déjà avant en Côte d'Ivoire. Vous allez entendre des témoins à charge ainsi
27 que des témoins à décharge qui vont vous expliquer ce qu'il en était.

28 Alors, j'aimerais vous parler très rapidement des témoins à décharge, car vous

1 allez entendre un témoin à décharge qui nous a relaté que ce fut l'arrivée du
2 Commando invisible, et je ne vais... je vais m'abstenir de vous dire ce qu'était et ce
3 qu'a fait ce Commando invisible, mais le fait est que c'est l'arrivée de ce
4 Commando invisible qui a semé la terreur dans les quartiers d'Abidjan, car ce sont
5 ces forces qui ont déclenché la mise en place des barricades. C'est cela qui a incité
6 la population à le faire. Et c'est ce témoin qui a relaté à la Défense en 2014 ce qu'il
7 en était au sujet de cette psychose provoquée par le Commando (*phon.*) invisible,
8 cette terreur qui a incité les... la population de façon spontanée à mettre en place
9 des barrages routiers. Et nous allons prouver que cette psychose de peur ne se
10 retrouvait dans aucun appel lancé par M. Blé Goudé. Même M. Blé Goudé
11 lui-même, ainsi que le témoin D-0009... ont fait l'objet d'une fouille corporelle
12 alors qu'ils se trouvaient sur ces barricades. Et c'est ce que le témoin D-0009 va
13 nous expliquer. Comme nous vous le présenterons, ces barricades constituaient ou
14 représentaient un acte spontané de la part des Ivoiriens.

15 Et je vous dirais d'ailleurs, entre parenthèses, que cela s'était déjà passé en Côte
16 d'Ivoire précédemment. En 2002, Monsieur le Président, nous avons eu le même
17 phénomène, lorsque des rebelles ont attaqué les institutions démocratiques de la
18 Côte d'Ivoire. À cette époque-là, lorsque les rebelles ont attaqué justement les
19 institutions démocratiques de la Côte d'Ivoire, la foule a mis en place des
20 barricades pour leur protection et leur survie. Même en 1995, d'ailleurs, lors des
21 élections en Côte d'Ivoire, nous avons vu également ce phénomène qui était du
22 ressort de l'opposition à ce moment-là.

23 Vous entendrez un témoin à décharge, le témoin D-0011, un dirigeant de jeunes
24 qui nous a relaté qu'en 2014 les barricades avaient été une réaction spontanée de la
25 population de la Côte d'Ivoire, et ce, en réponse aux attaques contre les
26 institutions démocratiques, et cela n'avait absolument rien à voir avec la personne
27 de M. Blé Goudé ni avec ses actions.

28 Et d'ailleurs, un témoin à charge... Et j'aimerais parler de ces témoins à charge, car

1 nous pouvons nous attendre à ce que certains témoins à charge reconnaissent
2 justement que ces barricades constituent un instrument sociopolitique pour les
3 jeunes en Côte d'Ivoire, et ce, pour leur survie. Cela a échappé complètement au
4 contrôle de quiconque, et notamment au contrôle de Charles Blé Goudé.

5 (Expurgé)

6 (Expurgé)

7 (Expurgé)

8 (Expurgé)

9 (Expurgé)

10 (Expurgé)

11 (Expurgé)

12 (Expurgé)

13 (Expurgé)

14 (Expurgé)

15 (Expurgé)

16 (Expurgé)

17 (Expurgé)

18 (Expurgé)

19 (Expurgé)

20 (Expurgé)

21 (Expurgé)

22 (Expurgé)

23 (Expurgé)

24 Une fois de plus, je le répète, c'est une analyse d'un témoin de l'Accusation qui a
25 publié et écrit cet article, et qui fait état de la véritable raison des barrages. Et nous
26 allons le démontrer, cela, pendant le procès.

27 Par conséquent, Monsieur le Président, ce témoin réfute l'affirmation du Bureau
28 du Procureur suivant laquelle les prétendues barricades échappaient au contrôle

1 de M. Blé Goudé. Et cela contredit également l'affirmation du Bureau du
2 Procureur qui indique que ces barricades... qu'il y avait un lien de cause à effet
3 entre le discours prononcé par M. Blé Goudé le 25 février 2010 et ces barricades.
4 Alors, il est assez révélateur de constater que le témoin à charge P-0297 a dit aux
5 enquêteurs de l'Accusation, en mai 2014, que les barrages routiers avaient été
6 érigés par le Commando invisible et que tout cela avait commencé lorsque les
7 sympathisants ou les partisans pro-Ouattara avaient organisé une marche pour
8 libeller (*phon.*) la RTI à la suite de l'appel violent lancé par M. Guillaume Soro. Ce
9 témoin à charge affirme qu'il a vu plusieurs barricades en décembre 2010 qui
10 étaient contrôlées par le Commando invisible.

11 Et puis deuxièmement, deuxième élément pour ce qui est de cette dernière partie,
12 il s'agit de... du fait que M. Blé Goudé, soi-disant, aurait donné des ordres aux
13 groupes de jeunes, à tous les groupes de jeunes.

14 Alors, il y a une question préliminaire qu'il faut se poser en amont, Monsieur le
15 Président : est-ce que M. Blé Goudé était véritablement en mesure et en position
16 d'exercer le contrôle ou de donner des ordres à tous les groupes de jeunes ?

17 Nous allons vous montrer, et peut-être que je serai en mesure de terminer avant la
18 pause, nous allons vous montrer, disais-je, trois clichés qui ont été préparés par
19 l'équipe de défense précédente de M. Blé Goudé lors de la confirmation des
20 charges. Donc, il s'agit, en fait, d'une présentation PowerPoint très importante, et
21 j'ai retenu ou choisi ces trois clichés que nous allons, maintenant, vous montrer.

22 Alors, vous avez d'abord ce qu'on appelle les « groupes de jeunes pro-Ouattara »
23 qui se trouvent sur la gauche, et vous avez sur la droite de vos écrans les
24 « groupes de... de jeunes — pardon — pro-Gbagbo ».

25 Deuxième cliché ou deuxième planche : il s'agit d'un cliché qui vous permet de
26 comprendre tous les groupes autour de l'alliance de M. Blé Goudé. Et puis vous
27 avez également de façon plus détaillée, alors, l'Alliance de la jeunesse pour le
28 sursaut national, avec tous ceux qui gravitaient autour. Vous avez les

1 personnalités connues, tout en haut, il y a des sportifs qui font également partie de
2 cette Alliance. D'ailleurs, c'est assez intéressant, lorsque l'on prend en
3 considération la théorie avancée par le Procureur suivant laquelle M. Blé Goudé
4 aurait eu recours à ces groupes pour avaliser la violence. Alors (*phon.*) il s'agit de
5 personnalités connues, de joueurs de football ; c'est assez difficile à comprendre,
6 cette notion.

7 Alors, que présentent ces différents clichés ? Eh bien, ils nous permettent de
8 réfuter les allégations du Bureau du Procureur suivant lesquelles M. Blé Goudé
9 était le dirigeant incontesté de tous ces mouvements. Et dans ses déclarations
10 liminaires, l'Accusation a également fait valoir que M. Charles Blé Goudé
11 contrôlait les jeunes et pouvait ainsi diriger leurs actions.

12 Alors, Monsieur le Président, j'aimerais, maintenant, vous demander de bien
13 vouloir vous concentrer sur le... le deuxième cliché — vous avez donc l'Alliance
14 d'un côté, et les Conareci de l'autre — parce que l'on peut dégager plusieurs
15 conclusions à ce sujet, lorsque l'on mène cette analyse.

16 Il faut savoir qu'à l'époque de la crise postélectorale, il y avait plus
17 de 60 organisations qui étaient considérées comme des organisations pro-Gbagbo.

18 Alors, quelle est la définition des Jeunes Patriotes, si vous prenez tous ces
19 différents groupes ?

20 Quelle est la définition de la Galaxie patriotique, si vous prenez tous ces groupes ?

21 Alors, vous avez donc l'Alliance. Et ça, c'est la première conclusion. L'Alliance de
22 M. Blé Goudé, cela illustre tout simplement qu'on ne peut pas faire l'équation
23 entre M. Blé Goudé et les Jeunes Patriotes.

24 Deuxièmement, cela montre que les mouvements de jeunes pro-Gbagbo étaient en
25 fait composés de différents groupuscules, mouvements dont... qui avaient des
26 idéologies et des plans d'action diamétralement opposés.

27 En fait, il y avait, à l'époque, trois grands mouvements mobilisateurs et puissants
28 parmi ce qu'on appelait les jeunes pro-Gbagbo lors de la crise postélectorale.

1 La Défense démontrera que l'Alliance de M. Blé Goudé était diamétralement
2 opposée aux Conareci entre l'année 2006 et 2010, et cela était expliqué par leurs
3 visions et leurs idéologies politiques qui étaient absolument différentes.

4 Troisièmement, ou quatrièmement, plutôt, excusez-moi. Alors, ces groupes étaient
5 peu structurés, étaient pluralistes, étaient très hétérogènes. À cela, il faut ajouter
6 les rivalités et les luttes de pouvoir entre ces différents groupes, ce qui fait qu'il ne
7 pouvait pas y avoir un seul et même dirigeant.

8 Monsieur le Président, nous allons vous montrer qu'il y avait plus que de la
9 rivalité qui les opposait, comme l'a indiqué le Bureau du Procureur, car c'était un
10 ensemble convulsif et instable de groupes qui étaient... qui n'avaient aucune
11 cohésion du fait de la rivalité entre les différents dirigeants, du fait de cette
12 compétition ou concurrence assez farouche pour avoir la faveur de la population
13 et l'attention des médias.

14 Par exemple, nous démontrerons que la Fesci, qui était très éloigné de l'idéologie
15 de M. Charles Blé Goudé et de ses actes, n'a jamais fait partie de l'Alliance, mais
16 ne faisait partie que du... que du Conareci.

17 Nous démontrerons également qu'à partir de l'année 2001, M. Charles Blé Goudé
18 est... doit partir de la Fesci à cause de ses points de vue tout à fait divergents et
19 qu'il y a même quelqu'un qui avait essayé, pour cette raison, de tuer M. Blé
20 Goudé. M. Blé Goudé a échappé à un assassinat, en 1999, de justesse. Et d'ailleurs,
21 il faut savoir également que l'UPLTCI de M. Eugène Djué — et nous allons le
22 démontrer — était tout à fait séparé de l'Alliance de M. Charles Blé Goudé, et ce
23 depuis sa création, depuis sa création le 23 septembre 2002. Et cela va également
24 être confirmé par des témoins à charge.

25 Nous allons vous présenter des éléments de preuve documentaires où vous
26 pourrez voir M. Djué qui dit publiquement, à haute voix, que les groupes de
27 jeunes n'ont pas un seul et même dirigeant, et il accuse, d'ailleurs, même M. Blé
28 Goudé, et il accuse M. Blé Goudé d'avoir peur des armes.

1 Toutes ces organisations, Monsieur le Président — exception faite de
2 l'organisation pacifique de M. Blé Goudé, donc de l'Alliance —, échappaient
3 totalement à son contrôle. D'ailleurs, ces groupes n'acceptaient même pas son
4 autorité. En conséquence, il n'a pas été en mesure de les unir, de les unifier, ces
5 groupes. Par exemple, le GPP... et le GPP, vous le trouvez sur... à la droite des
6 Conareci, le GPP de M. Touré était ouvertement opposé à M. Blé Goudé, et ce
7 parce que M. Blé Goudé avait comme objectif de réconcilier le pays. Nous allons
8 vous présenter des témoins qui confirmeront que M. Zeguen Touré n'a jamais été
9 sous le contrôle de M. Blé Goudé. Il en va de même pour le Crac. Nous allons vous
10 le démontrer, ce... le Crac a été créé justement pour se distinguer de M. Charles
11 Blé Goudé et de son Alliance.

12 Et puis deux derniers éléments : dans un premier temps, j'aimerais vous dire que,
13 certes, M. Blé Goudé avait le contrôle sur ce groupe pacifique, et ce groupe
14 pacifique a toujours fait état d'idéologies pacifiques qui étaient tout à fait opposées
15 aux actes violents de nombreux autres mouvements. M. Blé Goudé a toujours
16 refusé de demander à ses sympathisants de s'armer, et ce fut, en fait, l'une des
17 raisons principales qui explique la tension entre M. Blé Goudé et les mouvements
18 de jeunes pro-Gbagbo.

19 En conséquence, il ne pouvait pas y avoir un général de la rue.

20 Alors, au vu de cette analyse, il peut être déduit que l'allégation du Bureau du
21 Procureur dans sa déclaration liminaire suivant laquelle M. Charles Blé Goudé
22 avait donné des consignes aux jeunes pro-Gbagbo pour dénoncer les étrangers
23 n'avait... n'était pas fondée.

24 Alors, je pense que nous pouvons faire la pause maintenant. Je pense que j'aurai
25 besoin encore de 10 minutes après.

26 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je vous remercie, Maître
27 Knoops.

28 M. MacDONALD (interprétation) : Excusez-moi de vous interrompre, Monsieur le

1 Président, mais avant de lever l'audience, est-ce que nous pourrions passer à huis
2 clos partiel pour parler très rapidement de quelque chose ? Nous pourrions le faire
3 en... lorsque nous reprendrons l'audience après la pause-café.

4 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Oui, je pense qu'il serait
5 plus opportun de le faire juste après la pause-café. Et nous allons reprendre à
6 11 h 30.

7 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

8 *(L'audience est suspendue à 11 h 04)*

9 *(L'audience est reprise à huis clos partiel à 11 h 34)*

10 (Expurgé)

11 (Expurgé)

12 (Expurgé)

13 (Expurgé)

14 (Expurgé)

15 (Expurgé)

16 (Expurgé)

17 (Expurgé)

18 (Expurgé)

19 (Expurgé)

20 (Expurgé)

21 (Expurgé)

22 (Expurgé)

23 (Expurgé)

24 (Expurgé)

25 (Expurgé)

26 (Expurgé)

27 (Expurgé)

28 (Expurgé)

1 (Expurgé)

2 (Expurgé)

3 (Expurgé)

4 (Expurgé)

5 (Expurgé)

6 (Expurgé)

7 (Expurgé)

8 (Expurgé)

9 (Expurgé)

10 (Expurgé)

11 (Expurgé)

12 (Expurgé)

13 (Expurgé)

14 (Expurgé)

15 (Expurgé)

16 (Expurgé)

17 (Expurgé)

18 (Expurgé)

19 *(Passage en audience publique à 11 h 38)*

20 M. LE GREFFIER : Nous sommes en audience publique, Monsieur le Président.

21 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je vous remercie.

22 Alors, je dirais à l'intention du public que nous avons dû aborder une question
23 qui... et nous avons jugé bon d'aborder cette question à huis clos partiel.

24 Donc, vous avez la parole à nouveau, Maître Knoops.

25 M^e KNOOPS (interprétation) : Merci, Monsieur le Président.

26 Alors, je vais apporter le dernier élément de ma déclaration liminaire. C'est ce que
27 l'on a appelé « L'enrôlement au sein de l'armée ».

28 Mais avant d'aborder ce thème, Monsieur le Président, j'aimerais résumer les sept

1 éléments soulevés avant la pause. Et pour mettre un terme à cela, je vous dirais
2 que nous allons fondamentalement vous prouver lors du procès que M. Blé Goudé
3 n'avait pas ce contrôle général sur les grippes... les groupes mentionnés dans la
4 présentation PowerPoint. Il n'a pas convoqué de réunion ou de manifestation. Il
5 était tout simplement charismatique, ce qui, d'ailleurs, donnait beaucoup encore...
6 beaucoup plus de raisons à ses opposants politiques au sein des jeunes
7 pro-Gbagbo pour tenter de contrecarrer son influence.

8 Il y a un autre témoin qui a déclaré que, d'aucune façon, M. Blé Goudé pouvait
9 donner des ordres ou avait le contrôle sur la Fesci — F-E-S-C-I ; cette organisation
10 avait son propre... ses propres textes, son propre processus de décision par le
11 truchement de ses assemblées et de son exécutif.

12 Et nous allons présenter deux témoins qui vont témoigner du fait que M. Blé
13 Goudé ne pouvait pas, tout simplement, donner d'ordres aux militaires. C'est
14 assez ridicule que d'affirmer cela.

15 D'ailleurs, un témoin indiquera à cette Chambre que les différentes organisations
16 de jeunes... que ni ces organisations de jeunes ni la Fesci (*phon.*) ne pouvaient
17 recevoir d'ordre de M. Blé Goudé, parce qu'il y avait, justement... il n'y avait pas
18 d'uniformité idéologique.

19 Il y a d'autres témoins qui relateront, qui... ou qui vous... qui indiqueront que
20 l'idée suivant laquelle M. Blé Goudé était en mesure de distribuer des armes en
21 plein cœur d'Abidjan aux gens qui se trouvaient sur les barricades est tout
22 simplement une idée ridicule.

23 Alors, nous concluons donc que le deuxième élément de cette dernière partie,
24 donc la question des organisations de jeunes...

25 Et j'aimerais maintenant vous parler très rapidement de ce soi-disant enrôlement
26 au sein de l'armée, car nous avons l'intention de démontrer que l'absence de ce
27 lien que j'ai mentionné est absolument manifeste lorsque l'on prend en
28 considération l'allégation proférée par l'Accusation suivant laquelle M. Charles

1 Blé Goudé aurait exhorté les jeunes à s'enrôler dans l'armée.

2 Mais que peut-on dire au sujet de cette affirmation ? Est-ce que ce type d'appel ou

3 d'annonce fait que quelqu'un fait partie d'un plan commun comme l'avance le

4 Bureau du Procureur ? Absolument pas.

5 Est-ce que cela signifie que cette personne exerce un contrôle sur les jeunes ? Non.

6 Vous... Nous avons l'intention de vous montrer que rien de tout cela ne peut être

7 étayé par la thèse du Bureau du Procureur. Nous avons l'intention de vous

8 démontrer que M. Charles Blé Goudé a fait tout ce qui était en son pouvoir pour

9 empêcher une guerre civile et qu'il a lancé cet appel pour que les gens aillent

10 s'enrôler au sein de l'armée avec un objectif en tête, à savoir éviter que la violence

11 se répande dans les rues. Mais il a demandé, en fait, à ce que l'on ait recours aux...

12 aux institutions démocratiques, à savoir l'armée.

13 Alors, demander à des gens de s'enrôler au sein d'une armée en utilisant des...

14 des institutions démocratiques ne constitue pas un acte de violence. C'est

15 l'exemple, s'il en fût, que cette personne respecte le droit.

16 Dans tous les pays, c'est un acte qui est considéré comme tout à fait acceptable. Et

17 nous allons le démontrer.

18 Dans de nombreux pays de par le monde, demander à de jeunes hommes et à de

19 jeunes femmes de rallier les rangs de l'armée constitue un exercice parfaitement

20 légal et légitime. D'ailleurs, selon un rapport établi par Abby Young-Powell, qui

21 est journaliste et co-rédacteur du *Guardian*, qui... et il a reçu en 2014 le prix octroyé

22 au journaliste le plus prometteur, donc d'après un rapport qu'il a publié dans le

23 journal britannique *The Guardian* le 9 décembre 2013, au Royaume-Uni, les

24 universités ont ouvert leurs portes pour permettre aux forces armées de procéder

25 à 341 visites, et ce, pour recruter des étudiants au sein de l'armée.

26 L'armée française a placé un certain nombre de vidéos de recrutement sur

27 Youtube. Et on y trouve notamment le témoignage d'un père très fier d'annoncer

28 que son fils vient de rallier l'armée territoriale française.

1 Aux États-Unis, les militaires ont accès au campus de toutes les universités d'État
2 et de tous les collèges et ce, pour recruter du personnel. Au terme de la loi adoptée
3 par le congrès américain, que l'on appelle l'amendement *Solomon*, les institutions
4 d'éducation n'ont pas le droit de refuser l'accès à ces recruteurs militaires, ou s'ils
5 le font, ils perdent certains fonds fédéraux.

6 Monsieur le Président, la constitutionnalité de l'amendement *Solomon* auquel je
7 viens de faire référence a été établie à l'unanimité par la Cour suprême. Il s'agit de
8 la décision prise dans l'affaire *Rumsfeld*, l'ancien secrétaire d'État à la Défense
9 des... des États-Unis contre les droits institutionnels et universitaires. Et il s'agit,
10 donc, d'un jugement rendu en 2006 par la Cour suprême.

11 Alors, cela permet de... d'illustrer le fait que si l'on appelle les jeunes ou on
12 demande aux jeunes à s'enrôler dans l'armée, il s'agit d'un acte parfaitement légal,
13 qui est fait dans le respect de la légalité, et telle était bien l'intention de M. Blé
14 Goudé, qui voulait empêcher qu'il y ait davantage de violences. Et cela correspond
15 tout à fait à sa nature pacifique, sur laquelle j'ai attiré votre attention au début de
16 ma déclaration liminaire, car sa véritable intention était de supprimer la violence,
17 ce qui est loin d'en faire un criminel, à notre avis.

18 Madame, Messieurs les juges, ma déclaration liminaire avait commencé par les
19 tout derniers mots prononcés par M. Rubin Carter, également connu sous le
20 pseudonyme de *Hurricane*, en 2014 : « La véritable cause des condamnations
21 injustifiées est... est l'aveuglement volontaire. » Ça, c'est le témoignage et l'héritage
22 que nous a laissés un homme qui a passé 20 ans en prison, alors qu'il avait fait
23 l'objet d'une condamnation fausse. Et, comme vous le savez, un film a été tourné à
24 la mémoire de Rubin Carter. Et d'ailleurs, c'est Denzel Washington qui jouait le
25 rôle de Rubin Carter, et c'est un film à la mémoire de cet... de la vie de cet homme.

26 Donc, lorsque vous allez analyser la véritable narration qui sous... qui est
27 sous-jacente à cette affaire et qui permet de comprendre la personne qu'est
28 M. Charles Blé Goudé, vous verrez que ce récit, le récit que nous allons présenter

1 par le truchement de nos témoins, vous verrez que la thèse de l'Accusation ne
2 présente pas une... une... une rétrospective juste des événements.

3 Alors, plaider pour protéger les institutions démocratiques contre le recours illégal
4 à la force n'est pas une activité illicite ; elle est protégée d'ailleurs par la garantie
5 constitutionnelle de la liberté d'expression et devrait être différenciée de
6 l'incitation au crime. Comme nous le vous prouverons, nous allons vous indiquer
7 que telles étaient les véritables intentions de M. Charles Blé Goudé.

8 Alors, je vais terminer en vous montrant un extrait vidéo d'une interview accordée
9 par M. Blé Goudé pendant la crise à l'antenne ou à la chaîne France 24. Et lorsque
10 vous allez analyser cet extrait vidéo, vous vous rendrez compte que cet extrait
11 vidéo lamine et sape la thèse de l'Accusation, et ce, dans tous ses aspects. Donc,
12 vous allez voir cet extrait qui va durer 2 minutes 37 secondes... ou 2 minutes
13 34 secondes, plus précisément. Il s'agit d'éléments à décharge, je le répète.

14 Donc, c'est une... une interview de M. Blé Goudé, le 4 janvier 2011, donc en pleine
15 crise postélectorale, et cela juste après le départ de la délégation africaine de la
16 Côte d'Ivoire. Et vous verrez que M. Blé Goudé indique que le dialogue est la seule
17 solution au... à la crise en Côte d'Ivoire. Et vous verrez qu'il dit : « La discussion
18 doit se poursuivre », même si M. Ouattara, à l'époque, indiquait que le temps des
19 pourparlers était terminé.

20 Et M. Charles Blé Goudé — et vous le verrez pendant l'interview — conseille
21 notamment les Ivoiriens, et leur dit que les discussions pacifiques doivent avoir
22 lieu plutôt que de mettre la vie en danger. Le dialogue, c'était cela, l'intention de
23 M. Charles Blé Goudé ; non pas l'intention d'un chargé de communication, ce que
24 suggérait le Bureau du Procureur dans sa déclaration liminaire, et c'est plutôt
25 l'intention... son intention de paix, une intention qui est loin d'être criminelle.

26 *(Diffusion d'une vidéo)*

27 « “La crise ivoirienne est toujours dans l'impasse et ce qu'affirme aujourd'hui
28 Goodluck Jonathan, le président de la Cedeao, qui s'est donc entretenu avec les

1 médiateurs présents à Abidjan hier. Cette deuxième médiation n'a donc rien
2 donné ; vous pouvez me le confirmer ?”

3 “Oh, écoutez, Madame, M. (*inaudible*) l'a dit euh... euh... avec le Premier ministre
4 kényan, et il continue les négociations. Il a dit hier, en substance — et je cite : "Les
5 discussions continuent." On ne peut donc pas dire que les discussions n'ont rien
6 donné, d'autant plus qu'elles continuent. Donc, je voudrais donc vous dire que,
7 pour ma part, dès l'instant où les discussions continuent, il faut éviter de verser
8 dans la précipitation et tout de suite tirer des conclusions hâtives. Nous attendons
9 de voir jusqu'où ces discussions iront.”

10 “Mais en tout cas, le Président nigérien parle d'impasse.”

11 “Oui, mais c'est une situation de crise. Une crise comme celle-là, une post-crise, ne
12 se règle pas en deux ou trois jours, ou en quelques deux/trois heures de... de... de
13 négociations. Et il faut dire que le fait que l'on ait quitté des positions de tranchées
14 et que, maintenant, l'on s'asseye pour discuter, il y a une évolution. Donc, il faut
15 éviter de tenir (*phon.*) tout de suite des conclusions hâtives.”

16 “En tout cas, le camp de Ouattara est assez clair, formel : pour lui, les discussions
17 sont terminées.”

18 “Mais M. Ouattara n'a jamais appelé à des discussions ; M. Ouattara est quelqu'un
19 qui a toujours dit qu'il faut la force, il a toujours dit qu'il faut la force militaire.
20 De 2000 jusqu'au moment où je vous parle, il est resté constant, et le dialogue n'est
21 pas son fort, les règles de l'art ne sont pas son fort, la constitution n'est pas son
22 fort. Il a toujours dit qu'il faut la force, donc, il n'a pas changé du tout.
23 Malheureusement...”

24 “Alors, justement...”

25 “... ce qu'il dit...”

26 “... justement...”

27 “... n'a rien à voir avec la réalité.”

28 “... justement, parlons un peu de la force. Est-ce que vous redoutez maintenant

1 qu'une force d'intervention de la Cedeao se mette en place pour déloger Laurent
2 Gbagbo par la force ?”

3 “Mais on ne peut pas déloger quelqu'un qui a remporté des élections, on ne peut
4 pas déloger quelqu'un qui est là en fonction de la constitution.

5 Je voudrais dire que ce n'est pas que nous redoutons une force militaire, mais nous
6 pensons que quand on finit de faire la guerre, on finit toujours par discuter ;
7 autant discuter dès maintenant, au lieu de mettre des vies en danger, au lieu de
8 tuer des gens, et puis après venir s'asseoir pour discuter.

9 Donc, ceux qui prônent la force militaire, et je pense qu'ils font faux bond, et ils
10 doivent comprendre que l'Afrique a perdu trop de ses fils, et qu'aujourd'hui, il
11 faut... il faut tourner la... la page militaire.”

12 “Cela dit...”

13 “Nous ne redoutons rien du tout, mais nous pensons qu'il faut le dialogue.”

14 M^e KNOOPS (interprétation) : Monsieur le Président, vous venez de voir M. Blé
15 Goudé ; M. Blé Goudé tel qu'il est, non pas en tant que général de la rue, M. Blé
16 Goudé, non pas avec un uniforme carnavalesque, mais M. Blé Goudé tel qu'il est, à
17 savoir un homme qui demande le dialogue. C'était sa mission que de tourner la
18 page militaire, et c'est ce que nous avons l'intention de prouver lors de ce procès.

19 Mon collègue, M^e Claver N'Dry, va maintenant présenter ses arguments à la
20 Chambre.

21 (*Diffusion d'une vidéo*)

22 M^e N'DRY : Excusez-nous, Monsieur le Président. Je pense que la *case manager* est
23 un peu trop pressée d'établir la vérité.

24 Monsieur le Président, Madame et Monsieur, Honorables juges de la Cour pénale
25 internationale, Émile de Girardin, journaliste et homme politique français, a laissé
26 à l'humanité cette pensée publiée en 1867 et qu'il convient de nous la rappeler — je
27 cite : « La première condition de la justice est l'impartialité. » Fin de citation.

28 Dans la présente affaire, nous affirmons que le Procureur a manqué à ce devoir en

1 faisant preuve d'une partialité qui se perçoit, sans ombrage, dans un extrait d'un
2 communiqué de presse en date du 21 décembre 2010 émanant du Bureau du
3 Procureur et portant sur la situation en Côte d'Ivoire. Ce communiqué portait la
4 signature du premier responsable de ce Bureau, M. Luis Moreno-Ocampo.

5 Je lis l'extrait de ce communiqué : « Tout d'abord, je tiens à être clair : je n'ai pas
6 encore ouvert une enquête. Cependant, s'il se trouve que des crimes graves
7 relevant de ma compétence ont été commis, je le ferai. Si, par exemple, la violence
8 éclatait à la suite des discours de M. Charles Blé Goudé, il pourrait faire l'objet de
9 poursuites. Les leaders qui planifient les violences finiront à La Haye. » Fin de
10 citation.

11 Ce communiqué ne peut pas être lu sans attirer notre attention sur son contenu
12 intrigant. L'information du Procureur, à savoir qu'il n'avait pas encore ouvert
13 une enquête, signifie, dans la rigueur du langage juridique, qu'il n'avait pas
14 d'éléments à sa disposition pour le renseigner.

15 À ce stade, un Procureur habité par la neutralité devait garder la mesure en
16 limitant sa déclaration sur la situation en Côte d'Ivoire par l'utilisation de termes
17 généraux et impersonnels, que dans... dans une pléthore d'acteurs politiques, le
18 Procureur va désigner M. Charles Blé Goudé. « Si, par exemple, la violence éclatait
19 à la suite des discours de M. Charles Blé Goudé, il pourrait faire l'objet de
20 poursuites. » M. Luis Moreno-Ocampo avait dit.

21 Pour nous, Honorable juges, ce communiqué ne traduit pas une maladresse du
22 Procureur : il révèle bien la partialité d'un Procureur qui a laissé son for intérieur
23 être gagné par les préjugés.

24 M. Charles Blé Goudé n'était pas le seul acteur politique ivoirien à faire des
25 discours, d'autres leaders politiques avaient appelé leurs partisans à manifester
26 pour réclamer le départ de M. Laurent Gbagbo du pouvoir, par tous les moyens, et
27 ce, quelques jours avant que le communiqué du Procureur ne soit rendu public. Et
28 il le savait.

1 Pourquoi le Procureur n'a pas cité ces autres personnalités politiques ? Pourquoi le
2 Procureur n'a désigné que M. Charles Blé Goudé alors même qu'il n'avait pas
3 encore ouvert d'enquête sur la Côte d'Ivoire ?

4 La réponse est évidente : le Procureur l'avait déjà choisi, avant de mener la
5 moindre enquête, si enquête sérieuse il y a eu. Dès lors, que lui restait-il à faire
6 pour le faire comparaître par-devant votre auguste Cour ? Se mettre à la tâche de
7 ce que le politologue et écrivain français Pierre Conesa appelle « la fabrication de
8 l'ennemi ».

9 Comment faire de M. Charles Blé Goudé un ennemi de l'humanité et vous le
10 présenter sous les traits d'un homme détestable ? Voici la ligne qui va gouverner
11 l'enquête du Procureur : enquêter en vue d'attester des préjugés. Cela équivaut à
12 mener des enquêtes avec une présomption de culpabilité, là où les grands
13 principes du droit criminel prescrivent la présomption d'innocence.

14 Pour atteindre son objectif et vous entendre condamner M. Charles Blé Goudé
15 pour crimes contre l'humanité, un écueil s'opposait au dessein du Procureur : ce
16 sont les faits.

17 Comment parvenir à réécrire l'Histoire dans laquelle l'Accusation parviendrait à
18 asseoir ses thèses — premièrement, de l'existence de crimes relevant de sa
19 compétence, coûte que coûte, et deuxièmement, de la responsabilité pénale de
20 M. Charles Blé Goudé dans lesdits crimes?

21 Le Procureur n'avait pas d'autre choix que de travestir l'Histoire de la Côte
22 d'Ivoire, mon cher pays. Chaque page de son mémoire préliminaire porte la
23 marque de cette option délibérée de tronquer les faits pour les besoins de sa cause.

24 Cela revient concrètement à avoir les yeux proprement fermés sur le contexte de la
25 crise, sans jamais tâcher de les ouvrir, ne serait-ce qu'un instant. C'est ce que mon
26 confrère, M^e Alexander Knoops, a qualifié d'« aveuglement volontaire ».

27 À l'entame de ce procès, nous allons présenter quelques allégations contenues
28 dans le mémoire préliminaire du Procureur pour vous montrer comment

1 l'Accusation a tenté de fabriquer un ennemi à travers une dénaturation des faits.

2 Pour vous prouver ce que nous affirmons, nous allons vous citer le
3 paragraphe 43 du mémoire préliminaire du Procureur qui se libelle comme suit —
4 et je cite : « Charles Blé Goudé a préparé les jeunes à l'organisation de
5 manifestations violentes pour entraver la mise en œuvre des accords de
6 Marcoussis en 2003, attaquer les ressortissants français en 2004, et empêcher, en
7 2006, l'inscription sur les listes électorales des membres de groupes ethniques
8 ressortissants du Nord de la Côte d'Ivoire. »

9 Cette allégation du Procureur fait référence à trois faits qui se sont déroulés au
10 cours de la crise ivoirienne. Il nous faudra, au cours de ce procès, rétablir les faits
11 que le Procureur a délibérément tronqués.

12 Que s'est-il passé en 2003 ? Suite à l'échec de la tentative de coup d'État qui visait
13 à renverser les institutions républicaines de la Côte d'Ivoire, les partis politiques se
14 sont retrouvés, sur invitation des autorités françaises, à Linas-Marcoussis, à Paris,
15 autour d'une table ronde.

16 Au terme de celle-ci, M. Guillaume Soro, chef de la rébellion armée, va annoncer
17 certaines des résolutions prises, à savoir la formation d'une future équipe
18 gouvernementale dans laquelle les ministères clés de la Défense, d'une part, et
19 celui de l'Intérieur et de la Sécurité, d'autre part, reviendraient aux différents
20 mouvements rebelles. Concrètement, comment pouvons-nous interpréter ce point
21 de ces accords ?

22 Cela revient à confier la défense et la sécurité du pays et de son Président à ceux
23 qui les ont attaqués. Avouons que cette décision heurte à la fois la raison et le
24 droit. La raison d'abord, en ce que cela revient à confier votre sécurité à celui qui a
25 tenté de vous ôter la vie. Le droit, en ce que cela est un hymne au coup d'État.

26 Honorables juges, c'est à Marcoussis qu'il a été demandé de ne plus appeler les
27 rebelles comme ils doivent l'être. Il faut, en lieu et place, les qualifier —
28 entendons-nous bien — de « Forces Nouvelles ». La rébellion devient une

1 nouvelle force politique, acceptée, tolérée et célébrée, même. C'est cette
2 information, donnée par Guillaume Soro, de l'entrée des rebelles dans le
3 gouvernement pour occuper les ministères clés de la Défense et de la Sécurité qui
4 a provoqué des manifestations de protestation spontanées à travers toute la Côte
5 d'Ivoire, et cela, dès l'annonce de cette information.

6 Les populations ivoiriennes, sans avoir eu besoin d'un mot d'ordre de qui que ce
7 soit, ont manifesté pour protester contre des accords qu'elles estimaient
8 elles-mêmes injustes.

9 Le Procureur ne croit-il pas que le peuple ivoirien soit assez mature pour
10 apprécier ce qui va à l'encontre de ses intérêts ?

11 M. Charles Blé Goudé n'a préparé aucun jeune pour organiser des manifestations
12 violentes contre les accords de Linas-Marcoussis, comme tente de faire croire le
13 Procureur dans son mémoire préliminaire.

14 Si le Procureur avait enquêté réellement et sérieusement, il aurait su que
15 M. Charles Blé Goudé avait plutôt appelé à une manifestation publique pacifique
16 le 1^{er} février 2003, à la place de la République, à Abidjan, en présence de tous les
17 médias, et à cette manifestation, il n'y a eu aucun incident.

18 Au cours de ce procès, nous vous présenterons les images de ce rassemblement
19 public organisé par M. Charles Blé Goudé, et qui n'avait absolument rien à voir
20 avec les manifestations spontanées pour protester contre les accords de Linas-
21 Marcoussis.

22 Vous verrez, Honorables juges, que quelques Français avaient participé à ce
23 rassemblement, et certains, parmi eux, avaient dénoncé ces accords.

24 En alléguant que M. Charles Blé Goudé a préparé les jeunes à organiser des
25 manifestations violentes pour entraver la mise en œuvre des accords de Linas-
26 Marcoussis, le Procureur déforme les faits.

27 Nous l'avons déjà annoncé : le Procureur est dans un schéma, il est dans un plan
28 — je ne le qualifierais pas de « commun ». Il est dans un plan : celui de fabriquer

1 un ennemi, ce qui le rend volontairement aveugle. Dans l'exemple qui va suivre
2 tout à l'heure, nous allons encore vous montrer comment le Procureur déforme
3 l'Histoire.

4 Le Procureur a affirmé, toujours dans son mémoire préliminaire, que M. Charles
5 Blé Goudé a préparé les jeunes à s'attaquer aux ressortissants français en 2004 — il
6 a préparé les jeunes à s'attaquer aux ressortissants français en 2004. Cela est écrit,
7 noir sur blanc, dans le mémoire préliminaire du Procureur.

8 Monsieur le Président, Madame et Monsieur, Honorables juges de la Cour, aux
9 allégations du Procureur, nous allons leur opposer les faits. Nous allons vous
10 montrer que le Procureur falsifie l'Histoire de la Côte d'Ivoire. Nous allons vous
11 présenter un extrait de la vidéo relative à l'appel lancé par Charles Blé Goudé aux
12 Ivoiriens, le soir du 6 novembre 2004, après la destruction des moyens aériens
13 militaires ivoiriens par l'armée française. Ces images vous ont été montrées hier
14 par l'équipe de M. Gbagbo.

15 Vous entendrez les mots employés par M. Charles Blé Goudé, lorsqu'il a lancé son
16 appel aux Ivoiriens, ce jour-là. Nous l'avons sous-titré en français. C'est une vidéo
17 qui dure 18 secondes. Je demande à la Cour une vigilance afin de mieux saisir les
18 mots utilisés par M. Charles Blé Goudé.

19 *(Diffusion d'une vidéo)*

20 « *(Début de la vidéo inaudible)* Je vous demande maintenant : si vous dormez,
21 réveillez-vous. Si vous êtes en train de manger, arrêtez de manger. Levez-vous
22 maintenant, allez libérer l'aéroport de Côte d'Ivoire. »

23 M^e N'DRY : Monsieur le Président, Madame et Monsieur, Honorables juges, les
24 propos de M. Charles Blé Goudé ce jour-là sont très clairs : « Je ne vous demande
25 pas d'aller attaquer les pauvres Français qui sont chez eux, à la maison, et qui
26 n'ont sûrement rien à voir avec la situation. »

27 Est-ce qu'il y a un message plus clair que celui-ci, lorsque l'on est guidé par un
28 souci de mener des enquêtes à charge et à décharge dans le strict respect de

1 l'obligation d'impartialité ?

2 Le contenu de l'appel à la résistance de M. Charles Blé Goudé est très clair : « Je ne
3 vous demande pas d'aller attaquer les pauvres Français qui sont chez eux, à la
4 maison, et qui n'ont sûrement rien à voir avec la situation. »

5 Ce message est sans ambiguïté. Il n'a jamais visé les ressortissants français.
6 Peut-être le Procureur fait-il une confusion, mais M. Charles Blé Goudé a dit : «
7 Tous à l'aéroport ! » Dans la langue française, « l'aéroport » n'a jamais été
8 synonyme de « ressortissants français ».

9 Quel est le fondement de l'allégation du Procureur ? Qui parlerait mieux que cet
10 extrait de vidéo, mais chose plus grave, que le Procureur a, qu'il possède dans son
11 dossier. Rien de fiable, rien de pertinent, rien de vraisemblable, si ce n'est la
12 volonté de falsifier délibérément l'Histoire.

13 Dans l'enceinte de cette Cour, de la Cour pénale internationale, juridiction
14 respectable et à respecter, de telles allégations sans fondement ne sont pas
15 acceptables.

16 Face à une presse, d'ailleurs, qui tentait de déformer les faits relativement à cet
17 épisode de l'Histoire de la Côte d'Ivoire, et ces images vous ont été montrées hier
18 par l'excellente équipe de M. Gbagbo. La chaîne de télévision française Canal+ a
19 diffusé un reportage le mardi 30 novembre 2004, lors de son émission
20 « 90 minutes ». Les extraits vous ont été présentés hier. Ce reportage du journaliste
21 Stéphane Romain, qui avait pour titre « Côte d'Ivoire, quatre jours de feu », a
22 permis de montrer que les résistants qui ont répondu à l'appel de M. Charles Blé
23 Goudé n'étaient pas armés.

24 Le reporter a dit — et je cite : « Nous n'avons pas vu un seul manifestant tirer un
25 seul coup de feu. »

26 Le Procureur feint d'ignorer la réalité de la résistance aux mains nues. Nous
27 aurons le temps d'aborder sereinement toutes ces questions au cours de ce procès.

28 Pour fabriquer un ennemi et vous le livrer, il faut tronquer les faits, il faut falsifier

1 l'Histoire. C'est une tâche bien difficile pour le Procureur parce que les faits lui
2 résistent. Les faits lui résistent encore lorsqu'il allègue qu'en 2006 M. Charles Blé
3 Goudé a préparé les jeunes pour empêcher l'inscription sur les listes électorales de
4 ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire ; les faits résistent au Procureur. Et les
5 faits lui résisteront encore. Tous ceux qui connaissent l'histoire de la Côte d'Ivoire
6 et qui sont animés d'un esprit de vérité savent que cette affirmation du Procureur
7 est en contradiction flagrante avec les faits.

8 Nous allons vous présenter une vidéo qui nous fait un bref résumé de cette crise
9 dite « des audiences foraines » et de ce que M. Charles Blé Goudé a réellement
10 lancé comme appel dans une ambiance de tension. Et lorsque nous allons revenir
11 après la présentation de cette vidéo, nous verrons ce sur quoi le Procureur a pu
12 affirmer que M. Charles Blé Goudé a préparé les jeunes afin d'empêcher
13 l'inscription des ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire sur les listes électorales.

14 *(Diffusion d'une vidéo)*

15 « Juillet 2006, des troubles éclatent en Côte d'Ivoire. Le pays est habitué à ce genre
16 d'événements violents, à la seule différence que, cette fois-ci, la violence glisse du
17 terrain militaire au terrain civil. Cette violence est relative aux audiences foraines.
18 À cette époque, la méfiance est de mise entre les différents états-majors. Le
19 gouvernement de Charles Konan Banny est pris au piège. C'est alors que, contre
20 toute attente, la jeunesse va poser un acte historique de sagesse, et ce sera la graine
21 de la paix : il s'agit du pacte de non-agression signé entre la jeunesse dite
22 patriotique et celle du RHDP, dénommé "accord de Versailles".

23 Les jeunes de Côte d'Ivoire suscités lancent un appel pressant aux aînés,
24 c'est-à-dire aux partis politiques, le FPI, le RDR, le PDCI, le MFA (*phon.*), le PIT et
25 tous les autres partis politiques, l'UDPCI et à tous les autres partis politiques, afin
26 qu'ils convoquent rapidement un cadre de discussions qui tournera autour des
27 audiences foraines afin qu'ils attendent (*inaudible*) minimum pour éviter à notre
28 pays un Rwanda *bis*.

1 Le pays retrouve le calme. Le premier ballon d'essai est un succès et montre
2 l'aptitude des Ivoiriens à la maturité nécessaire pour ramener le pays sur le bon
3 chemin. »

4 M^e N'DRY : Honorables juges, ce que vous avez vu contredit l'allégation du
5 Procureur selon laquelle M. Charles Blé Goudé a préparé les jeunes pour que ces
6 derniers empêchent l'inscription sur les listes électorales des ressortissants du
7 nord de la Côte d'Ivoire. Contre une allégation sans preuve fiable, il y a une vidéo
8 qui vous a montré le contraire de ce que le Procureur soutient, une vidéo qui
9 montre la contribution de l'accusé dans une crise qui opposait des populations sur
10 la question de l'identification.

11 Face à l'engrenage meurtrier relatif à la question des audiences foraines, la
12 contribution de M. Charles Blé Goudé, en réalité, a été d'amener les différents
13 protagonistes à renoncer à la voie de la violence.

14 Le message principal de ce communiqué est très clair : « Les jeunes de Côte
15 d'Ivoire suscités lancent un appel pressant aux aînés, c'est-à-dire aux partis
16 politiques, afin qu'ils convoquent rapidement un cadre de discussions qui
17 tournera autour des audiences foraines, afin de s'entendre sur le minimum pour
18 éviter à notre pays un Rwanda *bis*. »

19 Le Procureur vous a dit le contraire de ce que M. Charles Blé Goudé a fait.

20 Nous allons vous présenter la première page d'un journal ivoirien, un quotidien
21 qu'on appelle *Fraternité Matin*. Vous allez vous rendre compte des réactions qui
22 ont suivi après la signature de cet accord.

23 Nous allons juste faire remonter un peu l'image. Bon, on peut sauter cet élément.

24 Monsieur le Président, Madame et Monsieur, j'ai ce journal ici, le journal en
25 question. Et vous allez voir après, dans la pièce, c'est un journal qui date du
26 28 juillet 2006, et vous allez pouvoir lire : « Capitulation ou piège au RHDP. Blé
27 Goudé s'explique. »

28 Et en marge, vous pouvez voir, vous pouvez lire : Gbagbo, Banny — qui était à

1 cette époque le Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire —, Affi — en
2 ce moment président du Front populaire ivoirien — et vous avez l'Onuci qui salue
3 l'appel à l'apaisement de la jeunesse.

4 Il n'y a que le Procureur, lui seul, pour tenter de réécrire les faits. La volonté du
5 Procureur de vous fabriquer un ennemi l'a éloigné de la réalité des faits. Il ne
6 pouvait pas apprécier à sa juste valeur l'acte de courage et le sens de la
7 responsabilité dont a fait preuve M. Charles Blé Goudé pour obtenir la fin des
8 violences.

9 Nous allons lire quelques extraits de ce journal. M. Charles Blé Goudé a accordé à
10 deux journalistes de ce quotidien une interview, suite à la question des audiences
11 foraines.

12 À la question des journalistes qui lui disent : « D'aucuns parlent de capitulation.
13 Oui, d'aucuns parlent de capitulation de votre part face à l'équilibre de la terreur.
14 Qu'en dites-vous ? »

15 Honorables juges, je vous prie d'accorder une grande attention à la réponse
16 donnée par M. Charles Blé Goudé. Il dit ceci : « Si la capitulation peut sauver la
17 Côte d'Ivoire, si elle peut éviter à la Côte d'Ivoire une catastrophe, c'est bon. Je
18 suis indépendant dans la tête, je suis libre dans la tête. C'est pourquoi j'ai refusé
19 d'adhérer à un parti politique, pour le moment — c'est ce que voudrais souligner
20 aussi —, pour ne pas recevoir de mot d'ordre de qui que ce soit. Quand j'agis,
21 j'agis de moi-même. »

22 Il poursuit pour dire : « J'ai dit à ceux qui parlent de capitulation que la vraie
23 capitulation, c'est de ne pas utiliser son influence pour sauver une situation
24 catastrophique. C'est ça qui est la capitulation. Je ne veux pas participer à la
25 "rwandisation" de la Côte d'Ivoire. Jamais de ma vie. Je ne peux avoir sur ma
26 conscience un tel acte. Maintenant, ceux qui parlent de capitulation, que
27 proposent-ils en retour ? Qu'on me le dise. »

28 Il va s'interroger : « La guerre civile ? Armer nos amis contre les autres ? Je ne

1 veux pas de guerre civile. Je veux que les affrontements cessent. Maintenant, celui
2 qui est contre cela, qu'il passe à la télévision pour dire que, lui, il veut les
3 affrontements... il veut que les affrontements continuent, et il va l'assumer. » Fin
4 de citation.

5 À une autre observation faite par les journalistes et qui se libelle comme suit : « Il y
6 a eu manifestation devant la Primature contre votre décision », M. Charles Blé
7 Goudé va dire : « Tout cela va entrer dans l'ordre, croyez-moi. À Divo — c'est une
8 ville du sud de la Côte d'Ivoire —, des rumeurs partent dans le camp des jeunes
9 Dioula pour dire que les jeunes Dida s'apprêtent à les attaquer. » C'est M. Charles
10 Blé Goudé qui le dit. Et il dit : « Non, je ne suis pas d'accord. » Il dit : « Je vais aller
11 à Divo. J'y ai déjà envoyé Jean-Yves Dibopieu avec une délégation ce jeudi
12 matin. » Il dit : « J'irai moi-même, pas pour rencontrer seulement les Jeunes
13 Patriotes — et je voudrais que vous souligniez ce mot —, mais pour rencontrer
14 aussi les autres camarades. J'irai à Bassam — une autre ville du sud de la Côte
15 d'Ivoire — pour faire la même chose. » Il va dire : « Cela me coûtera ce que ça me
16 coûtera. Je le ferai. »

17 M. Charles Blé Goudé va finir cette interview en disant : « Nous n'avons aucun
18 intérêt à nous entre-tuer. Personne n'avait imaginé que la Côte d'Ivoire pouvait
19 connaître une guerre. Nous sommes en guerre actuellement. Personne n'imagine
20 que nous pouvons connaître une guerre civile. Ça n'arrive pas qu'aux autres.
21 Préservons nos acquis. Évitions les radicalismes inutiles. » Fin de citation.

22 Je voudrais faire observer simplement qu'il s'agit d'une interview, donc publique.
23 Je ne parle pas de déclarations de témoins ; je parle de M. Charles Blé Goudé qui
24 fait connaître à la nation ivoirienne ses positions.

25 Monsieur le Président, Madame et Messieurs, Honorables juges de la Cour pénale
26 internationale, le Procureur a de nombreuses pièces dans cette affaire, des pièces
27 volumineuses, mais l'Accusation n'a pas de preuves.

28 L'Accusation a affirmé à maintes reprises que M. Charles Blé Goudé a appelé les

1 jeunes à commettre des actes de violence. Elle n'a aucune preuve, aucune vidéo
2 pour confirmer ce qu'elle dit. Pendant six heures de propos préliminaires, le
3 Procureur a été incapable de nous présenter une vidéo, ne serait-ce que de
4 quelques secondes, montrant M. Charles Blé Goudé incitant les jeunes à
5 commettre des actes de violence sur des musulmans, des ressortissants de
6 l'Afrique de l'Ouest, sur les partisans de M. Ouattara ou sur des ressortissants du
7 Nord de la Côte d'Ivoire.

8 La Défense est restée dans cette attente ; elle reste encore dans cette attente. Pour
9 l'instant, elle n'est pas satisfaite.

10 Dans un procès qui concerne les crimes les plus graves, il faut se garder d'alléguer
11 ce qu'on est incapable de prouver. Les mobilisations de jeunes, les meetings, les
12 grands rassemblements pour protester contre les pratiques d'une rébellion armée
13 ou contre telle ou telle décision ne sont-ils pas des modes d'expression de la
14 démocratie ?

15 Ou peut-être le Procureur a-t-il désormais érigé ces modes d'expression
16 démocratique en crime contre l'humanité ?

17 Que reproche exactement l'Accusation à M. Charles Blé Goudé ?

18 En droit, il ne s'agit pas d'affirmer ; il faut prouver ses allégations. L'Accusation a
19 des pièces, mais elle n'a pas de preuves, aucune preuve fiable et pertinente de la
20 participation de l'accusé à un supposé plan commun, aucune preuve présentant
21 M. Charles Blé Goudé appelant les jeunes à commettre des actes de violence,
22 seulement des images de rassemblements.

23 Que le Procureur, peut-être, me l'indique, je n'ai pas encore perçu, dans le Traité
24 de Rome, que les rassemblements étaient un crime, le crime de rassemblement ou
25 le crime de charisme.

26 Il est charismatique, c'est lui qui mobilise, c'est lui qui rassemble, mais lorsqu'il
27 rassemble, que dit-il ?

28 Mais l'Accusation a des preuves à décharge qu'elle refuse de voir.

1 Dans la propre vidéo que le Procureur a présentée et qui concernait l'incident de
2 Yopougon en date du 25 février 2011, avec les jours qui ont suivi, qu'est-ce que
3 M. Charles Blé Goudé a dit dans la propre vidéo présentée par le Procureur ? Il a
4 dit — et je cite : « Je peux bien vous dire : “Allez attaquer tel quartier”, et vous
5 allez m'applaudir. Je n'ai pas besoin d'applaudissements. Ma responsabilité, c'est
6 de vous orienter. »

7 C'est très clair. « Je peux bien vous dire : “Allez attaquer tel quartier”, et vous allez
8 m'applaudir. » M. Charles Blé Goudé dit : « Je n'ai pas besoin d'applaudissements.
9 Ma responsabilité, c'est de vous orienter. »

10 Malgré cette position évidente, le Procureur va établir une relation de cause à effet
11 entre le meeting du Baron Bar et les événements du 25 février 2011 à Yopougon.

12 Au cours de ce procès, nous vous présenterons la suite du discours du Baron Bar
13 afin de vous montrer ce que le Procureur veut cacher au monde. Un discours est
14 un tout. Pour l'expliquer, il ne suffit pas d'en triturer un extrait pour l'interpréter
15 selon son bon vouloir, dans l'effort vain d'asseoir une thèse de l'existence d'un
16 plan commun. L'idéologie de la non-violence dans laquelle M. Charles Blé Goudé
17 insère ses actions peut se prouver dans la même interview accordée au journal
18 *Fraternité Matin* dont quelques extraits ont été lus tout à l'heure.

19 L'accusé a posé une question centrale sur laquelle il convient de revenir. Charles
20 Blé Goudé a dit ceci : « Je ne veux pas participer à la “rwandisation” de la Côte
21 d'Ivoire. Jamais de ma vie. Je ne peux avoir sur ma conscience un tel acte.
22 Maintenant, ceux qui parlent de capitulation, que proposent-ils en retour ? Qu'on
23 me le dise. La guerre civile ? Armer nos amis contre les autres ? »

24 La réponse de l'accusé a été claire : « Je ne veux pas de guerre civile. » Quand un
25 leader fait une option claire pour dire : « Je ne veux pas participer à la
26 “rwandisation” de la Côte d'Ivoire », nous pensons qu'une enquête impartiale et
27 indépendante devrait apprécier l'idéologie de ce leader. L'expression
28 « rwandisation » rappelle le dernier génocide du siècle dernier qu'a connu le

1 Rwanda. En disant « Je ne veux pas participer à la “rwandisation” de la Côte
2 d’Ivoire », M. Charles Blé Goudé s’inscrivait dans une attitude de refus d’actes de
3 violence pouvant déboucher sur une guerre civile.

4 Comment un tel homme dont le choix pour la non-violence est sans ambiguïté
5 peut-il être traité de criminel par le Procureur de la Cour pénale internationale ?
6 Ce n’est pas juste.

7 Quand une enquête est menée dans l’optique de fabriquer un ennemi, cela vous
8 rend aveugle.

9 Des témoins de la Défense viendront ici pour vous dire ce que M. Charles Blé
10 Goudé a fait pour son pays. Ils vous le diront au nom de la vérité. Ils vous
11 parleront du sens de l’engagement de l’accusé. Ils le feront en dehors de tout
12 calcul politique. L’homme qu’ils vont vous décrire n’a aucun caractère semblable à
13 celui que le Procureur tente de vous peindre.

14 M. Charles Blé Goudé est un homme de paix, et la Défense va vous prouver cette
15 affirmation.

16 M. Charles Blé Goudé est celui qui a tendu la main aux rebelles.

17 M. Charles Blé Goudé a tendu la main à ceux qui avaient pris les armes contre la
18 République. Il est allé en mission au nom de la paix. Il est allé partout en Côte
19 d’Ivoire. Il a rencontré les musulmans, les chrétiens ; il a rencontré tout le monde
20 en Côte d’Ivoire au nom de la paix.

21 Si le Procureur enquête, il saura réellement ce qu’a été la caravane de la paix.

22 Nous allons vous présenter rapidement une bande annonce de la caravane de la
23 paix, la bande annonce qui a soutenu la caravane de la paix.

24 *(Diffusion d’une vidéo)*

25 « La valeur du pardon se mesure à la gravité de la faute pardonnée. Si l’Afrique du
26 Sud a surmonté l’Apartheid, si le Rwanda a survécu au génocide, nous, les
27 Ivoiriens, nous le pouvons aussi. C’est pour te dire que du désespoir le plus
28 profond naît l’espoir le plus invincible. Alors, prends ma main, mon frère ; prends

1 ma main, ma sœur, et allons à la paix. »

2 M. N'DRY : Par la caravane de la paix, M. Charles Blé Goudé, face aux souffrances
3 causées par la rébellion armée aux populations ivoiriennes, demandait à son pays,
4 demandait aux Ivoiriens de se pardonner les uns aux autres. C'est un tel homme
5 que le Procureur vous présente comme un criminel, et qui est ici assis en tant
6 qu'accusé.

7 C'est M. Charles Blé Goudé qui a dit — et je cite : « Convaincre et non vaincre, car
8 un adversaire convaincu peut devenir un partenaire à vie, alors qu'un adversaire
9 vaincu est un ennemi à vie, qui reviendra tôt ou tard sous une forme ou une
10 autre. »

11 Il a invité la jeunesse des Forces Nouvelles, puisque c'est à Marcoussis qu'on a
12 décidé de les appeler ainsi ; mais pour vous permettre de mieux comprendre, il a
13 invité les jeunes des forces rebelles à venir dans son village et dans le village de
14 M. Laurent Gbagbo. Il a initié une rencontre entre la mère de M. Laurent Gbagbo
15 et M. Soro Guillaume, chef de la rébellion armée, devenu entre-temps le Premier
16 ministre de la Côte d'Ivoire. Toutes ces actions ont été faites par M. Charles Blé
17 Goudé afin de recréer l'union entre les Ivoiriens.

18 Les Ivoiriens de bonne foi ne peuvent pas ignorer ces actes. Je ne parle pas des
19 opposants politiques dont les vues sont fonction de leurs intérêts égoïstes, je parle
20 des Ivoiriens de bonne foi.

21 Nous verserons ces vidéos à votre dossier, à notre dossier, au dossier de la
22 Défense. Nous voulons, cependant, vous présenter une vidéo. Il s'agit de
23 l'apothéose de cette tournée, au terme de laquelle Charles Blé Goudé est parvenu...
24 est parvenu à réunir, dans un même stade, des figures emblématiques des
25 membres des deux camps qui, jusque-là, se regardaient en ennemis. Je vous prie
26 de regarder.

27 *(Diffusion d'une vidéo)*

28 « Le chef du camp présidentiel : "L'apothéose de cette caravane de la paix est un

1 succès." Les Ivoiriens se retrouvent. Sidiki Konaté, ancien locataire du campus de
2 Yopougon, retrouve la cité de sa jeunesse. Le nouveau ministre est acclamé.

3 "Pendant que nous étions à Ouaga, comme un visionnaire, tu as décidé d'arpenter
4 les ruelles des villes, de parcourir les routes du pays, les sentiers des villages et des
5 campements, afin de préparer d'avance les esprits à cette nouvelle donne. Que
6 dis-je ? Tu as décidé de faire en sorte que les populations qui sont ici accueillent en
7 paix l'accord de paix de Ouagadougou. Merci pour cette mission délicate."

8 Par le rythme, la première dame et le ministre Sidiki Konaté ont esquissé des pas
9 de danse. »

10 M. N'DRY : Monsieur le Président, Madame et Monsieur, ces images que vous
11 voyez, les Ivoiriens s'en souviennent encore. C'était sous l'action de M. Charles Blé
12 Goudé qui, au terme de cette grande tournée, est arrivé à réunir, dans un même
13 stade, les membres des forces rebelles et quelques membres du gouvernement
14 ivoirien. Tout ceci pour la paix.

15 À l'approche des échéances électorales, M. Charles Blé Goudé — nous allons
16 encore présenter une image — est allé rencontrer le secrétaire général des Nations
17 Unies lorsque les tensions ont ressurgi. Nous allons vous présenter cette vidéo.

18 *(Diffusion d'une vidéo)*

19 « C'est la seconde rencontre officielle entre Young-jin Choi, Représentant spécial
20 du Secrétaire général de l'ONU en Côte d'Ivoire, et la jeunesse de la majorité
21 présidentielle conduite par Charles Blé Goudé, aux côtés duquel se trouvait
22 Navigué Konaté. L'entretien a duré 30 minutes et a porté sur la question de la
23 réunification effective de la Côte d'Ivoire dans tous les compartiments de la vie
24 publique.

25 "On nous dit : Allons aux élections. Quand le domicile du directeur du cabinet
26 adjoint du chef de l'État est incendié à Korhogo, mais, en même temps, directeur
27 de campagne du chef de l'État, est incendié à Korhogo, le domicile du porte-parole
28 du chef de l'État est incendié à Katiola, la préfecture est incendiée à Bouaké,

1 aucune arrestation, aucune interpellation des acteurs et des auteurs, cela veut dire
2 qu'il y a des signes qu'on doit prendre au sérieux.

3 Si, avant les élections, il y a de tels actes, à quoi devons-nous nous attendre
4 pendant les élections et après les élections ? C'est de tout cela que nous avons
5 parlé avec le Représentant spécial du... du... du Secrétaire général de l'ONU. Et je
6 pense que nous nous sommes parlé, et je peux dire que nous nous sommes
7 compris : il a exactement les mêmes inquiétudes que nous." »

8 M. N'DRY : Voici, Monsieur le Président, Madame et Monsieur les juges, l'homme
9 qui est présenté devant votre Cour comme ayant conçu et comme ayant mis en
10 œuvre un plan commun qui s'inquiète de la montée de la violence.

11 Si Charles Blé Goudé était réellement la correspondance exacte de la caricature du
12 Procureur, il devrait se réjouir de la montée de la violence ; que non, il s'en
13 inquiète. Et il va voir le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies
14 pour attirer son attention sur la montée de la violence. Ce sont des images.

15 Messieurs les juges, Chère Madame, Honorables membres de cette auguste Cour,
16 les actions de M. Charles Blé Goudé témoignent en sa faveur, ses actes
17 contredisent les allégations du Procureur.

18 Le Procureur a dit, dans son mémoire préliminaire, que, depuis 2002, M. Charles
19 Blé Goudé mettait en œuvre le plan commun ; voici des actes qui contredisent
20 cette affirmation du Procureur.

21 M. Charles Blé Goudé est un légaliste qui a été au service de son pays traversé par
22 une crise politique et militaire.

23 M. Charles Blé Goudé a pris faits et causes pour les institutions de la République.
24 C'est ce choix pour la primauté du droit qui a amené M. Charles Blé Goudé à
25 refuser que des armes soient distribuées aux jeunes qui voulaient défendre leur
26 pays face à la barbarie de la rébellion armée, qui était parvenue à installer un
27 climat d'insécurité et qui semait la désolation dans les familles, comme l'a montré
28 mon confrère Knoops.

1 Nous parlerons longuement des incidents, les cinq, qui constituent la base des faits
2 allégués par le Procureur contre M. Charles Blé Goudé.
3 Celui d'abord de la RTI du 16 décembre 2010. La Défense de M. Charles Blé Goudé
4 vous montrera le manque de pertinence des pièces citées par le Procureur pour
5 tenter d'impliquer l'accusé dans une question qui relève de l'armée.
6 Il en sera de même des deux incidents d'Abobo. Quel rapport sérieux y a-t-il entre
7 M. Charles Blé Goudé, un civil, et des supposés tirs qui seraient partis d'un canon
8 ou de tirs d'obus ? Quel rapport sérieux ?
9 M. Charles Blé Goudé n'est pas un militaire. Quelles sont ces constructions
10 mystico-juridiques utilisées par le Procureur pour rendre responsable M. Charles
11 Blé Goudé dans des... dans des incidents dont le narratif de l'Accusation contient
12 lui-même ses propres limites ?
13 Monsieur le Président, Madame et Monsieur, Honorables juges de la Cour, un
14 narratif contrefait de l'Histoire de la Côte d'Ivoire ne vous met pas en situation de
15 juger M. Charles Blé Goudé en connaissance de cause.
16 Je voudrais demander au Président, j'ai... ma présentation... O.K., d'accord.
17 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Nous avons commencé
18 à 35, c'est-à-dire avec cinq minutes de retard par rapport à l'horaire normal, donc
19 je pense que nous pouvons encore prendre cinq ou six minutes.
20 M^e N'DRY : Ce sera parfait, Monsieur le Président.
21 Il nous faudra tout reconstruire, comme l'a fait hier la Défense de M. Laurent
22 Gbagbo. Ainsi, vous serez amenés à comprendre que les actions de M. Charles Blé
23 Goudé s'insèrent dans celles d'un homme qui a un amour pour son pays et un sens
24 élevé de la légalité, qui s'exprime dans le respect des institutions démocratiques,
25 peu importe celui qui les incarne. L'objectif de l'alliance, c'était de faire échec à la
26 rébellion armée.
27 Voici, Monsieur le Président, Madame et Monsieur, Honorables juges de la Cour,
28 les actions de M. Charles Blé Goudé. Il était bon de vous présenter l'homme que

1 vous allez juger.

2 Ces actions, le Procureur ne voulait pas vous les présenter, « la fabrication de
3 l'ennemi » étant son objectif.

4 Le Procureur n'a pas pu prendre de la hauteur devant les préjugés qu'une certaine
5 presse et des adversaires politiques ont entretenus en tentant de saper l'image de
6 M. Charles Blé Goudé, le présentant comme un chef de milice, et ce, sans la
7 moindre preuve.

8 Il est dangereux pour la justice internationale qu'un Procureur, cheville ouvrière
9 du système, se laisse aussi facilement manipuler par des adversaires politiques et
10 par la ligne éditoriale de certains organes de presse, fabricants d'ennemis et même,
11 parfois, fabricants de consentement. Cet impact de la presse sur les consciences a
12 fait l'objet d'une étude détaillée dans l'ouvrage du célèbre écrivain américain
13 Noam Chomsky, dans son ouvrage intitulé « La fabrication du consentement ».

14 Cette même presse, incliné à voir triompher la cause de la rébellion armée en Côte
15 d'Ivoire, n'a pas hésité à présenter M. Charles Blé Goudé comme un milliardaire,
16 un homme d'affaires influent, qui possédait plusieurs stations d'essence et des
17 actions dans plusieurs sociétés hôtelières en Côte d'Ivoire.

18 Depuis la chute de M. Laurent Gbagbo et l'arrestation de M. Charles Blé Goudé, le
19 débat sur ses prétendus milliards et ses stations d'essence a curieusement pris fin.

20 Tout était fait pour les besoins d'une cause.

21 À la Cour pénale internationale, M. Charles Blé Goudé est reconnu comme un
22 indigent, incapable de payer les avocats chargés de sa défense.

23 Qui sont les véritables propriétaires de ces stations d'essence qui, pourtant,
24 existent toujours en Côte d'Ivoire ?

25 Cette façon de faire, le politologue Pierre Conesa appelle cela « la fabrication de
26 l'ennemi médiatique », qu'il présente comme celui — et je cite — « que les médias
27 vont choisir de désigner au journal du soir, puis, ensuite, dans les hebdomadaires
28 et les quotidiens » — fin de citation.

1 Comme l'ennemi médiatique qui est choisi, le Procureur a choisi de faire de M. Blé
2 Goudé un ennemi judiciaire.

3 Honorables juges, l'image fabriquée de M. Charles Blé Goudé l'a certainement
4 précédé dans cette auguste Cour. Nous vous demandons de ne pas juger une
5 image tronquée, mais de juger un homme sur la base des faits qui seront éprouvés
6 au cours de ce procès.

7 Je voudrais terminer mon propos par le partage d'une fable que l'histoire de la
8 crise ivoirienne, avec sa suite, me rappelle sans cesse. C'est une fable de l'auteur
9 moraliste français, Jean de La Fontaine. Le titre de la fable : « Les animaux malades
10 de la peste ». Cet écrit met en scène des animaux qui sont frappés par un mal qui
11 les fait périr en masse. Dans cette circonstance grave, chaque animal passe à la
12 confession, car, aux dires du roi lion, il faut souhaiter, selon toute justice, que le
13 plus coupable périsse. Tous les puissants animaux ont été applaudis, après avoir
14 confessé leurs crimes les plus abominables. « Au tour de l'âne, tous les animaux se
15 levèrent pour crier "C'est de toi que vient le malheur du royaume. Tu dois être
16 pendu." »

17 L'offense de l'âne, c'est d'avoir mangé l'herbe, alors que l'offense du lion avait été
18 d'avoir tué d'autres animaux et même des bergers.

19 Cette fable finit sur cette morale : selon que vous serez puissant ou misérable, les
20 jugements de cour vous rendront blanc ou noir.

21 Monsieur le Président, Madame et Monsieur, Honorables juges de la Cour pénale
22 internationale, quel monde voulons-nous bâtir ? L'humanité va-t-elle consacrer la
23 règle du monde animal qui reconnaît le droit du plus fort ? L'issue de ce procès
24 nous le dira.

25 Je vous remercie.

26 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Merci beaucoup, Maître
27 N'dry.

28 Si vous le permettez, j'ajouterais juste une chose : je n'ai pas vraiment beaucoup

1 aimé lorsque vous avez... à deux ou trois reprises, vous avez accusé l'Accusation
2 de délibérément falsifier ou contrefaire. Je pense qu'il est assez dur de dire cela
3 maintenant, avant même le début du procès. Chacun peut avoir une vision
4 différente de l'Histoire et des faits, mais de « falsifier délibérément » est une
5 allégation plutôt dure.

6 Nous sommes ici pour essayer d'établir la vérité concernant les charges, et je
7 voulais insister sur ce point, parce que je ne me sentais pas très... je n'ai pas
8 beaucoup apprécié d'entendre ce terme, qui a été utilisé à plusieurs reprises, de
9 « falsifier délibérément ». Autrement, tout était bon.

10 Monsieur Knoops, nous allons, maintenant, faire la pause déjeuner et nous
11 reprendrons à 14 h 45. Et il nous reste encore une heure et demie. Je pense que...
12 vous pensez que cela devrait vous suffire ?

13 M^e KNOOPS (interprétation) : Oui, Monsieur le Président, nous pourrions conclure
14 en une heure et demie.

15 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Bien. Merci beaucoup.

16 Donc, l'audience est suspendue jusqu'à 14 h 45.

17 LE HUISSIER : Veuillez vous lever.

18 *(L'audience est suspendue à 13 h 07)*

19 *(L'audience publique est reprise à 14 h 46)*

20 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

21 Veuillez vous asseoir.

22 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Bonjour à toutes les
23 parties présentes dans le prétoire.

24 Je dois vous annoncer et annoncer aussi à nos collègues que nous avons reçu un
25 courriel de la part de M. MacDonald où il est indiqué... par lequel est indiqué : «
26 Nous souhaiterions avoir quelques minutes pour pouvoir parler de questions
27 d'intendance. Ceci doit être débattu aujourd'hui et non pas demain. »

28 Alors, j'espère qu'il s'agit de... d'une question... ou de questions très, très graves ou

1 sérieuses, et je me demande, pourquoi, déjà dans le courriel, vous prenez un peu
2 les devants, en disant « il faut faire ceci aujourd'hui » et pourquoi vous nous dites
3 « il faut attendre la fin ».

4 Enfin, je ne sais absolument pas de quoi il s'agit. Donc, vous me forcez à vous
5 donner la parole, ce que je ne souhaitais pas faire.

6 M. MacDONALD (interprétation) : N'ayez aucun crainte, il ne s'agit pas des quatre
7 premiers témoins. Il s'agit du témoin 0369. Est-ce que ce témoin va venir avant ou
8 après les vacances judiciaires ?

9 Et puis il y a également le témoin 0441, est-ce qu'il s'agit d'une vidéoconférence ou
10 est-ce qu'il faudra qu'il y ait une vidéoconférence ou non

11 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Écoutez, moi, à la lumière
12 de votre e-mail, je pensais que cela était quelque chose de véritablement urgent et
13 impératif.

14 Eh bien, nous rendrons une décision ce soir ou demain matin.

15 M. MacDONALD (interprétation) : Dans le cas du témoin 0369, Monsieur le
16 Président, c'est un peu plus urgent, au vu de la discussion que nous avons eue
17 avec le témoin, parce qu'il faut que ce témoin...

18 En fait, j'aimerais m'adresser à la Chambre, j'aimerais pouvoir avoir cinq minutes à
19 la fin de l'audience, si vous m'y autorisez.

20 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Eh bien, nous verrons,
21 nous verrons combien de temps il nous restera à la fin de l'audience ; sinon, nous
22 le ferons demain matin à la première heure.

23 Ceci étant dit, je vais maintenant donner la parole à la Défense de M. Blé Goudé, et
24 il s'agira du dernier volet d'audience qui leur sera consacré.

25 M^e KNOOPS (interprétation) : Je vous remercie.

26 C'est M. Gbougnon du barreau d'Abidjan... M^e Gbougnon, plutôt, du barreau
27 d'Abidjan, qui va s'adresser à la Cour pendant 10 minutes, suivi d'un autre... d'une
28 autre... d'un autre confrère, puis ensuite, ce sera M. Charles Blé Goudé.

1 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je vous en prie, vous avez
2 la parole.

3 M. GBOUGNON : Monsieur le Président, Honorables membres de la Cour,
4 l'éminent philosophe ivoirien, le professeur Paul Zahiré a dit — et je cite : « Le
5 combat de la vérité contre le mensonge et sa violence ne date pas de nos jours,
6 mais la vérité a l'obligation de mener ces batailles. Et pourtant il n'est pas sûr
7 qu'elle les gagne toutes. »

8 C'est au nom de cette quête perpétuelle de la vérité, la vérité judiciaire, afin que
9 celle-ci triomphe du mensonge, que nous nous tenons par-devant vous pour
10 apporter la juste réplique à l'Accusation.

11 En effet, pendant six heures, il nous a été donné d'entendre beaucoup d'énormités
12 sur mon pays, la Côte d'Ivoire, et sur le coaccusé, M. Blé Goudé Charles.

13 Monsieur le Président, Honorables juges de la Cour, le drame, oui, le drame dans
14 l'affaire qui nous réunit ce matin, c'est que le Procureur n'a point enquêté. Je ne
15 dirais même pas que l'enquête a été bâclée, je dis que l'Accusation n'a pas enquêté
16 du tout. S'il y avait eu une enquête, l'Accusation se serait imprégnée, au moins, de
17 la réalité sociologique de la Côte d'Ivoire.

18 En effet, l'Accusation, dans une démonstration hasardeuse, a tenté de dire et/ou de
19 vous convaincre de ce que la Côte d'Ivoire était un pays cloisonné où il y aurait
20 des Dioula musulmans partisans d'Alassane Ouattara au Nord, et au Sud, des
21 chrétiens partisans de M. Laurent Gbagbo.

22 Il va même plus loin en affirmant qu'il y aurait des zones à Abidjan, telle que
23 Abobo, qui seraient presque entièrement peuplées de Dioula musulmans, et que
24 ceux-ci auraient été la cible principale de bombardements tel le marché Siaka
25 Koné.

26 Honorables juges, à ce stade de mon propos, je vais vous aider à comprendre
27 qu'en Côte d'Ivoire, il n'a pas un groupe ethnique dénommé « dioula ».

28 Il faut dire que le mot « dioula » vient du mot arabe berbère « *ya dialaye* ». J'épelle

1 pour les... ceux qui transmettent. « Ya », c'est Y-A, plus loin D-I-A-L-A-Y-E, qui
2 signifie « commerçant » ou « commercer ». Il tire ses origines depuis l'époque du
3 commerce... du commerce transsaharien où les arabes berbères du nord du Sahara
4 commerçaient avec les peuples du Sahara... avec les peuples du Sud-Sahara,
5 c'est-à-dire les Malinké, les Soninké et les Bambara.
6 Voilà la véritable signification du terme « dioula ».
7 Il est juste de dire qu'au nord de la Côte d'Ivoire « y » vivent des Malinké, des
8 Sénoufo, des Tagbana, des Lobi, et j'en passe.
9 Dans mon pays, il n'y a pas de nord musulman et de sud chrétien.
10 Les Sénoufo, qui sont situés au nord de la Côte d'Ivoire, sont en majorité chrétien
11 et/ou animiste. Vous avez l'exemple de l'actuel président de l'Assemblée nationale,
12 M. Soro Kigbafori Guillaume qui, bien que ressortissant du Nord de la Côte
13 d'Ivoire, est de confession religieuse catholique.
14 Il y a aussi des Tagbana de Katiola qui sont bien souvent des chrétiens comme
15 l'ancien porte-parole de M. Laurent Gbagbo, M. Gervais Coulibaly.
16 Le clivage que tente de... que tente de créer pour l'occasion l'Accusation est
17 imaginaire et ne reflète en rien la réalité sociologique de la Côte d'Ivoire.
18 Honorables juges de la Cour, l'on a tenté de vous convaincre ici qu'il y aurait à
19 Abidjan et partout en Côte d'Ivoire des villes, des quartiers dans lesquels ne
20 résideraient que des Dioula pro-Ouattara et d'autres habités par des pro-Gbagbo.
21 J'aimerais à ce sujet vous citer les propos très édifiants de M. Jean-Baptiste Placca,
22 éditorialiste sur Radio France internationale qui a dit, lors de son émission du
23 samedi 30 janvier 2016 — et je cite : « Elle » — il parlait de la Procureur — « se
24 barricade tout simplement dans une caricature des divisions ethniques et
25 régionales. Il n'y a, dans aucune ville de Côte d'Ivoire, de quartiers où ne vivraient
26 que des Dioula, et que le pouvoir de Laurent Gbagbo se serait permis de
27 bombarder avec la certitude de ne compter que des victimes dioula, sans aucun
28 Bété, aucun Agni, aucun Baoulé. Après les nombreuses critiques qu'elle a essuyées

1 sur l'imprécision de son argumentaire sur le Kenya, l'on se serait attendu à ce
2 qu'elle ne se présente plus à la barre avec un texte rédigé par des gens qui ne font
3 que raconter la Côte d'Ivoire de manière aussi simpliste. Même les plaisanteries
4 par lesquelles les Ivoiriens entre eux se taquinent deviennent des références
5 anthropologiques pour expliquer la... l'animosité à l'égard des Dioula. » Fin de
6 citation.

7 Honorables juges, il n'existe pas de marché en Côte d'Ivoire qui serait fréquenté
8 uniquement que des... que par des pro-Ouattara et qui ferait l'objet de
9 bombardements avec la certitude de n'atteindre que ceux-ci à l'exclusion de tout
10 autre groupe ethnique.

11 Par définition, le marché est un lieu d'échanges où se rencontrent des personnes
12 de toutes catégories sociales, ethniques, religieuses et politiques.

13 Monsieur le Président, Honorables membres de la Cour, Abobo, contrairement à la
14 thèse du Procureur, n'est pas un quartier exclusivement habité par des
15 pro-Ouattara.

16 Pour preuve, de 1995 à 2010, M^{me} Simone Ehivet Gbagbo s'y est fait élire en qualité
17 de député. Mieux, au cours des élections présidentielles de 2010, les résultats du
18 premier tour donnés par la Commission électorale indépendante contredisent la
19 thèse du Procureur. M. Henri Konan Bédié y a obtenu 52 176 voix.

20 M. Alassane Ouattara y a obtenu 135 511 voix.

21 M. Laurent Gbagbo y a obtenu 106 364 voix, soit une différence entre M. Gbagbo
22 et M. Alassane de 29 144 voix.

23 L'allégation selon laquelle Abobo serait un bastion de M. Alassane Ouattara est
24 donc un mythe.

25 Au vu de ce qui précède, on ne peut valablement affirmer que la commune
26 d'Abobo serait exclusivement habitée par des pro-Ouattara et qu'ils auraient été la
27 cible d'attaques multiples avec la certitude que ceux-ci seraient indéniablement les
28 seules victimes à l'issue de la conception et de l'exécution d'un prétendu plan

1 commun auquel Charles Blé Goudé aurait participé.

2 Madame et Messieurs de la Cour, la... la thèse de l'Accusation selon laquelle la
3 Côte d'Ivoire serait divisée en deux camps rigides est non seulement simpliste,
4 mais elle est aussi et surtout dangereuse, dangereuse pour l'équilibre social de
5 mon pays mis à mal par plus de dix années de mensonges.

6 Cependant, la division factice entre Ivoiriens n'est pas la seule faiblesse du dossier
7 de l'Accusation. Il y a aussi cette méconnaissance ou la tentative de justification
8 des crimes commis par les partisans de M. Alassane Ouattara.

9 En effet, lors de sa présentation, l'Accusation a allégué ce qui suit : « Entre-temps,
10 pendant le mois de février, les opérations des FDS à Abobo se sont intensifiées,
11 dans une tentative d'écraser toute opposition rencontrée à Abobo. À leur tour, des
12 groupes de résistance émergeant à Abobo empêchaient les mouvements FDS
13 d'ériger des barrages routiers autour et dans Abobo. De temps à autre, ces groupes
14 réussissaient à saisir les armes des FDS et menaient des attaques sporadiques
15 contre les positions FDS ce qui a engendré quelques pertes... ce qui a engendré
16 quelques pertes chez les FDS, et les FDS ont répondu à travers des interventions
17 militaires massives. » Fin de citation.

18 Ce qu'il faut noter, c'est que ceux que l'Accusation appelle ici avec un euphémisme
19 coupable « groupes de résistants » ne sont autres que les membres du Commando
20 invisible qui ont tué de sang-froid plus d'une vingtaine de membres des Forces de
21 défense et de sécurité de Côte d'Ivoire et des centaines de civils dont les habitants
22 d'Anonkoua Kouté.

23 Des populations civiles avaient fui la mort pour aller se réfugier dans une église à
24 Anonkoua Kouté. Hélas, la mort les y a retrouvés !

25 Au cours de ce procès, Monsieur le Président, nous vous présenterons les atrocités
26 dont le Commando invisible, qui agissait pour le compte de Ouattara, s'est rendu
27 coupable même si le Procureur tente honteusement de les occulter.

28 Le but ultime de cette thèse étant de vous convaincre que ce que les Forces de

1 défense et de sécurité de Côte d'Ivoire, dans la mise en œuvre de leur prétendu
2 plan commun, ont tué et massacré des populations civiles qui ne faisaient que
3 résister aux assauts répétés de ceux-ci.

4 Pire, relatant les événements de la RTI du 16 décembre 2010, il évoque, avec une
5 banalité déconcertante, la mort de 10 membres des FDS tués par des manifestants
6 lors de la marche de 10 jours (*phon.*) supposée pacifique.

7 Comment des manifestants que le Procureur tente de vous présenter comme des
8 civils non armés ont pu tuer des militaires armés ?

9 La réalité implacable que l'Accusation tente vainement d'occulter, c'est qu'à partir
10 de décembre 2010, sinon avant, les hommes armés pro-Ouattara avaient infiltré
11 tout le district d'Abidjan afin d'y mener une guérilla urbaine visant à imposer
12 Ouattara au pouvoir — ce qui est d'ailleurs reconnu par plusieurs de ses témoins.

13 Voici ainsi présentée la véritable atmosphère qui règne à Abidjan à cette époque,
14 réalité et circonstance que feint d'ignorer l'Accusation.

15 Aussi, dans le discours très souvent soporifique de l'Accusation, il y a plus grave.

16 Pour la première fois de ma vue... de ma vie, j'ai entendu la chose la plus ridicule
17 sur la Côte d'Ivoire.

18 Monsieur le Président, Honorables membres de la Cour, il a été dit ici, dans cette
19 salle, que les gris-gris sont un signe distinctif des ressortissants du Nord, et y faire
20 allusion serait les stigmatiser en vue de les exterminer. Cette allégation, tout en
21 étant... tout en étant ridicule, est d'une légèreté sans nulle autre pareille.

22 Pour l'Histoire, sachez que la Côte d'Ivoire, à l'instar de la quasi-totalité des pays
23 africains au sud du Sahara, n'a connu le christianisme et/ou le monothéisme
24 qu'avec la colonisation. Même l'islam est arrivé bien longtemps après en Côte
25 d'Ivoire, avec les guerres menées par les Samori Touré et autres.

26 Par conséquent, vous comprendrez que chaque peuple de Côte d'Ivoire a ses
27 gris-gris, ses amulettes et ses pratiques mystiques. Cela ne relève de signes
28 distinctifs d'aucun peuple ou groupe ethnique de Côte d'Ivoire. L'allégation du

1 Procureur est donc non seulement hasardeuse, mais tout aussi dangereuse pour
2 une Côte d'Ivoire qui cherche encore ses marques sur le chemin de la
3 réconciliation.

4 Pour terminer, il me plaît de dire que j'ai pris la parole tout d'abord et avant tout
5 par devoir de citoyenneté. Je puis vous dire qu'aujourd'hui les Ivoiriens ont besoin
6 d'être aidés, rassurés, d'être éloignés des discours à relents ethniques et religieux.
7 Faire référence de manière récurrente à la religion, à l'ethnie, c'est remuer le
8 couteau dans une plaie qui a à peine cicatrisé.

9 Je vous remercie.

10 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je vous remercie.

11 Monsieur Zokou va maintenant intervenir.

12 M^e ZOKOU : Monsieur le Président, Honorables juges de la Cour, il m'échoit
13 l'honneur mais surtout le devoir d'apporter à votre honorable Cour de fermes
14 précisions au regard des interventions de l'Accusation.

15 Le Procureur s'est voulu long, trop long, car il se devait de noyer l'absence absolue
16 de preuves sous une avalanche d'arguties dont la seule fin est de tronquer la vérité
17 et de donner de M. Charles Blé Goudé, de ses actes, de ses déclarations, une vision
18 en parfaite contradiction avec la réalité.

19 Monsieur le Président, Madame, Monsieur les juges, nous sommes bien forcés de
20 constater que, dans le cas qui nous occupe, l'Accusation a pratiqué le droit comme
21 d'aucuns, dans les temps anciens, pratiquaient le « *latinitas culinaria* », autrement
22 dit le « latin de cuisine ».

23 Car, tout comme le latin de cuisine que Wikipédia et d'autres dictionnaires
24 définissent admirablement, la démonstration apparemment juridique du
25 Procureur — et je cite — « sort des usages et normes académiques ». Car encore,
26 tout comme le latin de cuisine, son apparente démonstration — et je cite à
27 nouveau — « se présente sous deux genres, l'un en mauvaise part involontaire ou
28 dû à l'ignorance, l'inexpérience ou la témérité, l'autre en bonne part volontaire,

1 fréquemment produit en vue du jeu, de l'effet comique, de la farce ou de la facétie
2 où l'on peut louer l'ingéniosité de l'auteur ».

3 Il est vrai que le Procureur a tenté de faire preuve d'ingéniosité, mais nous ne la
4 louerons pas ici. Car ici, devant cette Cour, nous ne sommes point dans la
5 commedia dell'arte ; ici se joue la vie de millions de personnes, la vie d'une nation,
6 la vie de deux hommes.

7 Nous ne pouvons donc laisser la farce ou l'ignorance l'emporter sur la vérité, tant
8 les interventions de l'Accusation laissent apparaître une prise de liberté
9 inacceptable avec cette vérité.

10 Il en est ainsi, et je vous donne la première illustration, il en est ainsi de la vidéo
11 dans laquelle M. le Procureur prétend que M. Charles Blé Goudé s'est présenté en
12 uniforme militaire à la télévision nationale pour affirmer sa qualité de général et
13 ainsi asseoir son influence sur la population.

14 Avant tout, il échet de préciser que cet élément filmé remonte à la période
15 consécutive à l'attaque rebelle de septembre 2002 et non à la crise postélectorale.

16 Nous reviendrons sur cette présentation tendancieuse, mais nous sommes d'ores
17 et déjà amenés à nous interroger : pourquoi le Procureur présente-t-il une vidéo de
18 la RTI — la Radio Télévision ivoirienne —, en blanc et noir ?

19 Qui connaît la Côte d'Ivoire n'ignore que la RTI diffuse depuis des décennies ses
20 programmes en couleurs. Alors, pourquoi cette présentation en noir et blanc par le
21 Procureur ?

22 Il faudra bien dans le cours de ce procès que le Procureur nous dise quelle est la
23 couleur d'origine du document qu'il a présenté. Il faudra bien qu'il nous dise s'il a
24 reçu le document tel qu'il l'a présenté et, sinon, d'où il l'a obtenu pour nous le
25 présenter comme tel.

26 Car... car si la vidéo présentée l'avait été en couleurs, qu'aurions-nous constaté ?
27 Que M. Charles Blé Goudé est vêtu d'une tenue plutôt amusante dont les
28 épaulettes sont constituées de fleurs aux couleurs nationales ivoiriennes —

1 l'orange, le blanc et le vert —, que le chapeau qu'il arbore se présente comme un
2 genre de chapeau melon avec quelques ornements folkloriques, notamment des
3 fleurs, et non pas une coiffe militaire.

4 En somme, on constaterait que Charles Blé Goudé est vêtu d'une tenue d'opérette
5 dont on ne peut déduire, absolument pas déduire aucune posture belliqueuse,
6 militaire ou militariste. Il s'agit ici d'une simple parodie de tenue militaire, comme
7 pour dire que, contrairement à ceux qui avaient attaqué la Côte d'Ivoire, lui ne se
8 prenait pas pour un soldat car il avait juste sa parole et ses mains, ses mains nues,
9 à l'image de son uniforme dénué de tout symbole militaire — en l'occurrence, sans
10 galons, sans grade ni arme.

11 En vérité, en vérité, je vous le dis, à une certaine époque, notamment celle du
12 « *flower power* », Charles Blé Goudé, dans cette tenue, aurait pu passer aisément
13 pour un hippie, mais ça, c'était avant, c'était avant qu'une simple coquetterie
14 vestimentaire ne soit constitutive de crimes contre l'humanité, aux dires de
15 l'Accusation.

16 Toujours porté par sa quête de preuves introuvables car inexistantes — et j'aborde
17 ma seconde remarque —, le Procureur y est allé d'une autre trouvaille : il s'agit de
18 l'extrait d'une interview de M. Charles Blé Goudé accordée à un journaliste en
19 plein air, dans un jardin, même, je dirais.

20 Le Procureur induit de cet extrait que Charles Blé Goudé y exprime une
21 inclination pour la manipulation des foules.

22 Et pourtant, Charles Blé Goudé, parlant de sa passion pour la communication
23 politique, n'a fait que traduire l'expression d'une quête légitime d'excellence dans
24 une matière enseignée et pratiquée de par le monde et dont parmi les précurseurs
25 reconnus se trouvent les références citées, tels le Britannique Peter Mandelson, qui
26 est aujourd'hui pair à vie du Royaume... Grande-Bretagne, ou l'Américain Karl
27 Rove, indépendamment du jugement de valeur que les uns ou les autres peuvent
28 porter sur eux.

1 À l'époque de cette interview, M. Charles Blé Goudé était étudiant, à côté de ses
2 activités. Il préparait sa soutenance de DESS en communication politique —
3 diplôme d'études spécialisées —, diplôme qu'au demeurant il obtiendra de façon
4 fort brillante.

5 Y avait-il meilleures références dans ce domaine que ces sommités qui étaient
6 portées aux nues, d'ailleurs, dans le monde occidental, au point que d'aucuns les
7 avaient appelé « les maîtres du monde », y avait-il meilleures sommités que ces
8 personnes dans leur domaine qu'il a citées. Où est ici le crime ? Celui de viser
9 l'excellence dans son domaine d'action ? Celui d'être un homme qui veut
10 positivement marquer son temps et ses concitoyens ?

11 Est-il envisageable pour, par exemple, un étudiant en médecine qui aspire à
12 devenir un excellent médecin, de citer comme modèle ou exemple le Dr Knock, ce
13 personnage plutôt loufoque de la pièce de théâtre de Jules Romain qui était tout
14 sauf un médecin de qualité ?

15 Finalement, vu que Charles Blé Goudé entend parfaire sa formation, je crains qu'il
16 ne reste plus au Procureur qu'à faire un autodafé de tous les ouvrages relatifs à la
17 communication politique pour l'empêcher de persévérer dans cette voie.

18 Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs de la Cour, notre ultime précision
19 portera sur une vidéo que le Procureur vous a présentée ici. Dans cette vidéo, un
20 individu qui n'est pas Charles Blé Goudé a prononcé la phrase suivante : « À
21 chaque Ivoirien, son Français. »

22 Si ma mémoire est certaine, à l'entame de ce procès, le Procureur a posé un
23 postulat : nous sommes là pour juger deux individus, M. Laurent Gbagbo et
24 M. Charles Blé Goudé, et non un pays ou un groupe.

25 Comment le Procureur peut-il alors attribuer à Charles Blé Goudé des propos
26 tenus par une tierce personne ? La personne qui tient ce discours est-elle Charles
27 Blé Goudé ? Non.

28 Voilà comment l'Accusation se dit et se dédit. Il n'y a que par la magie du

1 Procureur que Charles Blé Goudé, jouissant d'un don d'ubiquité, peut se voir
2 attribuer la paternité et la responsabilité de l'expression « À chacun son français »,
3 quand même il y est étranger. Il fallait pour le Procureur que M. Charles Blé
4 Goudé soit son *deus ex machina*.

5 Au moins, cette tentative avortée du Procureur a du bon : enfin, enfin, le
6 Procureur avoue devant le monde entier que Charles Blé Goudé n'est pas l'auteur
7 de la fameuse phrase : « À chacun son Français. » Et pourtant, que d'avanies, que
8 de préjudices, que de torts subis par ce monsieur, Charles Blé Goudé, pour un fait,
9 pour un acte qui ne lui est en rien imputable.

10 Oui, il n'y a que, par la magie de l'Accusation, que Charles Blé Goudé peut
11 également se transformer en porte-parole du Président Laurent Gbagbo. Et
12 pourtant, M. Gbagbo avait pour porte-parole feu Désiré Tagro et M. Gervais
13 Coulibaly qui, lui, vit encore en Côte d'Ivoire.

14 Mesdames et Messieurs de la Cour, que retenir de cette énième tentative de
15 tronquer les faits ?

16 On retiendra que le Procureur, en violation de sa propre parole, vous demande de
17 juger M. Charles Blé Goudé pour ce qu'il n'a pas été et pour ce qu'il n'a pas dit ; en
18 somme, pour ce que d'autres ont fait, ou dit, ou fait ; pour ce que d'autres ont dit
19 ou fait.

20 Ainsi, le Procureur tente-t-il de nous entraîner dans un monde... dans son monde à
21 lui, où l'absurde règne en maître. Ce monde imaginaire construit par le Procureur
22 à coup de calembredaines, je l'appelle l'Absurdie. L'Absurdie, ce territoire de
23 l'imaginaire juridique, où le noir peut devenir blanc, le blanc devenir le rouge, et le
24 rouge, dans le même temps, se muer en noir.

25 Voici pourquoi, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs de la Cour, par la
26 présente réplique, nous entendons ramener la cause qui nous occupe dans un
27 monde qu'elle n'aurait jamais dû quitter : celui de la vérité et de la justice. Ce
28 monde, cet endroit, c'est ici devant vous, ici dans le temple de Thémis, ici à la Cour

1 pénale internationale, notre Cour à tous, car... car le temps est venu pour
2 l'Accusation de quitter le domaine de l'art divinatoire pour se soumettre enfin à
3 l'empire de la vérité, de la justice ; en un mot, à l'empire du droit.

4 Je vous remercie. J'ai dit.

5 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Merci.

6 Maître Knoops.

7 M^e KNOOPS (interprétation) : Monsieur le Président, avec votre aval, M. Blé
8 Goudé souhaiterait terminer les déclarations liminaires en présentant ses
9 arguments.

10 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je... Vous y êtes autorisé,
11 Monsieur Blé Goudé, mais nous sommes une cour pénale, que tout soit bien clair.
12 Donc, vous avez la parole.

13 M. BLÉ GOUDÉ : Monsieur le Président, Monsieur le Président, Honorables
14 membres de la Cour, je vous remercie pour l'occasion que votre Cour offre au
15 monde entier pour enfin connaître la vérité sur la crise qui a endeuillé mon pays.
16 Je suis Charles Blé Goudé, natif de Kpogrobré, sous-préfecture de Guibéroua, c'est
17 dans le Centre-Ouest de la Côte d'Ivoire.

18 Avant de vous livrer mon message tel que je l'avais préparé, Monsieur le
19 Président, j'ai juste quelques précisions à faire, après avoir écouté l'Accusation.

20 J'ai habité à Abobo, quand j'étais encore au lycée classique d'Abidjan. C'est en Côte
21 d'Ivoire. J'ai habité à Abobo-Sogefiha. Je ne sais pas si le Procureur connaît ce
22 quartier. J'ai habité à Abobo-Plaque, non loin du carrefour Bakary. J'ai habité à
23 Abobo Les Quatre étages. Pour vous dire, je connais presque tous les marchés
24 d'Abobo. Je connais le quartier Avocatier, où il y a un marché. Je connais le marché
25 d'Abobo-Sogefiha, entre la cité universitaire et la cité policière. Je connais le
26 marché Samaké. Je connais le marché Siaka Koné dont on a parlé ici. Je connais le
27 quartier d'Abobo Té, où il y a un marché, parce que j'habitais à... au plateau Dokui,
28 chez Maman Kondy. Et puis, je connais le grand marché d'Abobo.

1 Monsieur le Président, le seul marché que je ne connais pas et que j'ai découvert
2 ici, c'est celui que les partisans de Ouattara fréquentent exclusivement. C'est une
3 découverte que j'ai faite ici.

4 Mieux, Monsieur le Président, j'ai fait Bondoukou. Je fais référence à Bondoukou
5 pourquoi ? Parce que Bondoukou, en Côte d'Ivoire, c'est dans le Nord-Est de la
6 Côte d'Ivoire, est connue comme la ville des 1 000 mosquées, une ville grandement
7 islamisée.

8 Je connais le grand marché de Bondoukou, qui est la ville la plus islamisée. Je ne
9 crois même pas que ce marché est exclusivement fréquenté par des musulmans
10 uniquement, parce que moi-même, en tant que chrétien, avec mes parents, nous
11 fréquentions ce marché.

12 J'ai eu mon certificat d'études primaires élémentaires à Gouméré. Gouméré, c'est
13 dans le département des nations, non loin de Saboukba et de Bodé, dans le Nord
14 de Bondoukou. Dans le Sud, vous avez Tabagne, vous avez Kamina, vous avez
15 Erebo. Je vous parle de mon pays.

16 J'ai donc joué avec des jeunes musulmans. J'ai grandi avec des jeunes musulmans.
17 Diaby Youssouf, professeur, il est mon porte-parole. Il est musulman. Il est
18 président du cercle des amis de Blé Goudé.

19 Monsieur le Président, Abou Bamba, musulman, président du mouvement
20 Génération Blé Goudé. Mama Abia Touré, une femme musulmane qui m'a adopté,
21 elle est musulmane. Ceux qu'on dit contre lesquels j'ai appelé une chasse.

22 Parlant toujours d'ethnies contre lesquelles j'aurais lancé des mots d'ordre de
23 tueries, Monsieur le Président, vous avez vu dans cette cour mon coconseil, qui a
24 pris la parole tout à l'heure, M^e N'Dry, il est baoulé. Dans la galerie du public,
25 vous avez Dr Obou Hyacinthe, premier secrétaire du Cojep, parti dont je suis le
26 leader Il est baoulé. Dr Saraka N'dri Patrice, mon médecin personnel, avec qui j'ai
27 fait l'université, il est baoulé.

28 Alors, c'est avec toutes ces personnes autour de moi que je vais aller mettre des

1 signes sur des maisons pour tuer leurs parents, et eux ils sont avec moi, pour
2 m'accompagner dans cette sale besogne ?

3 Monsieur le Président, je pense que cela devrait interpeller la Cour.

4 Le Président Laurent Gbagbo, je ne peux pas le renier, je le connais et je suis fier de
5 le connaître.

6 Son président de l'Assemblée nationale, Mamadou Coulibaly, en son temps, il est
7 du Nord.

8 Son directeur de campagne pendant les élections, Monsieur le Président, Malik
9 Coulibaly, il est du Nord.

10 De quoi on parle dans cette Cour ? En tout cas, la Côte d'Ivoire qui vous est
11 présentée par le Procureur et par la représentante des victimes n'est pas celle qui
12 m'a vu naître.

13 Ma deuxième précision est relative à l'accusation que semble porter l'Accusation
14 contre moi au sujet de l'ancien Président Blaise Compaoré, que j'aurais accusé
15 d'être le déstabilisateur de la Côte d'Ivoire, et donc, que j'ai demandé aux jeunes
16 de l'empêcher d'arriver en Côte d'Ivoire. C'est vrai, j'ai peut-être peu dit ; Blaise
17 Compaoré n'est pas que le déstabilisateur de la Côte d'Ivoire, il déstabilise toute la
18 sous-région. Moi, je n'ai pas dit mieux.

19 Hier, j'ai regardé la télévision, Monsieur le Président. Lors du sommet de l'Union
20 africaine, le Président actuel du Burkina Faso, Roch Kaboré, disait — lui-même
21 Président du Burkina Faso — que Blaise Compaoré est celui qui a transformé le
22 Burkina Faso en un nid de djihadistes et qui déstabilise la sous-région.

23 Le seul tort que j'ai eu, Monsieur le Président, peut-être, en parlant de Compaoré,
24 j'ai peut-être eu tort d'avoir eu raison trop tôt.

25 Monsieur le Président, nous sommes conscients, en Côte d'Ivoire, qu'inviter
26 l'ethnie et la religion dans le terrain politique peut avoir des conséquences graves.
27 Nous savons donc que, quand on a un canari sur la tête, on ne s'aventure pas sur
28 une aire de jeu où les enfants lancent des pierres.

1 Il semble que la traduction a souvent des problèmes avec mes proverbes, donc je
2 vais traduire ce proverbe en anglais pour vous : (*interprétation*) « Lorsque vous
3 transportez quelque chose de fragile sur la tête, vous ne courrez pas le risque
4 d'aller dans un terrain de jeux avec des enfants. »

5 Monsieur le Président, nous savons qu'il ne faut pas faire le jeu des divisions
6 ethniques, religion contre religion, confession contre confession. C'est très
7 dangereux, nous le savons. Donc, il ne faut pas jouer à ce jeu-là, qui est très
8 dangereux pour mon pays, je ne le ferais jamais. Je ne ferais... Je n'en ferais jamais
9 partie, de cela. Je sais ce que je fais. Je sais ce qui est bon pour mon pays.

10 C'est une précision qui me tient à cœur et que je dois faire, et c'est cela que je
11 voulais dire.

12 (*Intervention en français*) Honorables membres de la Cour, la justice, il ne faut pas la
13 fuir, surtout quand on ne se reproche rien. En tout cas, moi, Monsieur le Président,
14 dans mes relations avec mes concitoyens, aucune goutte de sang ne crie contre
15 moi. Aucune. C'est pourquoi je me tiens devant vous avec assurance, avec
16 confiance, parce qu'aucune goutte de sang ne crie contre moi.

17 Beaucoup de personnes accusent la CPI d'être une Cour politique qui jugerait déjà
18 les leaders politiques ivoiriens ou africains qui y sont transférés avant même que
19 ceux-ci ne soient jugés.

20 Vous avez bien fait, Monsieur le Président, vous avez très bien fait, dès l'ouverture
21 de ce procès, d'indiquer l'impartialité avec laquelle votre Cour entend diriger ce
22 procès. Cela va rassurer beaucoup de monde.

23 Quant à l'Accusation, malheureusement, elle transporte au sein de la Cour les
24 thèses de propagande des médias proches et favorables à nos adversaires
25 politiques et de tous leurs relais, qui, à travers divers articles de presse et autres
26 rapports, nous avaient déjà jugés et condamnés, mon co-accusé et moi, avant
27 même que votre Cour ne statue sur les faits allégués contre nous.

28 Une telle pratique n'honore pas le droit, Monsieur le Président. Elle suscite donc

1 beaucoup d'inquiétudes et elle soulève beaucoup d'interrogations.

2 C'est pourquoi, Monsieur le Président, les simples présomptions de l'Accusation,
3 ses suppositions, ses rappels historiques biaisés à dessein et ses commentaires
4 théâtralisés vont s'avérer trop légers pour éclairer votre Cour.

5 Même les rapports d'experts souvent autoproclamés qui, pourtant, ne savent pas
6 grand-chose des circonstances dans lesquelles les faits allégués se sont déroulés,
7 devront en appeler à votre vigilance et à l'impartialité que vous avez posée comme
8 postulat à l'ouverture de ce procès, Monsieur le Président.

9 Aussi, les déclarations à charge d'adversaires politiques sélectionnés, qui
10 viendront certainement défiler devant vous, ici, dans les jours à venir, sous un
11 masque de témoins, ne sauraient non plus servir de base crédible pour participer à
12 la manifestation de la vérité, car avant tout, c'est de cela qu'il s'agit.

13 Monsieur le Président, dans un conflit qui a opposé deux camps, que peut-on
14 espérer que les militants d'un camp, transformés pour la circonstance en témoins,
15 puissent dire de leurs adversaires dont ils souhaitent l'éloignement le plus
16 longtemps possible du pays pour ne plus avoir... avoir affaire à ceux-là dans le jeu
17 politique ivoirien, comme c'est le cas ? Simple question de logique.

18 Malheureusement, quand j'ai fini d'écouter l'Accusation, toute la nuit, mais toute
19 la nuit, Monsieur le Président, une interrogation me taraude ; elle m'habite encore
20 cet après-midi. Je voudrais la partager avec vous.

21 L'Accusation cherche-t-elle la manifestation de la vérité ou cherche-t-elle
22 forcément à rendre coupable une personne déjà stigmatisée dont elle veut obtenir
23 la condamnation à tout prix ?

24 En tout cas, à écouter l'Accusation, on se croirait dans un jeu des chiffres et des
25 lettres où l'on doit remplir des cases pour aboutir à un résultat. Non, dans une
26 cour de justice, on ne peut pas demander la condamnation d'un citoyen sur la base
27 de commentaires et de simples suppositions. En droit, seuls les faits sont sacrés —
28 pas de place pour la loterie.

1 Et vous avez bien fait, Monsieur le Président, vous-même, de le préciser à l'entame
2 de ce procès. Il ne s'agit pas ici de rapiécer des morceaux de faits dans le seul
3 objectif de faire condamner un individu dont on a pris le temps de fabriquer une
4 image négative.

5 Au cours de ce procès, Monsieur le Président, il s'agira de restituer et de situer les
6 événements et les faits dans leur vrai contexte pour faire jaillir la vérité dans les
7 décombres où l'on tente, hélas, de l'ensevelir. Parce que le mal qui ronge la Côte
8 d'Ivoire va bien au-delà de la seule crise postélectorale et ne saurait se résumer en
9 des bouts de vidéos suivis de commentaires sciemment biaisés.

10 Même l'Accusation, je suis convaincu, apprendra beaucoup au cours de ce procès,
11 parce que, après avoir écouté son narratif, il ressort que le pays qui a été présenté
12 ici est loin d'être la Côte d'Ivoire qui m'a vu naître.

13 Ce procès représente beaucoup pour les victimes, que l'on tente, hélas, de
14 catégoriser.

15 Et je voudrais, à ce sujet, interpellier la représentante des victimes et lui demander
16 de faire une mise à jour de sa liste des victimes, car assis devant le petit écran,
17 quand le peuple wé et les victimes de Duékoué, qui ont subi un véritable
18 génocide, l'écoutent, quand les rescapés du massacre du village
19 d'Anonkoua-Kouté aussi l'écoutent, ils ont le cœur brisé, et ils se sentent
20 abandonnés par une dame qui est censée, en principe, « de » représenter toutes les
21 victimes de la crise ivoirienne.

22 Une telle vision sélective pourrait entacher la crédibilité du travail pourtant
23 sensible que M^{me} Massidda a la lourde responsabilité de conduire.

24 Je n'ai cessé de le dire, et je le dis encore aujourd'hui, Monsieur le Président, il
25 n'existe pas en Côte d'Ivoire des victimes pro-Ouattara d'un côté, et des victimes
26 pro-Gbagbo de l'autre côté ; la seule victime, la seule, c'est la Côte d'Ivoire, dans sa
27 diversité culturelle, religieuse, ethnique et politique. Une vie humaine est égale à
28 une vie humaine. Toutes les victimes de la crise ivoirienne méritent compassion,

1 méritent assistance, méritent réparation.

2 Monsieur le Président, j'ai entendu dans cette Cour l'Accusation et la
3 représentante des victimes dire « Blé Goudé a demandé... — je cite — Blé Goudé a
4 demandé de chercher et de trouver les partisans de Ouattara et les étrangers sur
5 toute l'étendue du territoire de la Côte d'Ivoire, les chasser ou les tuer. » Voilà ce
6 qui a été dit. J'espère que les auteurs de tels propos finiront par dire à la Cour en
7 quelle année, quel jour, à quelle occasion j'ai lancé cette chasse aux partisans de
8 Ouattara et aux étrangers.

9 Parce que moi, Monsieur le Président, je sais au moins ce que j'ai dit lors de la
10 crise. Je vous invite à regarder une suite de la vidéo que mon conseil vous avait
11 déjà montrée.

12 Est-ce qu'on peut regarder la vidéo ?

13 *(Diffusion d'une vidéo)*

14 « Je ne veux pas de guerre civile dans ce pays. Parce qu'on ne trouvera pas un
15 pays où il n'y a que des pro-Ouattara, en faisant disparaître les pro-Gbagbo. Tout
16 comme on ne trouvera jamais un pays avec des pro-Gbagbo en faisant disparaître
17 les pro-Ouattara. Cela n'existe pas, parce que, moi, je suis convaincu, Madame, et
18 c'est très important, que la crise ivoirienne aura sa solution par les acteurs
19 politiques en Côte d'Ivoire. Je suis convaincu qu'un jour le Président Gbagbo,
20 M. Ouattara, M. Bédié finiront par s'asseoir, et je les invite à cela. J'appelle à... Je le
21 dise *(phon.)* que j'appelle un dialogue inter-ivoirien. »

22 M. BLÉ GOUDÉ : Merci.

23 Monsieur le Président, au cours de la crise ivoirienne, en pleine crise
24 postélectorale, voilà ce que, moi, j'ai dit, et j'ai la vidéo que je viens de vous
25 présenter. Je suis très curieux de voir celle de l'Accusation.

26 Et vous avez bien entendu, Monsieur le Président : « Il n'existera jamais une Côte
27 d'Ivoire où ne vivront que des pro-Gbagbo au détriment des pro-Ouattara, tout
28 comme il ne peut y avoir une Côte d'Ivoire où ne vivront que des pro-Ouattara,

1 qui auront fait disparaître les pro-Gbagbo. »

2 Les propos que vous venez d'entendre vous-même, je ne les ai pas tenus,
3 Monsieur le Président, avec des chaînes aux pieds, je les ai tenus en homme libre,
4 en pleine crise postélectorale, sur un plateau de télévision, à une heure de grande
5 écoute. C'est une preuve qui parle à votre Cour. C'est une preuve qui met à nu les
6 limites des allégations du Procureur, qui me prête avec une légèreté déconcertante
7 et choquante la qualification de « criminel » à qui Laurent Gbagbo aurait confié la
8 mission d'inciter des jeunes à exterminer les partisans de son adversaire ; ce n'est
9 pas vrai.

10 Ce n'est pas vrai parce que, pour moi, la Côte d'Ivoire est un tout qui a besoin de
11 tous.

12 Pour moi, la recherche de la paix ne doit pas être saisonnière. Je l'avais
13 simplement moins théâtralisé et... plus sincère. C'est tout.

14 J'entends aussi par ci par là, Monsieur le Président, « Blé Goudé, le chef des
15 milices pro-Gbagbo ». Voilà ce que j'entends souvent. Alors, au lieu de me fâcher,
16 j'ai décidé de faire des recherches. En voici les résultats. « Au sens juridique, une
17 milice désigne un groupe de personnes armées ayant militairement pris part à un
18 conflit. » « Un groupe de personnes armées ayant militairement pris part à un
19 conflit. » Notez bien le vocable et le substrat « militairement ».

20 Pour vous dire que, jamais, je n'ai dirigé un groupe de personnes armées, tout
21 comme jamais je n'ai militairement pris part à un conflit, à moins qu'on m'en
22 apporte les preuves. Parce que, aussi simple que cela puisse paraître, je ne suis pas
23 un adepte de la lutte armée. Le Cojep n'est pas une milice, comme ne l'est pas
24 l'Alliance des Jeunes Patriotes. Le Cojep n'est pas non plus un club de soutien à la
25 solde de Laurent Gbagbo, comme tente de faire croire l'Accusation et une certaine
26 opinion dont j'ignore les intentions, qui n'ont rien à voir avec les objectifs que le
27 Cojep... le Cojep et ses militants se sont librement fixés eux-mêmes.

28 Monsieur le Président, il n'est pas juste, il n'est pas juste de vouloir assigner au

1 Cojep des objectifs qui ne sont pas les siens.

2 Et pour que tout soit désormais clair dans la tête de tout le monde, je voudrais
3 dire : il n'existe pas en Côte d'Ivoire une organisation hiérarchisée dénommée
4 « Galaxie patriotique » dont le chef suprême serait Charles Blé Goudé. Ce n'est pas
5 vrai. Cette désignation est une fabrication et une préférence des médias, et cela ne
6 m'engage pas du tout.

7 L'Accusation a déclaré, à l'entame de ce procès, vouloir poursuivre deux
8 individus. Alors, je lui demande simplement d'être conséquente avec elle-même
9 en fournissant à la Cour mes discours où j'appelle au meurtre et à la haine.

10 Je voudrais préciser, Monsieur le Président, que, dès sa création le 4 juin 2001, le
11 Cojep a d'abord été un mouvement de pression autonome, pour ensuite devenir
12 un mouvement politique non inféodé, puis depuis le 15 août 2015, par la seule
13 volonté de ses militants, et non sur ordre, comme on veut le faire croire, le Cojep
14 s'est librement mué en parti politique avec, pour premier responsable, D^r Obou
15 Hyacinthe, professeur de philosophie à l'université de Bouaké, présent dans la
16 galerie.

17 Voilà la vérité, Monsieur le Président. Voilà ce qu'on vous cache.

18 Ceux qui soutiennent le contraire de ce que je voudrais vous dire se trompent
19 eux-mêmes, et ils le savent très bien. Mais aussi, ils tentent vainement de tromper
20 l'opinion, et je voudrais dénoncer cette tentative de falsification de l'Histoire de
21 mon pays.

22 Monsieur le Président, au cours de la crise, j'ai pris mon temps, j'ai pris mon
23 énergie, j'ai pris des risques énormes à travers des campagnes, de village en
24 village, pour sensibiliser les populations à la paix, j'ai à plusieurs occasions fait des
25 propositions citoyennes, j'ai lancé des appels à la retenue. Hélas, mille fois hélas, la
26 passion, qui s'était emparée de certains candidats à la présidentielle et de leurs
27 militants, avait rendu inaudible l'importance et le bien-fondé de mes différents
28 appels. Le seul sens qu'ils donnaient au mot « paix », c'était leur arrivée au

1 pouvoir. Voilà la vérité.

2 Pendant que le Procureur m'accuse d'être un extrémiste qui appelle au meurtre,
3 d'autres personnes, par contre, me qualifient de « faiblard » qui a peur de la
4 guerre.

5 Oui, Honorables membres de la Cour, je le dis sans honte, moi, j'ai peur de la
6 guerre, mais parce qu'à un homme normal, la guerre devrait faire peur. Je ne le dis
7 pas par couardise. Je ne le dis pas non plus par lâcheté, Monsieur le Président. Je le
8 dis par responsabilité. Je le dis par franchise envers les Ivoiriens. Parce que les
9 Ivoiriens m'ont tout donné. En retour, moi, je leur dois beaucoup.

10 Je leur dois de sensibiliser les populations à la réconciliation et à l'union de tous
11 les Ivoiriens et non pour le service d'un clan, comme le Procureur veut le faire
12 croire. Je trouve donc irresponsable que, dans mon pays, il y ait eu des leaders
13 dont le seul but était de prendre le pouvoir et qui faisaient croire à leurs partisans
14 que la route du pouvoir passait par la guerre.

15 Et pourtant, Pierre Conesa nous enseigne — et je cite : « Pour réduire les causes
16 des conflits... pour réduire les causes des conflits, il faut à notre monde des
17 leaders politiques de qualité qui puissent renoncer au capital politique qu'un
18 discours belliciste peut apporter — renoncer au capital politique qu'un discours
19 belliciste peut apporter. »

20 Il dit mieux : « Il faut aussi à notre monde des élites militaires conscientes de leurs
21 responsabilités. »

22 La Côte d'Ivoire a-t-elle eu des élites militaires conscientes de leurs
23 responsabilités ? La Côte d'Ivoire a-t-elle eu des leaders politiques de qualité qui
24 ont renoncé au capital politique qu'un discours belliciste pouvait apporter ? Si la
25 réponse était positive, on n'en serait pas ici.

26 Ce n'est pas faute d'avoir tenté, Monsieur le Président. C'est pourquoi, moi, face
27 aux railleries qui m'ont toujours traité de faiblard, j'ai répondu ceci : je préfère être
28 faible au milieu d'êtres qui ont la vie que de paraître pour fort parmi des corps

1 sans vie.

2 Quand je le disais, Monsieur le Président, je ne savais pas que je viendrais un jour
3 le répéter ici à la CPI. Quand je le disais, nous étions à mille lieux de la crise
4 postélectorale. Quand je le disais, Monsieur le Président, nous étions en 2006.
5 J'avais déjà conscience qu'il fallait éviter d'allumer la bûchette de la guerre du
6 voisin contre le voisin, de l'ami contre l'ami. J'attirais déjà l'attention des uns et
7 des autres sur les risques d'une guerre civile. C'était il y a 10 ans.

8 Je me justifiais ainsi face à ceux qui me traitaient de « capitulation », ils traitaient
9 de capitulation l'appel que j'avais lancé ensemble avec d'autres jeunes de
10 l'opposition pour faire cesser des affrontements entre les populations.

11 Mais après cet appel, le Président Gbagbo, ici présent, avait reçu tous ces jeunes de
12 l'opposition et du pouvoir pour les féliciter, pour les remercier pour cet appel
13 historique envers la paix.

14 Je les cite, ces jeunes. Konan Kouadio Bertin dit KKB du PDCI/RDA (*phon.*) était à
15 cette rencontre. Karamoko Yayoro du RDR, parti d'Alassane Ouattara, était à cette
16 rencontre. Stéphane Kipré, à l'époque représentant du MFA, aujourd'hui
17 président de l'UNG, était à cette époque... à cette rencontre. Et devant vous, moi,
18 je voulais les féliciter, je voudrais vraiment les féliciter, Monsieur le Président.

19 Je les félicite, parce qu'ils ont osé. Je les félicite, parce qu'ils ont aidé la Côte
20 d'Ivoire à éviter la guerre civile à cette époque.

21 Monsieur le Président, contrairement à ce que l'Accusation dit, je n'ai jamais
22 empêché les pro-Ouattara de s'inscrire sur une liste électorale en 2006. Bien au
23 contraire, mes amis et moi, nous avons aidé à sauver la situation. Et les vidéos sont
24 là, elles parlent. Vous le voyez bien, vous l'entendez bien, vous-même. Ce n'est
25 donc pas un discours opportuniste ou stratégique que je tiens aujourd'hui devant
26 votre Cour, comme un *spine doctor*, selon l'Accusation, juste pour me sortir
27 d'affaire. C'est un discours que j'ai toujours tenu et c'est un discours que je tiendrai
28 toujours, Monsieur le Président, par éducation politique, mais par principe.

1 J'ai pris des risques, et je suis allé à la rencontre des victimes dans l'Ouest profond
2 de la Côte d'Ivoire où j'ai rencontré une jeune fille qui m'avait été présentée. J'ai
3 voulu que le pardon des victimes puisse cimenter la fondation de la réconciliation
4 entre Ivoiriens. Je vous invite à voir cette vidéo, Monsieur le Président.

5 *(Diffusion d'une vidéo)*

6 « “La valeur du pardon se mesure à la gravité de la faute pardonnée. Si l'Afrique
7 du Sud a surmonté l'apartheid, si le Rwanda a survécu au génocide, nous, les
8 Ivoiriens, nous le pouvons aussi. C'est pour te dire que du désespoir le plus
9 profond naît l'espoir le plus investi. Alors, prends ma main, mon frère ; prends ma
10 main, ma sœur, et allons à la paix.”

11 “Pour faire réussir cette caravane qui a rapproché tous les extrêmes. Les visites
12 opérées par les caravaniers obéissaient à une démarche et une méthode bien
13 précise, cible privilégiée, les communautés religieuses, notamment les
14 musulmans.”

15 “Tout ce que j'ai fait, hein, si ça a choqué quelqu'un, si ça a fait mal à quelqu'un,
16 moi-même, le premier, je suis venu vous demander pardon, d'abord.”

17 *(Applaudissements de la foule)*

18 “Et puis ça, ce n'est pas la politique, hein.”

19 “L'Ouest du pays porte les stigmates de la crise. Il s'agissait, donc, pour leur
20 caravaniers de la paix de désarmer la bombe de la division. Option choisie : le
21 corps à corps avec la population. Nombreux sont les griefs. Néanmoins, il faudra
22 pardonner, oublier.”

23 “On laisse la guerre, et les gris-gris-là, on laisse les gris-gris à terre, et la... la paix
24 revient à la Côte d'Ivoire.”

25 *(Portion de la vidéo dans une langue non identifiée)*

26 “Je laisse tomber... Je laisse tomber tout ce que vous m'avez dit. Effectivement, j'ai
27 trop souffert dans cette guerre-là. Mais vous, Blé Goudé, tout le... toute la Côte
28 d'Ivoire parle... parle de vous, toute l'Afrique parle de vous. Mais comme je vous

1 ai vu aujourd'hui, je laisse, tout pardonné, je laisse tomber. « (*inaudible*) Hein, ça va
2 aller. Ça va Mami ?”

3 “Le cas Prisca Werra (*phon.*), souvenons-nous de cette victime des brutalités de
4 guerre qui a été découverte en 2007 à Guiélé, un village situé sur l'axe (*inaudible*)
5 Toulepleu dans l'Ouest montagneux par les caravaniers de la paix.”

6 “Je suis prête à pardonner la Côte d'Ivoire, pour que la guerre finit en Côte
7 d'Ivoire et on soit dans la paix.”

8 “Prisca a, ensuite, atterri à la Pizam où elle a passé plusieurs mois au cours
9 desquels les Ivoiriens lui ont témoigné leur compassion à travers divers dons, a
10 permis non seulement de faire face aux frais d'hospitalisation, mais aussi de
11 réaliser le rêve de Prisca : se construire une maison et une boutique. Eh bien, c'est
12 fait. C'est une Prisca radieuse que le président du Cojep a retrouvé dans son
13 village.”

14 “Ça, ce sont les fruits de la paix ; ce sont les effets de la paix. D'une brouette, elle se
15 retrouve, aujourd'hui, dans une maison. Elle a, aujourd'hui, sa boutique. Elle a
16 réalisé son rêve. Cela veut dire que la Côte d'Ivoire, si elle retrouve totalement la
17 paix, chacun peut, je veux dire, réaliser son rêve.

18 Prisca, pour moi, est le symbole de la réunification de la Côte d'Ivoire, est le
19 symbole de l'Ouest qui retrouve le goût de vivre.” »

20 M. BLÉ GOUDÉ : Monsieur le Président, vous venez de le voir, d'abord, vous avez
21 vu les gris-gris qui sont tombés à terre. J'ai dit que nous étions à l'Ouest. C'est qu'il
22 y a encore une contradiction de la thèse du Procureur.

23 Prisca, la jeune fille que vous venez de voir dans cette vidéo, m'a été présentée
24 dans une brouette au cours de ma campagne pour la paix. Elle avait été violée par
25 les rebelles. En révélant son histoire aux Ivoiriens qui l'ont aidée à se soigner et à
26 reprendre goût à la vie, j'ai voulu donner une chance à la paix.

27 Et Prisca a été un symbole pour la paix et le pardon entre Ivoiriens.

28 Quant à la dame au bras coupé que vous avez vue, ses bourreaux lui avait

1 demandé de faire un choix douloureux, Monsieur le Président. Cette dame, elle
2 devait choisir entre garder son bébé en vie ou laisser son membre supérieur lui
3 être tranché. Comme toute bonne mère, elle a choisi que son bras lui soit coupé,
4 afin de sauver la vie à son bébé. Elle aussi a été un symbole pour la paix en Côte
5 d'Ivoire. Je lui ai apporté assistance, moi, le criminel que le Procureur tente de
6 vous présenter.

7 À cette époque, Monsieur le Président, malgré les obstacles, les menaces, j'étais
8 résolu à effectuer cette mission pour toucher de près ces réalités qui, souvent, vous
9 donnent froid dans le dos et vous déchirent forcément le cœur, mais qui ont, au
10 moins, l'avantage de vous faire sentir et de vous faire partager la souffrance des
11 populations.

12 Mais plus je touchais ces réalités, mieux se renforçait ma détermination à travailler
13 en faveur de la paix.

14 Les villages de Pantrokin et Guiélé d'où sont originaires ces deux victimes existent
15 encore dans l'Ouest profond de la Côte d'Ivoire. C'est à Toulepleu. Pour vous dire
16 que j'ai fait ce que je pouvais pour contribuer modestement au retour de la paix
17 dans mon pays.

18 Monsieur le Président, vous pouvez vous référer, en Côte d'Ivoire, aux différentes
19 opérations de démobilisation, de désarmement et de réinsertion des milices et de
20 tous les groupes armés ayant militairement pris part au conflit en Côte d'Ivoire, ni
21 le Cojep ni l'Alliance des Jeunes Patriotes ni mon nom n'y figurent, car entre
22 prendre les armes et faire la politique, j'ai librement fait le second choix, parce que,
23 pour moi, comme l'huile et l'eau, la démocratie et les armes ne peuvent faire bon
24 ménage.

25 Comme cela se fait partout dans le monde, Monsieur le Président, quand les
26 institutions de la République sont en péril et que les valeurs qui fondent notre
27 société sont bafouées, contrairement à ceux qui ont choisi les armes et la barbarie
28 comme moyens d'expression, et continuent d'endeuiller notre monde, les

1 populations civiles et moi, nous avons choisi la voie démocratique. Nous avons
2 pris la rue, les mains nues, pour la sauvegarde des institutions républicaines
3 qu'incarnait Son Excellence M. Laurent Gbagbo ici présent.

4 Monsieur le Président, je n'ai donc pas été au côté de Laurent Gbagbo, parce que je
5 serais de la même ethnie ou de la même religion que lui, comme tente de vous
6 faire croire l'Accusation. Faire une telle affirmation serait méconnaître l'Histoire de
7 la Côte d'Ivoire.

8 L'Accusation sait-elle que je ne suis ni militant ni membre ni responsable dans
9 aucune instance du Front populaire ivoirien, le parti dont Président Laurent
10 Gbagbo est fondateur. Mais en tant que démocrate dans l'âme, cela ne l'a jamais
11 dérangé.

12 L'Accusation sait-elle qu'en Côte d'Ivoire, la pluralité de l'expression est le fruit de
13 plusieurs séjours carcéraux endurés par Laurent Gbagbo, sa famille, ses camarades
14 de lutte, qui l'ont accompagné pacifiquement sur le chemin du pouvoir ? Est-ce
15 que l'Accusation le sait ?

16 Ce monsieur a sacrifié sa vie pour l'avènement du multipartisme, pour la
17 démocratie en Côte d'Ivoire. Il a enseigné aux Ivoiriens que la vérité est fille des
18 contradictions. Je ne suis donc pas le prétendu bras séculier que Laurent Gbagbo
19 aurait utilisé pour commettre des crimes.

20 Non, Monsieur le Président, Laurent Gbagbo ne m'a jamais envoyé pour aller
21 commettre des crimes, Laurent Gbagbo ne m'a jamais envoyé pour aller inciter des
22 jeunes à commettre des crimes.

23 Monsieur le Président, voilà l'homme que, moi, je connais. Voilà l'homme pour
24 lequel, au-delà de ma seule personne, de nombreux Ivoiriens ont de l'estime, ont
25 de l'affection et qui souffrent de le voir assis ici. Laurent Gbagbo n'a pas sa place
26 en prison. Ce monsieur est une chance pour la réconciliation en Côte d'Ivoire,
27 Monsieur le Président.

28 Pour vous dire, au nom de ma culture politique, jamais, je n'ai commis des crimes,

1 Monsieur le Président. Jamais !

2 Dans ma recherche de la paix, j'ai invité les chefs rebelles, j'ai invité Soro
3 Guillaume et ses camarades à venir dans mon village. Je vous invite à voir cette
4 vidéo, Monsieur le Président.

5 (*Diffusion d'une vidéo*)

6 « "Accord de Versailles."

7 "Les jeunes de Côte d'Ivoire suscités lancent un appel pressant aux aînés,
8 c'est-à-dire aux partis politiques de leur pays, le RDR, le PDCI, le MFA et le PIT et
9 tous les autres partis politiques, l'UDPCI et à tous les autres partis politiques afin
10 qu'ils convoquent rapidement un cadre de discussion qui tournera autour des
11 audiences foraines afin qu'ils attendent (*inaudible*) au minimum pour éviter à notre
12 pays un Rwanda bis."

13 "J'espère que c'est sincère."

14 "Mais si c'est sincère."

15 "La délégation des Forces Nouvelles, conduite par Konaté Zié, accompagné de
16 Fofana Béma, Coulibaly Moussa et Abel Christian Diouri, recevait, dans la pure
17 tradition bété, des hommages pour avoir eu le courage de venir de Bouaké jusqu'à
18 Kpo (*phon.*), le village de Charles Blé Goudé, avant d'être reçue quelques minutes
19 plus tard sur la place publique dans une chaleur indescriptible."

20 "(*Portion inaudible*) dans le village-là, qui est mon village, c'est le village du docteur
21 Blé. Et ici, à partir d'ici, on mange ensemble, parce que partager le pain, c'est signe
22 de (*inaudible*) et que, ensemble, on n'est pas à Abidjan, sur la route, il y a un
23 danger, nos amis iront témoigner à Bouaké qu'effectivement, ils ont été non
24 seulement reçus à Abidjan, mais ils étaient reçus dans notre village.

25 Donc, c'est notre manière à nous de vous ramener vos enfants, de ramener aux
26 parents, de leur dire que ceux-là, ce sont leurs enfants."

27 "À l'endroit de ceux qui ne veulent pas la paix et qui tirent encore sur les ficelles
28 de la division, l'envoyé du Premier Ministre leur a lancé cet avertissement :

1 “Quand on fait la guerre dans le pays, il y a trois camps — trois. Il y a un camp
2 là-bas qui s'oppose à un autre, et qu'il y a des gens dans les deux camps qui
3 disent : “je ne suis pas dedans”. Eux, ils ne sont... Eux, ils ne sont pas un bloc. C'est
4 comme ça. Ça, c'est quand on dit “guerre”, là, c'est comme ça, il y a trois
5 personnes. Mais quand on dit “Paix, allons-y à la paix”, il doit avoir un seul camp.
6 S'il y a un deuxième qui dit lui n'est pas dans cette paix, lui-là, il devient ridicule.
7 Nous... (*inaudible*), nous allons vous demander si vous avez demandé pardon à
8 Dieu qui nous a créés tous, demandé pardon à la communauté internationale qui a
9 sanctionné quelques-uns parmi nous, dont Charles Blé Goudé. Nous voulons que
10 la sanction sur Blé Goudé se lève, que ça finisse.”

11 “Une fois la cérémonie officielle terminée, Jeunes Patriotes et Jeunesse des Forces
12 Nouvelles ont partagé le repas de l'amitié.”

13 “C'est ainsi que l'un des chefs de guerre les plus réputés, ancien membre du
14 Bataillon de commandos parachutistes d'Akouébé, Issiaka Ouattara, donnera de
15 grands signes, des signes qui ont eu leur pesant d'or dans cette sortie de crise.”

16 “La paix est revenue à... (*inaudible*)”

17 “C'est la joie d'être dans le village du Président Laurent Gbagbo et voir le peuple
18 m'accueillir à... dans son village ; ça veut dire que la paix est là.

19 Mais c'est... ça, c'est le plus grand espoir depuis (*phon.*) encore, plus la flamme de
20 la paix, ça, c'est notre grand espoir.”

21 “C'est lui qui viendra, accompagné du ministre Sidiki Konaté, prendre Charles Blé
22 Goudé pour l'emmener à Bouaké où celui-ci animera un meeting, le meeting de la
23 réconciliation.”

24 “Pour cette même paix, Blé Goudé a été le premier à aller à Bouaké et passer une
25 nuit à la chambre de Wattao, qui l'a ensuite invité dans son village natal.”

26 “Pour la cérémonie de la flamme de la paix, la jeunesse a fait le plein à Bouaké.”

27 “La Côte d'Ivoire a été reconstituée physiquement à la veille de la cérémonie.”

28 “La Côte d'Ivoire est réunifiée. La jeunesse de Côte d'Ivoire est unie.”

1 “Charles Blé Goudé accueille son invité spécial. Le cap est mis sur la résidence du
2 préfet Edouard Moïro (*phon.*). On trinque à la paix sur l’invitation de
3 l’ambassadeur de la paix Alpha Blondy. Soro et Blé Goudé se retrouvent, se
4 parlent, revisitent leur amitié.”

5 “Quelques minutes plus tard, Soro Guillaume fait son entrée au stade Victor Biaka
6 Boda.”

7 “Monsieur le Premier ministre, voilà Gagnoa. Depuis votre arrivée ce matin
8 jusqu’à ce stade, vous avez trouvé des bras ouverts, vous avez trouvé un peuple
9 qui depuis le corridor jusqu’à ce stade vous a accompagné. C’est la preuve que la
10 paix est une réalité désormais en Côte d’Ivoire. Et je pense que votre présence ici
11 confirme que l’on peut aller et l’on peut venir à travers toute la Côte d’Ivoire. Les
12 audiences foraines ont commencé, les accords ont été signés, les préfets ont été
13 redéployées, mais il faut poser sur le terrain des actes concrets pour approcher le
14 peuple. Et nous pensons que la cérémonie de ce matin, que dis-je, de cet
15 après-midi, a pour objectif de tirer encore de leurs draps ceux qui hésitent, ceux
16 qui ne croient pas encore à la paix, ceux qui hésitent encore. Vous qui êtes dans ce
17 stade, est-ce que vous voulez la paix ?”

18 “Oui.”

19 “Bien. Vous avez entendu, Monsieur le Premier ministre. Ce peuple qui est ici
20 rassemblé, ces jeunes ici rassemblés, ces chefs coutumiers ici rassemblés, ces chefs
21 religieux ici rassemblés, ne veulent que la paix.” »

22 M. BLÉ GOUDÉ : Monsieur le Président...

23 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Excusez-moi si je vous
24 interromps, mais je voudrais vous inviter à arriver au terme de votre présentation
25 parce que nous n’avons plus beaucoup de temps.

26 M. BLÉ GOUDÉ (interprétation) : Vous m’avez dit qu’aujourd’hui nous étions
27 supposés terminer à 16 h 15.

28 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Oui, mais nous devons

1 également rendre des décisions. Il y a deux ou trois autres choses que nous devons
2 faire.

3 M. BLÉ GOUDÉ : Soyez sûr que je finirai en temps voulu.

4 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : (*Intervention non*
5 *interprétée*)

6 M. BLÉ GOUDÉ (interprétation) : Merci beaucoup.

7 (*Intervention en français*) Monsieur le Président, sensibiliser des populations,
8 comme vous venez de le voir, ce que vous venez de voir, Monsieur le Président,
9 c'était les chefs de la rébellion que j'ai emmenés chez la maman du Président
10 Gbagbo. Chez nous, c'est signe de réconciliation.

11 Ce que vous venez de voir, je les ai fait inviter à Gagnoa. C'est la ville natale du
12 Président Gbagbo où les populations les ont accueillis comme vous l'avez vu, dans
13 mon village, où tous les villageois sont sortis pour les accueillir.

14 Monsieur le Président, chez nous, c'est signe de réconciliation.

15 Faire un tel travail, et après, paradoxalement, être traîné devant les tribunaux pour
16 répondre des crimes contre l'humanité, je n'exagère pas, Monsieur le Président,
17 quand je dis : ah, que ce monde est injuste.

18 Vous venez de le voir vous-même, Monsieur le Président, je pense avoir au moins
19 essayé de faire quelque chose pour le retour de la paix dans mon pays. Mes
20 démarches et mes actions en faveur de la paix n'ont peut-être pas produit les
21 résultats escomptés, mais ces missions de la... de la paix, je les ai bénévolement
22 accomplies, avec conviction mais avec fierté pour mon pays.

23 Monsieur le Président, c'est à ce niveau-là que je voudrais vous dire, en 2010, c'est
24 le Conseil constitutionnel, c'est le Conseil constitutionnel de Côte d'Ivoire qui a
25 rendu une décision qui donnait vainqueur le candidat Laurent Gbagbo. Ce n'est
26 pas que moi. Mais, respectueux des lois de mon pays, je n'ai fait que me soumettre
27 à cette décision.

28 Maintenant, si l'Accusation estime que la décision rendue par le Conseil

1 constitutionnel est source de conflits, elle devrait s'en prendre à cette institution et
2 à ses responsables, et non à nous.

3 Alors, je me demande, Monsieur le Président, en me maintenant en prison, la CPI
4 ne laisse-t-elle pas en liberté l'épervier volant pour mettre en prison la mère poule
5 qui, pourtant, a perdu ses poussins ?

6 Mais comme la Côte d'Ivoire doit continuer de vivre, Monsieur le Président, je ne
7 suis pas un homme de guerre, j'appelle à la réconciliation dans mon pays.
8 J'appelle à la paix dans mon pays. J'appelle à une paix sincère et durable, dénuée
9 de tout calcul politicien, dénuée de tout théâtre, parce que les Ivoiriens ont besoin
10 qu'on les aide.

11 Je compte sur vous, Monsieur le Président, pour que le droit... le droit soit dit. Je
12 compte sur vous pour que la vérité soit dite. Je compte sur vous pour qu'on me
13 juge pour ce que j'ai fait, et non pour des commentaires. Je compte sur vous pour
14 qu'on me juge selon mes actes, en tant qu'individu, et non sur la base de ce qu'on
15 aurait voulu que je sois. Je veux que vous me permettiez de rentrer dans mon pays
16 pour poursuivre mes champs de réconciliation que j'ai laissés en friche avant de
17 venir ici, mais cela est laissé à votre appréciation.

18 Je vous remercie.

19 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Merci beaucoup.

20 Merci à la Défense de M. Blé Goudé pour aujourd'hui.

21 Et merci à l'ensemble des parties que nous avons entendues et dont nous avons
22 beaucoup appris concernant la Côte d'Ivoire, l'Histoire, la situation politique. Et à
23 partir de demain, nous allons passer à une autre partie, à savoir les témoignages,
24 les dépositions. Et je ne peux que rassurer tout un chacun, à l'intérieur comme à
25 l'extérieur du prétoire, en vous assurant que cette Chambre portera attention aux
26 charges et également aux éléments de preuve qui seront présentés par l'ensemble
27 des parties et que nous évaluerons de notre mieux, de la façon la plus
28 indépendante possible. Et ce faisant, nous nous laisserons guider par les principes

1 généraux que nous prenons très au sérieux et auxquels j'ai fait référence dans mon
2 discours d'ouverture.

3 Bien. Ceci étant dit, je voudrais maintenant donner la parole à l'Accusation sur le
4 témoin 0441, mais avant de lui donner la parole, je voudrais dire qu'il y a une
5 décision orale concernant ce témoin 0441.

6 Donc, je ne sais pas quelle est votre préoccupation... Et peut-être... Je voulais vous
7 interrompre et vous le dire immédiatement si cela a déjà été décidé et résolu dans
8 la décision.

9 M. MacDONALD (interprétation) : Tout dépend si votre décision discute du
10 programme. Voyons voir ce que dit la décision.

11 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Eh bien, la décision, bien
12 entendu, concerne les mesures de protection.

13 M. MacDONALD (interprétation) : Bien entendu, nous avons demandé si la
14 conférence doit se faire par... la déposition doit se faire par vidéoconférence,
15 quand est-ce que cela va se faire ? Cela peut avoir un impact sur les... le
16 calendrier, et notre préoccupation, c'est le témoin 0369, et...

17 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Mais cela, ce sera après
18 les vacances judiciaires.

19 M. MacDONALD (interprétation) : Je voudrais d'abord m'assurer que nous
20 sommes tous d'accord sur cela, parce qu'en fonction du calendrier et de la rapidité
21 avec laquelle nous traitons les six premiers ou les cinq premiers témoins, nous
22 avons quelques jours simplement de congé en... en... le 17 février... avant le
23 17 février.

24 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Nous n'allons bien
25 entendu pas interrompre un témoin pour entendre la deuxième partie deux
26 semaines plus tard ou trois semaines plus tard, bien entendu.

27 M. MacDONALD (interprétation) : Bien, donc, dans ce cas-là, je peux vous assurer
28 que pour le témoin qui doit voyager et qui a des dispositions à prendre, et étant

1 donné ses obligations professionnelles, il ne pourra pas déposer avant le 3 mars.

2 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je ne peux pas dire cela,
3 parce que je ne sais pas pour l'instant.

4 M. MacDONALD (interprétation) : Eh bien, c'est ce que je voudrais justement
5 pouvoir discuter.

6 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Bien.

7 M. MacDONALD (interprétation) : Donc, nous attendrons votre décision sur
8 le 0441.

9 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Bien. C'est la décision
10 orale sur deux questions en attente concernant le témoignage par vidéo, liaison
11 vidéo.

12 L'idée est également de donner des dispositions et des directions pour les mesures
13 « protectives » (*phon.*) pour l'avenir. L'Accusation a demandé à ce que le témoin
14 ou les dépositions des témoins 0441 et 0398 se fassent par liaison vidéo, et les
15 Défenses de M. Gbagbo et de M. Blé Goudé se sont opposées à la demande du
16 Procureur. Et je ne vais pas donner les références aux écritures parce que je pense
17 que c'est... c'est des choses qui sont claires maintenant.

18 La Chambre devrait... doit informer le Procureur que l'on n'appellera plus le
19 témoin 0398, que le Procureur n'appellera plus le témoin 0398 à témoigner dans
20 un avenir proche, en tous les cas, et qu'il ne fera pas partie des 20 premiers
21 témoins. Et de ce fait, la Chambre décidera à cette étape uniquement, concernant le
22 témoin... prendra une décision uniquement concernant le témoin 0441. Le
23 témoin 0398 tombera dans le cadre des directives pour l'avenir.

24 Concernant le témoin 0441, lors de la conférence de mise en état qui s'est tenue le
25 14 janvier 2006 (*phon.*), le Procureur a indiqué que la requête pouvait être retirée.
26 Les informations confidentielles et spécifiques sur la situation actuelle du témoin
27 ont été... ont émergé dès... dès les premières évaluations de vulnérabilité et ont
28 été annoncées au... à la Section des victimes et des témoins le... de la Chambre le

1 26 janvier 2016. À la lumière de ces informations, la Section de protection des
2 victimes et des témoins a recommandé que le témoin P-0441 soit entendu par
3 liaison vidéo. La faisabilité de la mise en place d'un tel lien vidéo, par rapport à un
4 lieu si éloigné où le témoin serait situé, a été confirmée par le Greffe, et de façon
5 plus particulière, les installations et le lieu seraient tels que le témoin pourrait voir
6 et entendre la personne qui lui parle ici depuis le... le prétoire ; deuxièmement,
7 pourrait voir les documents qui lui sont montrés ici, depuis le prétoire, par les
8 parties et également les participants et la Chambre ; et troisièmement, pourrait
9 annoter tout document si... et diagramme si nécessaire.

10 Le greffier (*phon.*) a également confirmé qu'il... qu'il serait possible d'établir une
11 liaison vidéo depuis ce lieu éloigné au cours de la semaine pendant laquelle le
12 témoin doit témoigner, et recommande l'utilisation de liaison vidéo.

13 Concernant la vulnérabilité du témoin et la nécessité absolue de conserver et de
14 maintenir la sécurité physique et psychologique ainsi que le bien-être
15 psychologique du témoin, ce sont là des éléments qui doivent prévaloir par
16 rapport à toute considération générale concernant la désirabilité d'avoir... ou la
17 possibilité d'avoir un... une déposition dans ce même prétoire.

18 Il incombe au mandat particulier et à la responsabilité de l'Union de... de la
19 Section de protection des victimes et des témoins de faire une évaluation
20 professionnelle de la nécessité d'adopter des mesures de protection, et la Chambre
21 serait mal placée de... de contredire cette évaluation.

22 Et la Chambre est consciente que toute mesure de protection qui pourrait être
23 appropriée et qui pourrait être requise doit être limitée à ce qui est absolument
24 nécessaire et doit être mise en place de telle façon que cela ne soit pas à
25 l'encontre... n'aille pas à l'encontre de l'équité du procès, y compris de la publicité
26 et de l'oralité des procédures.

27 Le Greffe a demandé à ce que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour
28 que les connexions vidéo pour le témoin P-0441 soient mises en place de façon à

1 permettre que la déposition se fasse de manière rapide et équitable, notamment
2 concernant la capacité des parties à examiner, et à interroger le témoin, et à
3 montrer des pièces à conviction nécessaires au témoin.

4 De ce fait, conformément à l'article 64-2... ou 6-e, 61-1 et 69-2 des Statuts,
5 conformément aux règles 67 et 88 des Règles de preuve et de procédure, la
6 Chambre donne droit à la requête de l'Accusation pour le témoin P-0441.

7 À la lumière des considérations susmentionnées, le juge Président, qui doit
8 maintenant donner des orientations générales concernant... concernant les
9 demandes de mesures de protection et de mesures spéciales, celles-ci
10 s'appliqueront également à des requêtes en attente et pour lesquelles une
11 évaluation de la Section des victimes et des témoins... de la protection des
12 victimes et des témoins doit encore être remise, notamment la demande de
13 l'Accusation pour des mesures de protection concernant le témoin P-0097, qui a
14 demandé l'utilisation d'un pseudonyme et du floutage de... de la... des traits du
15 visage et d'une déformation de la voix, à laquelle se sont opposées la Défense de
16 M. Blé Goudé et de M. Gbagbo.

17 L'évaluation faite par la Section de protection des victimes et des témoins — dans
18 les questions concernant la demande de mesures de protection concernant la
19 sécurité physique et... et le bien-être physique et psychologique des témoins et des
20 victimes — « sont » par définition professionnelles, spécifiques aux affaires et
21 neutres.

22 Les informations sur lesquelles se basent ces évaluations sont essentiellement
23 confidentielles, et ce n'est qu'à... que dans des scénarios très particuliers et
24 exceptionnels, si les scénarios... si cela se pose que des parties peuvent faire des
25 demandes sur... concernant des points qui concernent la sécurité pour satisfaire la
26 Chambre et lui montrer qu'il est nécessaire de s'écarter des recommandations
27 spécifiques qui ont été faites par la Section de protection des victimes et des
28 témoins, et les rejeter.

1 De ce fait, la Chambre décide d'aller dans la direction suffisante... suivante : dans
2 l'exercice de la règle 87-2 (*phon.*) des Règles de procédure et de preuve, les
3 mesures de protection demandées par l'une quelconque des parties et soutenues
4 par... et étayées par une évaluation et des recommandations de la Section de
5 protection des victimes et des témoins, c'est-à-dire sous forme de liaison vidéo, de
6 déformation de la voix et de floutage des traits ou de mesures de soutien
7 particulières seront rendues, et de ce fait, pour la durée du procès, il est demandé
8 aux parties de prendre contact avec la Section de protection des victimes et des
9 témoins, et de notifier la Chambre, les parties et les participants des mesures de
10 protection demandées, et de l'évaluation favorable de la Section de protection des
11 victimes et des témoins suffisamment à l'avance du... avant le moment où ces
12 mesures doivent être mises en place, afin, également, de permettre aux parties
13 n'ayant pas fait la demande de faire leurs observations de nature particulière à
14 cette affaire, lorsque cela est approprié, en conformité avec la règle 87-2-d.

15 Si une objection devait être soulevée en rapport avec la compatibilité des mesures
16 de protection et l'équité des... de la procédure sur la base d'observations
17 spécifiques à l'affaire qui pourraient être soumises soit par l'une... l'une des
18 parties ou l'autre, la Chambre prendrait rapidement une décision par rapport à ces
19 objections.

20 La deuxième décision concerne la demande urgente de l'Accusation d'amender le
21 protocole unifié des pratiques utilisées pour préparer et familiariser les témoins
22 qui doivent déposer au cours du procès. C'est là le... le titre de la requête.

23 Il s'agit donc du... de l'écriture 399, et les deux défenses de M. Gbagbo et de
24 M. Blé Goudé ont fait, d'une certaine façon, objection à cette requête.

25 Dans la mesure où les deux requêtes et les deux réponses sont classées
26 confidentielles, la Chambre prendra cette décision de façon à éviter la diffusion de
27 l'information, et en conformité avec ce qui a été dit au début, il est demandé aux
28 parties de déposer une version expurgée dans les délais les plus courts. La

1 Chambre note — et je cite — que « la décision concernant la préparation et la
2 familiarisation des témoins » — fin de citation — adoptée par la... à la majorité le
3 2 décembre 2015 par la Chambre et — je cite — « le protocole unifié sur les
4 pratiques utilisées pour préparer et familiariser les témoins pour déposer lors des
5 procès » — fin de citation — et qui... sont annexés à ce document.

6 La Chambre note également — et je cite — que « la décision sur les témoins
7 vulnérables » et sa décision également sur « l'évaluation de la vulnérabilité et les
8 procédures de soutien pour faciliter la... le... la déposition des témoins
9 vulnérables »...

10 Le Procureur demande trois amendements à ce protocole.

11 Premièrement — et je cite : « permettre aux témoins vulnérables de procéder à un
12 réexamen de leurs déclarations lors d'une séance qui sera organisée par l'Unité,
13 prendre connaissance de certains éléments qui seraient annexés à leurs
14 déclarations, ou auxquels il serait fait référence et qui seraient présentés par le
15 Procureur lors de leur déposition » de façon à éviter... éviter des souffrances
16 psychologiques qui pourraient provenir... d'être exposés à ce genre d'éléments et
17 de pièces lorsqu'ils seraient au prétoire en train de témoignage... de témoigner.

18 Deuxièmement, permettre, dans ce cas-ci, la présence et un échange limité avec un
19 conseil de la partie demanderesse, de façon à éviter que l'on soumette le... le
20 témoin à une deuxième traumatisation.

21 La deuxième demande — et je cite —, « donner aux témoins l'occasion, pendant
22 leurs témoignages, des séances de lecture encadrée et une interaction limitée avec
23 les avocats de la partie demanderesse si, à l'issue d'avoir lu leur témoignage, le
24 témoin aurait déclaré à l'Unité de protection que leur déclaration n'est pas correcte
25 ou est différente de la déclaration que ce témoin se souvient avoir expliquée à la
26 personne qui l'aurait interrogé au départ. »

27 Troisième amendement qui est demandé par le Procureur est le suivant — et je
28 cite : « Permettre aux témoins à qui l'on présentera un grand nombre de

1 documents, d'autres pièces lors de leurs témoignages dans le prétoire, de se
2 familiariser avec certains de ces documents pendant les séances de lecture qui sont
3 organisées et encadrées par l'Unité de protection des victimes et des témoins. »

4 Et la Chambre, après avoir lu les avis des parties, décide la chose suivante :

5 Eu égard à la première requête, la nature des raisons qui ont été avancées par le
6 Procureur implique que la Chambre se penche sur cette question avec la plus
7 grande prudence. Le scénario invoqué dans la première demande du Procureur
8 est très spécifique et n'avait pas encore été envisagé, que ce soit dans les décisions
9 de la Chambre ou dans le protocole qui fut adopté par la Chambre.

10 La Chambre est consciente que le scénario tel que décrit pourrait, en effet, induire
11 un stress au chef des victimes ou des témoins, et que c'est ce stress qu'il faut
12 éviter ; c'est une garantie à offrir.

13 Aussi, la Chambre donne droit à cette première demande, aux conditions
14 suivantes :

15 La partie demanderesse fera une demande spécifique à la Chambre.
16 Deuxièmement, l'Unité des victimes et des témoins va procéder à une évaluation
17 réelle de façon à... à pouvoir évaluer le risque de nouvelles traumatisations du
18 témoin sur base des documents et des pièces, un document qui sera joint en
19 annexe *ex parte* à la demande.

20 Et la Chambre rendra sa décision sur cette demande à la lumière de l'évaluation
21 réalisée par l'Unité des victimes et des témoins.

22 Quatrièmement, les contacts avec la partie demanderesse, si autorisé ne devront
23 se... ne pourront se faire que sous surveillance de l'Unité de protection des
24 victimes et des témoins.

25 Et dans une décision que nous avons déjà préalablement prise sur la transmission
26 vidéo, le risque de retraumatisation est couvert par l'expertise de l'Unité des
27 victimes et des témoins ; il ne nous appartient pas, dans la Chambre, de rejeter les
28 évaluations de cette Unité.

1 S'agissant de la deuxième requête, la Chambre note qu'alors que le Procureur y
2 fait référence au titre d'une mesure qui... qui vise à améliorer la protection et le
3 sentiment de bien-être de ces témoins en permettant de réduire leur stress et leur
4 angoisse, à la veille de témoigner, malgré tout, cela réintroduirait, de manière
5 assez subtile, un système de préparation des témoins alors que c'est par excellence
6 ce qui a voulu être évité. C'est ce qui inspire la décision de la Chambre. Le degré
7 de conformité entre une déclaration écrite et la déclaration du témoin sous
8 serment, et l'obligation qui en découle de dire la vérité, « est » au cœur même de la
9 crédibilité/fiabilité du témoin, et doivent faire l'objet d'un débat dans le prétoire.

10 Aussi, la Chambre ne donne pas droit à cette deuxième requête.

11 Quant à la troisième requête, la Chambre est d'avis que si elle devait donner droit
12 à cette requête, cela reviendrait, une fois de plus, et de manière inévitable, à soit
13 contourner, soit introduire une exception à la préparation des témoins qui pour le
14 jour... pour le moment n'est pas permise, eu égard à la nature assez vague des
15 critères qui déclencheraient cette situation.

16 Une telle exception, aussi large que proposée, introduirait beaucoup trop
17 d'incertitudes et de contestations et entraînerait des conséquences non
18 souhaitables et contraires à des procédures à la fois équitables et rapides. Aussi,
19 nous refusons cette troisième requête.

20 Et c'est ce qui nous amène à la fin, mais pas tout à fait...

21 M. MacDONALD (interprétation) : Oui, encore une question par rapport au
22 commentaire sur les deux heures et demie : est-ce que je dois comprendre que le
23 témoignage du P-0441 pourrait être organisé, alors, pendant les congés
24 judiciaires ? Est-ce que c'est ce que j'ai cru comprendre de votre décision ?

25 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Je n'ai pas compris la
26 question.

27 Mais c'est à vous, finalement... Vous devez voir ça avec l'Unité des victimes et des
28 témoins, c'est à vous de vous organiser.

1 M. MacDONALD (interprétation) : C'est bien.

2 Je vous reviendrai demain sur l'organisation du calendrier, et cetera.

3 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Très bien. Prenez contact
4 avec l'Unité des témoins... des victimes et des témoins ; c'est à vous de vous
5 organiser.

6 Nous, nous sommes là pour écouter ; ce n'est pas à nous d'organiser les témoins.

7 Vous, vous savez quand nous nous sommes en audience, pour combien de temps
8 nous sommes en audience. Le reste vous appartient.

9 M. MacDONALD (interprétation) : Oui, nous ferons de notre mieux, mais le
10 témoin 0369 peut prendre beaucoup plus de temps que prévu et je n'aimerais pas
11 qu'il doive rester deux semaines de plus à La Haye pour rien.

12 M. LE JUGE PRÉSIDENT TARFUSSER (interprétation) : Nous non plus, nous ne
13 souhaiterions pas qu'il doive rester deux semaines de plus à La Haye.

14 Le juge Président présente toutes ses excuses aux interprètes dans toutes les
15 cabines.

16 Nous allons lever l'audience, et une fois de plus, merci pour vos discours
17 d'ouverture.

18 Nous reprenons demain à 9 h 30 pour écouter le premier témoin.

19 M. L'HUISSIER : Veuillez vous lever.

20 (*L'audience est levée à 16 h 33*)